

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

Séance publique du
Mercredi 22 Juin 2016

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du mercredi 22 juin 2016
18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil
municipal

Finances de la collectivité

- 1 Exercice 2015 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion Budget Principal et Budget Annexe

Urbanisme, aménagement durable

- 2 MONTPELLIER GRAND COEUR Halles et place A. Laissac Mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Ville de Montpellier maître d'ouvrage unique de l'opération Laissac, afin d'assurer la maîtrise d'œuvre des espaces publics Autorisation pour le dépôt du permis de construire
- 3 MAISON D'ENFANTS MARIE CAIZERGUES Validation formelle du projet de requalification du site porté par le CCAS dans le cadre de la gestion de son patrimoine
- 4 ZAC DES GRISETTES (7ème tranche) Agrément de candidature KAUFMAN & BROAD (Lot n°5F)
- 5 ZAC DES GRISETTES (7ème tranche) Agrément de candidature Groupement HELENIS/GEORGE V Languedoc Roussillon (Lot n°1A1)
- 6 ZAC DES GRISETTES (7ème tranche) Agrément de candidature ACM HABITAT (Lot n°5E)
- 7 ZAC Port Marianne – Jacques Cœur Agrément de candidature SCI CITY (Société Infoprint) (Immeuble "Arche Jacques Cœur" - Lot de Copropriété n°1302)

- 8 ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature Lot 15 (COGEDIM)
- 9 Parc de la Mogère – Secteur Port Marianne - Avis de la Ville sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau
- 10 Périmètres de protection modifiés autour de deux monuments historiques Avis de la Ville de Montpellier
- 11 FONCIER Cession par la SERM à la Ville de Montpellier de 7 lots de la copropriété n° 8 du Petit Bard
- 12 FONCIER Adjudication judiciaire de la propriété TISSOT Terrains 5 rue de la Cavallade Autorisation donnée à la SERM de participer aux enchères
- 13 DROIT DE PREEMPTION Création par Montpellier Méditerranée Métropole de la zone d'aménagement différé (ZAD) de BIONNE Avis de la Ville
- 14 Création d'un périmètre de ravalement dans le quartier Celleneuve
- 15 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions

Culture

- 16 Théâtre Jean Vilar Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association « Montpellier Danse »
- 17 Théâtre Jean Vilar Organisation de l'option facultative théâtre Avenant à la convention de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel
- 18 Convention Plan Objet 2016 pour les églises Saint-Roch, Saint-Denis, Saint-Matthieu, Sainte-Eulalie, Notre-Dame des Tables et les chapelles Saint-Charles et de la Miséricorde Autorisation d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)
- 19 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016
- 20 Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les radios associatives de Montpellier et leur fédération représentative
- 21 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Les Amis du Musée Fabre Exposition Déluge de Barthélémy Toguo
- 22 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier / La Panacée – Centre de culture contemporaine et l'Aéroport Montpellier-Méditerranée dans le cadre de l'exposition estivale Terminal P
- 23 Autorisation d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication, Service Interministériel des Archives de France) pour l'acquisition d'un manuscrit hébreu du XVe siècle pour les Archives

municipales : Commentaires d'Alfasi sur le Talmud par Jonathan ben David Ha-Kohen.

- 24 Exonération de frais de publication de documents d'archives

Sécurité

- 25 Partenariat d'éducation et de prévention routière Signature d'une convention

Réussite éducative

- 26 Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).
- 27 Ajustements aux attributions de subventions pour des projets associatifs d'activités périscolaires.
- 28 Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2016
- 29 Extension et Réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve)
- 30 Rénovation de la toiture des écoles maternelle CHAPTAL et élémentaire Jeanne d'ARC - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
- 31 Rénovation de la toiture de l'école élémentaire GAMBETTA-Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
- 32 Réfection de la façade de l'école Francis GARNIER -Déclaration préalable

Enfance

- 33 Avenant à la convention tripartite d'objectifs et de financement pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » Cession de la convention de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Grand Sud
- 34 Travaux de rénovation dans les établissements de la petite enfance en 2016 - Approbation et demande de subvention

Sports, Jeunesse

- 35 Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville
- 36 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Politique de la Ville, Cohésion sociale

- 37 Adoption de l'avenant opérationnel et financier du Contrat de Ville 2015-2020
- 38 Appel à projets - Contrat de Ville - Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2016
- 39 Mobilisation pour la défense de l'égalité contre le racisme - Signature de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Défenseur des droits
- 40 Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes - Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier - Convention 16/C0309

Economie

- 41 Cœur de Ville en Lumières 2016 - Principes et règlement de parrainage
- 42 Convention d'occupation du domaine public - Centre d'art La Panacée - Bar restaurant - Renouvellement de l'exploitant - Décision - Autorisation
- 43 Convention d'occupation du domaine public - Bistrot de Grammont - Désignation de l'exploitant - Décision – Autorisation
- 44 Convention cadre tripartite entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault

Relations internationales

- 45 Mandats spéciaux de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages : Mission à Heidelberg / Mission à Chengdu et signature du Mémoire d'entente 2016/2020
- 46 Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier D'Aragon
- 47 Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King
- 48 Modification des programmes de mobilité : autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers
- 49 Jeunesse et Mobilité Internationale Echange de 2 volontaires en service civique Montpellier/ Fès

Administration, désignations des représentants

- 50 Convention-cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des dépôts et des consignations- Autorisation de signature et approbation
- 51 Commission de contrôle des délégataires de service public - Désignation d'un nouveau membre suppléant- Annule et remplace la délibération n°2016/131
- 52 Election d'un nouveau membre de la commission municipale n°2 "Affaires générales"
- 53 Ecoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école
- 54 Lycée Frédéric Bazille Désignation d'un nouveau représentant de la Ville dans le conseil d'administration
- 55 Collège Jeu de Mail - Désignation d'un nouveau représentant
- 56 Université Montpellier III - Désignation de nouveaux représentants

Finances, Patrimoine de la collectivité

- 57 Délégations du Conseil municipal au Maire Consolidation et actualisation
- 58 Modification du règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée
- 59 Désordre Local jardinier Petit Bois de la Colline, Protocole d'accord entre la Ville et la SMABTP, assureur de la SAS PIERRE ET BETON
- 60 Cotisation à l'association des maires de France et à l'association des maires de l'Hérault - Exercice 2016
- 61 Attributions de subventions - Exercice 2016
- 62 Création d'un tarif pour l'organisation des primaires des partis politiques
- 63 Création et modifications de tarifs pour la mise à disposition du Carré Sainte-Anne et du Pavillon Populaire
- 64 Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit
- 65 Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale
- 66 Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la maintenance des installations d'éclairage public entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole – Autorisation de Signature
- 67 Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 3 - Autorisation de signature
- 68 Mise à disposition de salles à titre gracieux dans les Maisons pour tous

- 69 Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers et redevances minorés - Autorisation de signer les conventions
- 70 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions
- 71 Autorisation de signer la convention de location du domaine privé de la Ville

Ressources humaines de la collectivité

- 72 Renouvellement de la mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.
- 73 Astreinte des chauffeurs - Service Commun - Création d'une astreinte d'exploitation
- 74 Emplois saisonniers: création d'emplois non-permanents et modalités de rémunération

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du mercredi 22 juin 2016

Procès-verbal

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Clare HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte cette séance du conseil municipal de la Ville de Montpellier du 22 juin 2016. Avant de commencer l'ordre du jour, je voudrais que nous ayons une pensée, une minute de recueillement pour les deux policiers Jean-Baptiste SALVAING et Jessica SCHNEIDER qui ont été sauvagement assassinés à Paris. Pour eux et leur mémoire, je vais vous demander de bien vouloir observer une minute de silence.

Une minute de silence est observée.

Monsieur le Maire : Je voudrais également que nous ayons une pensée pour notre ami Michel SOULAS ancien conseiller municipal de Montpellier qui a été d'abord élu avec Georges Frêche puis a été très investi dans la vie politique, passionné d'histoire, passionné de la période de la dernière Guerre mondiale, éternel étudiant et que j'ai eu l'honneur d'avoir comme secrétaire de section lorsque je suis entré, en 1994, au PS. Je me rendrai à ses obsèques avec un certain nombre d'élus vendredi après-midi, à 15h, à Grammont. Et je voudrais présenter à Christiane, son épouse, à Maguelone et à Alexandra, ses filles, ainsi qu'à ses petits-enfants, toutes les condoléances du Conseil municipal de Montpellier et de la Ville de Montpellier dont il fut élu durant de longues années.

Avant de passer à l'ordre du jour je voudrais demander à Mademoiselle BODKIN de me rejoindre à la tribune pour faire l'appel.

Remise de médaille

Monsieur le Maire : Merci. Le quorum est largement atteint et nous allons donc pouvoir délibérer en toute légalité. Nous allons procéder aux informations du Maire puis à l'ordre du jour. Traditionnellement, nous avons l'habitude d'honorer les Montpelliérains qui portent les couleurs de la ville au-delà des mers, au-delà des océans, au-delà des continents et, aujourd'hui, nous avons la chance de recevoir parmi nous Yasmina AZAIEZ qui est représentée par son président Karim BELLAHCENE, Ismael COULIBALY et Omar EL YAZIDI qui sont tous les 3 qualifiés en taekwondo pour les jeux de Rio. On peut les applaudir.

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : Nous allons les faire citoyens d'honneur de la ville de Montpellier afin qu'ils portent les couleurs de la ville au-delà des clubs, sur le continent sud-américain et au Brésil où va se dérouler cette merveilleuse compétition durant le mois d'août. Je leur demande de bien vouloir s'approcher. Je vais demander à Karim BELLAHCENE de présenter Yasmina puisqu'elle est en stage d'entraînement et qu'il la représente.

Karim BELLAHCENE : Merci, Monsieur le Maire. Bonjour à tous, chers élus. Tout d'abord, je ne vous cache pas ma grande fierté et toute l'équipe du Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo remercie Monsieur le Maire, ainsi que ses élus, pour cette distinction qui est pour nous très importante. Cette reconnaissance de la Ville est, pour nous, très importante. Ce sont des Montpelliérains, des personnes qui ont grandi dans cette ville et qui sont très fiers de représenter cette ville à travers le monde, sur tous les continents. Nous sommes de vrais ambassadeurs de la ville de Montpellier. J'avais fait la promesse, il y a quelques années, d'amener à Montpellier une médaille et vous pouvez compter sur nous pour essayer de respecter cette promesse que j'avais faite devant certains auparavant. Merci pour votre attention. Je représente Yasmina qui est actuellement en stage à Cuba avec l'équipe olympique. Deux des athlètes qui sont là devant vous n'y ont pas été conviés car Omar rentre des Jeux Pan Am, qui est une compétition qui se déroule au Mexique et qu'Ismaël est en retour de blessure. Yasmina AZAIEZ est née le 3 janvier 1991 à Lyon. Elle est licenciée au Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo. Elle est actuellement en BTS diététique à l'INSEP. Et en contrat d'insertion avec l'Armée de terre, selon le principe du CIP pour les athlètes de haut niveau, ce qui leur permet d'assurer un minimum pour assurer le quotidien. Son palmarès est très impressionnant. Elle est actuellement numéro un mondial d'un sport olympique, au 1^{er} juin 2016. C'est très récent. Elle a été championne du monde militaire en 2011, championne d'Europe en 2009, cinquième au championnat du monde en 2015, cinq fois championne de France, qualifiée aux Jeux olympiques de Rio 2016 dans la catégorie moins de 49 kg.

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : Je remets donc la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier de Yasmina AZAIEZ à son président Karim BELLAHCENE en la remerciant de porter les couleurs de Montpellier aux Jeux olympiques de Rio.

Ismaël COULIBALY est né le 20 août 1992 à Bamako, au Mali. C'est un athlète international. Au palmarès international brillantissime, troisième aux Championnats du monde en Corée du Sud en 2011, troisième aux Championnats du monde en Russie en 2015, premier aux Jeux africains au Congo en 2015, sixième au Mondial, le 1^{er} juin 2016. En 2016, il est premier du championnat d'Afrique en Égypte, qualifié pour les Jeux Olympiques 2016 en catégorie moins de 74 kg, pour l'équipe du Mali. Il s'entraîne, bien sûr, dans le club de Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo.

Omar EL YAZIDI, né le 24 avril 1984 à Nîmes, licencié dans le même club, actuellement en BTS 2^e année Négociation Relation Client au lycée Jean MONNET à Montpellier, six fois champion de France, troisième aux Championnats d'Europe des clubs en 2014, neuvième aux Championnats du monde en 2015, troisième aux Championnats d'Europe seniors en 2016, onzième mondial le 1^{er} juin 2016. Il sera remplaçant officiel pour les Jeux Olympiques 2016 dans la catégorie plus de 87 kg à Rio. C'est avec grand plaisir que je vous remets la médaille qui vous confère le titre de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier.

[Applaudissements]

Omar EL YAZIDI : Bonjour à tous. Pour moi, c'est un honneur de recevoir cette médaille et de pouvoir représenter mon sport à travers les Jeux olympiques de Rio, le taekwondo, qui n'est pas très médiatisé. Cette médaille me permettra d'aller au bout de ce que l'on cherche, c'est-à-dire une médaille d'or à Rio. Merci à tous.

Ismael COULIBALY : Bonsoir à tous. Comme mon coach vient de le dire, nous avons l'objectif de ramener une belle médaille d'or pour Montpellier dans les jours à venir. Cette promesse sera tenue. Merci

Informations du Maire

Monsieur le Maire : Taekwondo, natation, et bien d'autres athlètes de très haut niveau montpelliérains à Rio. Je voudrais maintenant vous donner quelques informations qui tiennent à la vie municipale et qui sont assez simple, mais que je me dois de vous préciser. D'abord, comme vous l'avez vu dans la presse, nous avons signé, avec la Métropole, mais comme cela intéresse la Ville de Montpellier il était naturel que je vous en informe, le contrat de plan État-région avec la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées. Ce qui va nous permettre de décliner un certain nombre de projets. En partenariat avec la Région nouvellement créée. Ce partenariat porte sur 66 millions d'euros qui vont être répartis sur un certain nombre de projets qui intéressent les 31 communes de la Métropole de Montpellier. Et en particulier la ville.

Le deuxième point concerne l'ANRU auquel, vous le savez, je suis très attaché. Vous savez que nous avons candidaté. Et, grâce au travail et à l'implication de la Ministre de l'époque, Myriam EL KHOMRI, nous avons pu être inscrits dans le programme de l'ANRU numéro 2. Ainsi, nous pouvons, à ce jour, dire que notre dossier est accepté. Même si nous n'avons pas eu le courrier officiel qui le prouve. Nous avons eu la certitude, de la part de la direction de l'ANRU, que le dossier est accepté. Avec de grands volets qui sont acceptés en priorité. Et qui peuvent être déclinés de façon à avancer dans l'intégralité du dossier. Il s'agit de la destruction de la Tour d'Alembert, ainsi que de la rénovation complète de la résidence du Cap Noaille sur le Grand Mail.

Il s'agit d'une avancée extraordinaire, car elle n'était pas prévue dans le premier plan. L'ANRU l'a acceptée, ce qui signifie que, dès la fin du mois d'août, nous pourrions commencer la destruction de la Tour d'Alembert. Et, au 1^{er} janvier 2017, débiter la rénovation complète de la résidence du Cap Loumaye qui est une résidence importante, avec plus de 270 appartements, pour un montant global de 8 millions d'euros. C'est une rénovation très lourde mais qui va préfigurer l'ensemble des travaux que nous allons conduire dans les 10 ans à venir sur le Grand Mail et sur la partie sud du quartier de La Paillade. Voilà ce que je souhaitais vous donner en informations.

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : Merci car cela représente quand même une implication très forte de l'État et de la Région sur le contrat de plan et de l'État sur le contrat ANRU.

Michaël DELAFOSSE : Nous avons évoqué ensemble, lors de la Conférence des présidents, un sujet un peu délicat. En effet, un de nos collègues, de cette assemblée, s'est cru autorisé à abaisser un fanion qui se trouvait sur les mâts qui se trouvent à l'entrée de l'Hôtel de ville, qui avait été dressé à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie. En tenant des propos, au vu de tous, d'incitation à la haine. Il nous apparaît, Monsieur le Maire, que nul ne peut dégrader le bien public. Ce sont nos lois, ce sont nos règles. A fortiori, provoquer, blesser une population. Nous souhaiterions, puisque ce bien public est dans la propriété de la Ville de Montpellier, sous votre autorité, une plainte soit engagée sur ces faits car le débat démocratique peut justifier des prises de positions différentes ce qui est tout à fait normal, néanmoins, il y a des limites à ne pas dépasser. Et il ne saurait y avoir d'impunité, fût-il un élu de la municipalité de Montpellier.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, j'entends bien votre demande. Sachez que j'ai saisi le lendemain ou deux jours après le procureur sur l'ensemble des faits, parce qu'il y en a eu plusieurs durant cette semaine. Nous attendons maintenant l'avis du procureur. Mais sachez qu'il a été saisi officiellement par la Ville. Je passe maintenant à l'ordre du jour.

Concernant l'ordre du jour, je vous propose de rajouter, ce qui n'est pas coutume, une 75^e affaire que vous avez théoriquement sur vos pupitres et qui concerne la dénomination du parc central qui vient d'être arboré, sur le quartier du Petit Bard pour lui donner le nom d'Abdenour TATAÏ qui fut le fondateur de l'association Justice pour le Petit Bard, avec l'accord de la famille, qui est venue me voir. Si vous en êtes d'accord, sur les affaires 55 et 56, qui concernent des nominations, je propose de les voter à main levée, à moins que quelqu'un ne le refuse.

Après avoir élargé, Monsieur BOUMAAZ sort définitivement de séance avant l'examen des affaires et est donc déclaré absent.

Madame FRECHE sort de séance avec la procuration de Madame HART.

Adoption de l'ordre du jour.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent 28 avril 2016

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO et France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal (cf. fin du document).

75 - Dénomination d'un espace public quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola)

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), la Ville de Montpellier poursuit ses actions en faveur de la requalification des espaces publics et de l'amélioration du cadre de vie des habitants. Le 20 janvier 2016 ont été inaugurés deux aires de jeux pour enfants et un grand plateau sportif pour les jeunes au sein d'un vaste parc arboré. Cet espace public majeur du quartier, très apprécié des habitants et fréquenté quotidiennement, constitue aujourd'hui un lieu de vie et de détente privilégié du quartier, à proximité immédiate des écoles.

En proposant de dénommer le square public « Abdenour Tataï », la Ville de Montpellier souhaite honorer la mémoire de cet habitant du quartier du Petit Bard, très engagé auprès des jeunes et très impliqué dans la vie de la Cité décédé en 2008 dans un accident de voiture à l'âge de 37 ans.

Arrivé très jeune en France, Abdenour Tataï a passé toute son enfance dans le quartier du Petit Bard. Membre fondateur de l'association Justice pour le Petit Bard et militant au sein du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues, il assurait un rôle de médiateur important. Educateur spécialisé, il avait entrepris de reprendre des études de droit afin de devenir magistrat. Il était en contact permanent avec les jeunes du quartier, il reste une figure majeure du quartier et de la démocratie participative.

Il est donc proposé de dénommer le square public :

Square Abdenour Tataï
(1971-2008)
Président Fondateur de
« Justice pour le Petit Bard »

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter cette proposition de dénomination;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je vous propose donc de passer d'emblée à l'affaire 75 que je viens de résumer. C'est la dénomination de l'espace public du quartier Cévennes Petit Bard, Pergola, en donnant comme nom au parc central que nous avons visité et inauguré, avec les jeux d'enfants, qui se trouve en plein centre du quartier qui a bénéficié d'un dossier ANRU, le nom Abdenour TATAÏ, avec l'accord de sa famille.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire sort de séance. Mesdames BOUALLAGA et FRECHE (avec la procuration de Madame HART) entrent en séance. Monsieur KRZYZANSKI entre en séance.

1- Exercice 2015

Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion Budget Principal et Budget Annexe

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2015 de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

1. Budget principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2015	RESTES A REALISER
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	61 985 885.39	74 800.00
921	SSECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	10 484 098.40	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	62 931 266.09	154 055.00
923	CULTURE	10 236 620.21	97 470.00
924	SPORT ET JEUNESSE	18 647 517.44	364 570.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 597 591.09	180 575.00
926	FAMILLE	27 901 721.34	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	65 919 084.22	27 377.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 214 686.25	12 200.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	6 109 335.26	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	45 795 994.10	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	22 135 691.94	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	233 347.86	
TOTAL		353 192 839.59	911 047.00

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES

CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2015	RESTES A REALISER
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	8 541 732.39	
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	308 354.89	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	7 062 904.68	
923	CULTURE	510 574.76	
924	SPORT ET JEUNESSE	3 303 634.82	
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	276 888.54	
926	FAMILLE	14 571 900.59	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	66 051 027.97	
929	ACTION ECONOMIQUE	6 287 337.27	
931	OPERATIONS FINANCIERES	516 262.82	
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	77 605 202.99	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	209 076 808.62	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	45 644.60	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	583.20	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	16 727 350.99	
TOTAL		410 886 209.13	

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2015	RESTES A REALISER
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	4 115 551.93	3 069 374.44
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	1 588 874.56	499 909.84
902	ENSEIGNEMENT-FORMATION	15 460 706.48	4 290 778.69
903	CULTURE	1 871 108.52	810 620.55
904	SPORT ET JEUNESSE	3 687 458.58	975 411.73
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	66 967.79	
906	FAMILLE	1 990 986.60	1 361 790.68
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	36 350 477.28	3 586 520.18
909	ACTION ECONOMIQUE	197 707.92	103 807.52
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	3 257 136.51	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	41 607 062.80	28 000.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	45 644.60	
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	16 758 950.89	2 043.29
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	4 212 940.76	
TOTAL		131 211 575.22	14 728 256.92

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2015	RESTES A REALISER

900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	367 407.39	
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	177 402.00	
902	ENSEIGNEMENT-FORMATION	1 563 582.50	
903	CULTURE	831 194.32	
904	SPORT ET JEUNESSE		
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	57 183.29	
906	FAMILLE	331 601.12	
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	5 535 334.35	
909	ACTION ECONOMIQUE	132 980.00	
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	3 257 136.51	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	29 682 571.30	
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	30 431 126.70	
913	TAXES NON AFFECTEES	2 769 648.65	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	22 135 691.94	
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	16 757 703.01	
TOTAL		114 030 563.08	

Le résultat brut global 2015 du Budget Principal est de + 40 512 357.40 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 24 873 053.48 euros.

Ces résultats seront repris dans le Budget Supplémentaire.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture CA 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	RESULTAT DE CLOTURE CA 2015 BRUT	RESULTAT DES REPORTS	RESULTAT NET 2015
Investissement	-4 212 940.76		-12 968 071.38	-17 181 012.14	- 14 728 256.92	-31 919 269.06
Fonctionnement	34 324 179.99	-17 596 829.00	40 966 018.55	57 693 369.54	-911 047.00	56 782 322.54
Total	30 111 239.23	-17 596 829.00	27 997 947.17	40 512 357.40	-15 369 303.92	24 873 053 48

2. Budget annexe d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2015	RESTES A REALISER
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	456 990.06	
012	CHARGES DE PERSONNEL	69 998.31	
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	300 000.00	
TOTAL		826 988.37	0.00

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2015	RESTES A REALISER
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	695 697.08	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 113 403.93	
TOTAL		1 809 101.01	0.00

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2015	RESTES A REALISER
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	102 545.74	
TOTAL		102 545.74	0.00

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2015	RESTES A REALISER
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	4 625.46	
1068	RESERVES	72 890.11	
TOTAL		77 515.57	0.00

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture CA 2014	Résultat de l'exercice 2015	RESULTAT DE CLOTURE CA 2015 BRUT	RESULTAT DES REPORTS	RESULTAT NET 2015
Investissement	4 625.46	-29 655.63	-25 030.17		-25 030.17
Fonctionnement	1 113 403.93	-131 291.29	982 112.64		982 112.64
Total	1 118 029.39	-160 946.92	957 082.47		957 082.47

L'exécution du budget annexe d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville fait apparaître **un résultat brut global 2015 de + 957 082.47 euros**, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 957 082.47 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le Compte de Gestion 2015 du budget principal et du budget annexe;
- d'approuver le Compte Administratif 2015 du budget principal et du budget annexe
- de donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le 1^{er} Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Monsieur le Maire : Je vais demander à Monsieur LEVITA de le présenter et, comme l'exige la loi, je sortirai à la fin de la présentation et Monsieur LEVITA le fera voter. Monsieur LEVITA, vous avez la parole.

Max LEVITA : Comme vous avez commencé à donner des médailles, je veux une médaille, moi aussi. Pour nous.

Monsieur le Maire : Vous allez en avoir plusieurs, Monsieur LEVITA.

Max LEVITA : Pour nous. Vous avez vu qu'il y a une association qui s'appelle le Forum de gestion des villes, qui publie, chaque année, son palmarès. Cela a été repris par deux journaux, Le Point et le Figaro. Donc, ils ont fait le classement des taux de taxe d'habitation 2016, et nous sommes en septième position, encore que je conteste cette septième place car on nous donne un taux de 37,57% mais sans tenir compte, comme d'habitude, de l'abattement, à la base, de 15 %. Devant nous, il y a, à 45 %, Marseille, Nîmes, à 40 %. Strasbourg à 36 %. Rennes à 35 %. Toulouse est devant nous à 34,75 % et nous serons septième, à 34,57 %. Mais je conteste ce 34,57 % puisque, d'après nos calculs à nous, nous sommes à 30,59 %. Comme vous le voyez, nous sommes largement 15e au 16e pour la taxe d'habitation. Pour le foncier bâti, nous ne sommes plus premiers. Nous sommes 4e. Devancés par Grenoble à 38, Angers à 35, Nantes 33, et Montpellier à 31. Au fur et à mesure que

nous tiendrons le taux des taxes inchangé, nous allons diminuer dans ces classements. C'était le lieu pour le souligner.

Monsieur le Maire: Ce sont d'excellentes médailles, en vermeille.

Max LEVITA : Merci, Monsieur le Maire. Le compte administratif est donc un compte rendu de ce qui a été fait en 2015 par les élus et par l'administration. Je suis chargé d'en rendre compte. Je remercie tous ceux qui ont participé à ces actions. Donc je vais vous présenter les résultats. Permettez-moi de remercier le service des Finances, madame Juliette BEREGLI qui est la nouvelle responsable de l'ensemble, Monsieur DOMEIZEL, Madame CUBIZOLLE, Madame BONAUD, Monsieur REDAL, ainsi que le service de communication qui nous a aidés à écrire le document que vous avez sous les yeux et que, j'espère, vous trouverez particulièrement explicite. Je remercie donc monsieur Benoît ROOS, et Madame Carine JUCLA.

Le budget 2015 a confirmé votre engagement, Monsieur le Maire, pour la stabilité de la fiscalité qui est la clé de voûte de ce mandat. Et qui permet néanmoins à la Ville d'agir, de façon concrète et énergique, conformément aux engagements. Dans un contexte où les contraintes exogènes pèsent sur les finances de la Ville, j'y reviendrai en détail, notre bonne santé ne peut être maintenue qu'au prix d'un effort de maîtrise de nos charges de fonctionnement, ce qui a été réalisé.

Nos dépenses d'investissement, d'équipement, sont dynamiques, à 82 millions en 95 et ont permis de réparer et de sécuriser la ville. Ces investissements sont autofinancés à hauteur de 92 %. Donc, Montpellier prépare l'avenir, Montpellier investit. Tout en étant le seul bloc communal, parmi les blocs communaux français, à ne pas toucher à sa fiscalité.

Monsieur le Maire: Ce que vient de dire Monsieur LEVITA est très important. Seul bloc communal français à ne pas toucher à sa fiscalité, la Ville et la Métropole de Nantes nous ont suivis jusqu'à il y a quelques mois et Johanna ROLLAND, la présidente de la Métropole et maire de Nantes, a été contrainte d'augmenter un peu la fiscalité sur la Métropole. Nous sommes donc seuls avec Paris, mais Paris n'a pas les mêmes fonds et les mêmes fonctionnements que Montpellier. Mais, si nous sommes tout le temps avec Paris, c'est bien.

Max LEVITA: Les points importants : notre budget total, représente 455 millions d'euros. Ses caractéristiques : nous n'avons pas touché aux taux de fiscalité. L'investissement est à 82 millions et l'endettement baisse de 8 %. Sur ce chiffre de 455 millions d'euros, l'année 2015 est une année particulière puisque c'est la première année de la métropolisation. Nous avons transmis des compétences à la Métropole mais nous avons exercé en 2015 ces compétences pour le compte de la Métropole. Comme nous les avons exercées pour son compte elle nous les a, bien sûr, remboursées. Il y a donc une difficulté de présentation des comptes que nous avons essayé de gérer. Pour que les comptes de l'année 2016 puissent être comparés aux résultats de 2015. Nous en avons tenu compte dans la présentation.

Sur le budget 2015, 397 millions ont été mobilisés par la Ville pour la Ville, 57 millions par la Ville et pour la Métropole. Et la Métropole nous a bien entendu remboursés. Cela tient pas compte de l'attribution de compensations, qui ont été payées par la Ville. Conformément à nos engagements. Si l'on regarde les grands agrégats de la gestion 2015, nous avons des recettes totales à 524 millions. Des dépenses totales à 480 millions ce qui fait apparaître un résultat brut de 40,5 millions. En fait, le résultat net est de 24,9 millions. Puisqu'il est nécessaire d'enlever les 14,7 millions qui sont des dépenses reportées sur l'année 2016. Vous notez que, sur les taux de réalisation, ils s'élèvent à 95 % pour le fonctionnement et à 72 % pour l'équipement. Mes chers collègues, les 95 % me vont très bien. Les 5% de fonctionnement que vous n'avez pas utilisés me donnent l'espoir de les garder pour le budget des années à venir.

Nous avons un budget annexe sur lequel nous passons rapidement qui est le budget du parking de l'Hôtel de ville. Il fait partie du budget en 2015. En 2016, son bilan et son résultat sont transférés à la Métropole. Le bouclage du budget, vous l'avez, c'est le tableau le plus significatif qui résume l'ensemble de l'action au cours de l'année 2015. Au personnel, nous sommes à 172 millions dont 8,9 millions pour le compte de la Métropole. Les charges de fonctionnement, 24 millions, pour le compte de la Métropole mais nous avons reçu des recettes pour la Métropole de 5,4 millions, des subventions de 25 millions dont 2 millions pour la Métropole, les intérêts de la dette à 5 millions, l'attribution de compensations à l'Etat, 45,7 millions. Et nous avons une provision de 500. Sur la partie recettes, les impôts directs, sur lesquels je reviendrai plus longuement, sont à 188 millions, les impôts indirects, 21 millions, les dotations un peu moins de 80 millions, les recettes d'exploitation 76 millions

dont un remboursement Métropole. Mais il y a aussi des recettes pour la Métropole, des recettes exceptionnelles. Tout cela nous fait aboutir à une épargne brute d'un peu moins de 40 millions, qui sont repris dans le tableau suivant, à quoi s'ajoutent le fonds de compensation de la TVA, le plan de relance de la TVA, la subvention de 13 millions, un emprunt de 7 millions, un remboursement d'investissement pour la Métropole de 16,8 millions, d'autres recettes et des remboursements d'avance sur lesquels nous insisterons un peu plus loin.

En dépenses, nous avons remboursé une annuité de capital de 11,9 millions. Nous avons remboursé de manière anticipée 13,5 millions de capital. Les dépenses d'équipement sont de 82 millions, dont 16,5 millions pour le compte de la Métropole. Au total, nous retrouvons le chiffre que je vous ai annoncé, notre épargne brute de 40,5 millions d'euros. Au regard des indicateurs de gestion, en faisant des comparaisons, pour être tout à fait précis, les chiffres concernant la Ville sont les chiffres de 2015 et les autres chiffres concernant la France sont des chiffres de 2014. Tout n'a pas encore été publié. Mais cela montre que notre dotation globale de fonctionnement est inférieure de plus de 10 % à la dotation moyenne des villes de la strate, ce qui constitue une diminution qui dure depuis environ 20 ans, ce qui est un peu inexplicable, cette permanence. Nous avons demandé les explications au niveau de la préfecture puisque c'est là que cela se calcule. Nous n'avons pas de réponse. Les dépenses de fonctionnement sont inférieures à la moyenne nationale. L'encours de dette est inférieur à la moyenne nationale. Sur l'emprunt net, le problème est de savoir si l'on calcule hors recettes exceptionnelles ou à périmètre constant. Nous sommes aux environs de 30 millions d'euros. Si nous faisons un focus sur les recettes, les impôts directs représentent 188 millions avec les participations de l'État 80 millions, les recettes d'exploitation 40 millions, etc. Les recettes s'élèvent à 40 millions. Je n'insiste pas sur la fiscalité stable encore qu'il s'agisse d'un exploit de maintenir une fiscalité stable en 2015. Pour le produit fiscal, 80 millions viennent de la taxe d'habitation soit 42 %, 107 millions du foncier bâti soit 57 % et le foncier non bâti est à hauteur de 0,3 %.

L'évolution du produit fiscal est intéressante, vous l'avez sur votre tableau, un peu moins de 180 millions en 2013, 182 millions en 2014, 188 millions en 2015. C'est un chiffre que l'on suit. Vous savez que le produit fiscal attendu pour 2016 a une progression que nous estimons très inférieure à nos estimations. J'ai demandé au directeur des finances publiques une explication sur ce thème. Le bouclier social est maintenu. Je vous rappelle que c'est un montant de 17 millions d'euros qui ramène la taxe d'habitation de 22,49 à 18,51. C'est une opération qui est très compliquée pour les journaux, pour la Cour régionale des Comptes, pour la DGCL qui refuse d'en tenir compte. L'abattement général à la base, vous l'avez sur vos déclarations d'impôts. En 2015, votre taxe d'habitation a été diminuée de 110 euros pour tous les contribuables Montpelliérains soit les 122 380 foyers. Je souligne que seules 4 Villes de la strate pratiquent ce taux maximum, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg. À cela, s'ajoute un abattement spécial qui concerne les foyers aux revenus les plus modestes et qui réduit également de 110 euros le montant de la taxe d'habitation. Seule la ville de Strasbourg applique cette réduction. Enfin, il y a une autre réduction qui est l'abattement à partir du troisième enfant à charge. Ce sont 17 millions qui ne sont pas prélevés.

Le recours à l'emprunt en 2015 a été réduit à 5 millions ce qui représente 1,7% des recettes de fonctionnement de la Ville. Sur les remboursements des avances, ce sont des relations que nous avons avec notre opérateur, la SERM et la SAAM. La SAAM a remboursé à hauteur de 6 millions pour Grand Cœur, 3 millions pour Ovalie, 3 millions pour Parc Marianne et trois millions pour le Petit Bard. Nous avons droit à des droits de mutation. Il s'agit d'une taxe commune additionnelle à la taxe de publicité et aux droits d'enregistrement qui est calculée sur le montant des transactions immobilières à hauteur de 1,2%. La taxe sur la consommation finale d'électricité est à 4,6 millions. Je la cite parce qu'elle a eu lieu. Elle a été transférée à la Métropole à partir du 1er janvier 2016. Sur la taxe de séjour, elle représente 1,3 million d'euros. Vous avez vu qu'Airbnb accepte de relever à partir du 1er août la taxe de séjour en 2016, ce qui devrait augmenter le produit de cette taxe qui sera vraisemblablement, même si la décision n'est pas encore prise, transférée à la Métropole. Le produit des amendes de police s'élève à 4,5 millions d'euros en 2015. C'est un produit que nous ne maîtrisons pas puisqu'il est calculé par les services de l'État. Sur les dotations et les compensations de l'État, c'est un peu compliqué. Nous sommes à 80 millions. Si vous voulez des précisions sur le fonds national de péréquation c'est à peu près identique à 3,3 millions. La compensation fiscale, 7,7 millions, est à peu près identique. La dotation de décentralisation ne bouge pas, la dotation nationale de péréquation ne bouge pas. Deux choses bougent de manière contradictoire : la dotation globale de fonctionnement, qui a diminué en 2015 de 5 millions d'euros, c'est notre participation au plan de réduction des dépenses publiques de 50 milliards ; de l'autre côté, calculée indépendamment, la dotation de solidarité urbaine, elle, augmente de 4 millions. Les produits exceptionnels s'élèvent sur la Métropole, la DSP et les redevances, le parking du nouveau Saint-Roch et les autres produits exceptionnels. Pour les produits de

service, nous avons 76 millions dont 35 millions en remboursement Métropole. Vous avez le détail en redevance d'utilisation du service des participations directes, 16 millions dont, essentiellement, une participation de la CAF au titre de l'accueil de la petite enfance, les produits de gestion courante, le remboursement de la Métropole pour 35,4 millions et, enfin, les recettes des services publics qui s'élèvent à un peu moins de 10 millions. L'essentiel provenant de la restauration scolaire et de l'accueil petite enfance. Pour la restauration scolaire, la participation des familles s'élève à 28 %, pour les crèches à 10 % et, pour les TAP, ils sont gratuits. Vous savez que nous avons introduit, en 2015, une nouvelle tarification sociale et, dès l'année scolaire finie, nous pourrions donner les résultats de la réforme dont nous sommes très fiers sur le calcul qui a été mis en place pour la nouvelle tarification sociale.

Les dépenses de l'exercice, je reviendrai plus dans le détail des secteurs, 109 millions pour l'éducation, l'enfance, la restauration scolaire, 62 millions pour l'administration générale, l'attribution de compensations est à 45 millions, les opérations financières à 41 millions, etc., vous l'avez sous les yeux. Les charges de gestion courante sont à 82 millions et vous en avez la décomposition. J'insiste sur les économies qui ont été réalisées en 2015 sur ce total de 82 millions. Vous savez qu'il est nécessaire, si nous voulons tenir nos promesses, de tenir les charges et en particulier 3,5 millions d'économies ont été réalisés en 2015. Dans le détail, ce sont 480 000 euros qui ont été économisés dans le domaine de la communication et du protocole, 240 000 euros dans le domaine des économies d'énergie, 120 000 euros dans le domaine de l'économie des fournitures administratives et de petit équipement, 420 000 euros pour la réinternalisation d'un certain nombre d'études, 190 000 euros pour des opérations qui ont été conduites en régie directe. 570 000 en 2015, une seule ZAT a été réalisée. Il y a une gestion des Estivales et des Hivernales, le nombre de jours a été diminué. Je m'en excuse, madame l'Adjointe mais cela nous permet d'économiser 130 000 euros. 40 000 euros ont été économisés aux relations internationales et, enfin 30 000 euros en gestion et en économie du carburant.

Pour les dépenses de personnel, nous sommes à 172 millions en 2015 mais à comparer à 167 millions en 2014. Dans ces 172 millions, il y a 8,9 millions remboursés par la Métropole pour des opérations qui ont été conduites par nos agents. Vous voyez donc la décomposition, 163 et 9 millions Métropole. L'évolution de dépenses de personnel est de + 3,2 % en 2015. Je rappelle que nous avons prévu, en 2016, 2, 2 %. Et, en 2017 et au-delà, 2 %. L'essentiel concerne l'éducation, la création de postes pour l'éducation, la mise en place des rythmes scolaires, la sécurité, essentiellement le recrutement de 31 policiers municipaux, l'enfance puisqu'il a fallu créer des postes pour l'extension de la crèche la Galinette, les postes de sapeurs pompiers au zoo de Linaret. Et la réforme de la catégorie C a représenté une dépense de 1,3 million d'euros.

Pour les subventions, je souligne qu'en 2015 ce montant est identique à celui de 2014. 25,6 millions. Dont 12 millions pour le CCAS. Concernant les charges financières, comme je vous l'ai déjà dit, nous sommes à 1,5 million en intérêts de la dette. Je vous prie de noter que le taux moyen de notre encours est passé de 2,8 % à 2,16 %. C'est une maîtrise des intérêts qui tient compte, bien entendu, de l'évolution nationale et internationale du suivi de l'application de la clause de calcul des taux, en particulier des répercussions des index négatifs, quand il y en a, et il y en a, de l'application de bon fixings et d'un rééquilibrage de la dette entre les taux fixes et les taux variables. Nous étions à 42 % de taux variables en 2011 et nous sommes à 55 % en 2016. Je souligne également que tous ces emprunts sont dans la catégorie 1 A dans la charte Gissler. Sur le calcul de l'attribution de compensations nous sommes donc à 45,7 millions. Nous avons fait le calcul, la population de Montpellier, dans la Métropole représente 62 % et, dans les charges transférées, cela s'élève également à 62 %.

Un petit focus sur les dépenses d'investissement. Nous avons fait le calcul sur les années précédentes de 57 millions, qui est la moyenne des années de 1997 à 2002, sachant que ce sont des calculs qui ont été faits en euros courants, et que les taux d'inflation étant faibles cela est à peu près comparable, et hors dépenses de l'Hôtel de ville, jusqu'en 2012, à 94 millions et 2013, 83 millions, 2014, 85 millions, 2015, 82 millions, dont 16 millions pour le compte de la Métropole. 16 millions représentent des avances faites à notre opérateur, la SERM. Pour les remboursements de capital, le montant était à 11,9 millions. L'annuité de la dette est de 16,9 millions dont 11,9 de capital et 5 millions d'intérêts. Nous avons remboursé 13,5 millions de manière anticipée de notre dette, ce qui nous permet d'économiser 1,4 million sur les intérêts de la dette à venir.

Monsieur le Maire : C'est très important. Nous nous désendettions de 13,5 millions d'euros.

Max LEVITA : Vous avez le focus avec le slide qui montre ce que nous avons fait dans ce domaine au 31 décembre 2014. Nous étions à 230 millions. Au 31 décembre 2015, nous étions à 211 millions. Mais, au 1^{er} janvier 2016, nous sommes à 190 millions parce que nous avons transféré, et c'est bien sûr compté dans

l'attribution de compensations, 5 emprunts pour 20 millions à la Métropole. Sur ces 190 millions, nous avons 45 emprunts, 12 prêteurs, dont 11 banques. Et nous avons une capacité de désendettement préservée. Sur le document que vous avez, vous devez corriger, nous avons mis 5,5 millions d'euros mais c'est 5,5 années. Notre capacité de désendettement est donc maintenue. Nous étions à 5,5 et nous passons à 5,3. Cet indicateur est fondamental pour les banques: pour elles, c'est la preuve de notre maîtrise de l'endettement et ceci garantit une capacité d'emprunt pour l'avenir et aucun emprunt toxique.

Les effets budgétaires liés à la convention : ce slide vous montre ce qui s'est passé en 2015 dans nos relations avec la Métropole. Nous avons donc réalisé des dépenses à hauteur de 52 millions pour la Métropole qu'elle nous a bien entendu remboursées. Nous avons engagé des recettes pour le compte de la Métropole que nous lui avons versées, bien entendu. C'est un strict équilibre dans nos relations.

Qu'avons-nous fait de tout cet argent ? Nous avons agi avec deux priorités: la réparation et la sécurisation de la ville pour 113 millions et bien vivre ensemble à hauteur de 176 millions. Montpellier se construit ensemble, et il est important de rappeler qu'au cours de l'année 2015 il y a eu plus de 90 réunions de concertation. 5 000 personnes y ont participé. Elles ont pu s'informer, partager, contribuer au projet de la Ville. Il y a des lieux de réflexion, nous avons 7 conseils de quartier, des comités consultatifs dédiés à la jeunesse, 12 conseils citoyens qui ont permis à chacun des membres de réfléchir, de proposer, et de faire aboutir de nombreuses actions dans ce domaine. Montpellier au quotidien a également traité 6 000 demandes en 2015. Au total, les réalisations de la Ville ont représenté 454 millions d'euros.

Nous regardons un peu plus dans le détail, en les passant en revue, le domaine de la sécurité qui vous donne le nombre d'agents. Donc on est à 161 agents, 82 ASVP, 20 opérateurs de supervision, ce qui représente un budget de 700 000 euros en fonctionnement 8 200 000 euros en personnel. 180 agents sont à l'heure actuelle en fonction sur la Ville, puisque nous en avons embauché 19 en 2016. Le dispositif de tranquillité publique a été renforcé, la vidéo-protection se développe, nous avons 22 nouvelles caméras en 2015, ce qui porte le nombre de caméras à 214. A terme, la vidéo-verbalisation s'effectuera grâce au réseau mis en place par la municipalité.

Dans le domaine de la voirie, nous avons investi 16 millions, dont 15 millions pour les opérations Métropole, nous avons 45 agents, 6,6 millions d'euros de personnel, 9 millions de fonctionnement qui concernent essentiellement les travaux sur le boulevard Nina SIMONE, à hauteur de 1,7 million d'euros. Nous avons réparé l'éclairage public à hauteur de 2,3 millions d'euros. Vous notez que nous devons veiller, au quotidien, au fonctionnement de 34 000 points lumineux sur la ville. Nous participons à la sécurisation du trafic et l'accompagnons à hauteur de 2,7 millions d'euros. Il y a en ville 370 carrefours à feux qu'il faut surveiller et contrôler et 85 sites en contrôle d'accès. La rue Rimbaud a été réaménagée pour un budget de 1 million d'euros. Il y a des travaux sur l'aménagement de l'avenue Trinquat en 2015 et également en 2016.

Dans le domaine de l'environnement et de la biodiversité: 176 agents pour un budget de 11 millions. Fonctionnement, 4,5 millions. Investissement, 4,9 millions. Lieux emblématiques de la ville: le parc du Pérou, qui est dans une nouvelle phase d'embellissement; également le parc Lunaret où nous avons réalisé les travaux de rénovation de 2015 à hauteur de 2,6 millions au titre d'un plan pluriannuel d'investissement qui va se dérouler dans les années à venir, dont le montant est estimé à l'heure actuelle à 30 millions. Le parc reste ouvert pendant les travaux et sera toujours gratuit. C'est une promesse qu'a faite Monsieur le maire, et qui est donc inscrite dans le marbre de ce rapport que vous avez sous les yeux.

Monsieur le Maire : Surtout qu'a faite le donateur, la famille Lunaret, qui a demandé, au travers du nom, que le parc reste gratuit. Moyennant quoi, l'ensemble du Patrimoine passerait à la Ville de Montpellier. Nous respecterons ce souhait du donateur, la famille Lunaret, qui a d'ailleurs été extrêmement généreuse avec la Ville de Montpellier parce qu'au-delà du parc de Lunaret elle a donné à la société d'archéologie, l'Hôtel de Lunaret dans lequel s'inscrit le Musée languedocien. Ce sont vraiment des apports conséquents pour la Ville, des apports historiques, conséquents pour la Ville et on se doit de respecter cela. Et une partie à la bibliothèque, également sur le fonds Lunaret.

Max LEVITA : Pour les réseaux d'eaux pluviales le nombre d'agents est de 14 agents. Il y a 360 kilomètres dans ce réseau, 27 kilomètres de cours d'eau et donc il y a des travaux de protection des berges du Lez qui ont été réalisés en 2015. Dans le domaine de la propreté et du nettoyage, le nettoyage a été réalisé pour le compte de la Métropole. 19 millions ont été consacrés. En 2016, le nettoyage sera assuré par la Métropole, mais nous gardons la compétence dans la lutte anti-tags. Les équipes de nettoyage ont été renforcées, des

toilettes publiques ont été installées en 2015. Vous notez que l'entretien, par toilette, s'élève à 25000 euros. La propreté de la ville fait partie des engagements. 200 corbeilles sont ou seront installées très prochainement dans la ville. Le développement urbain : 17,2 millions euros. Donc, essentiellement sur la ZAC du nouveau Saint-Roch, étant donné que le Parking a été réalisé en juillet 2015, les travaux sur l'avenue Raymond Dugrand se poursuivent et nous avons dépensé 600 000 euros pour ce faire. La gare Saint-Roch est un projet de modernisation et, en 2015, nous avons ajouté 1,2 million. C'était l'engagement pris pour la rénovation de cette gare. Le pont André Lévy a été payé par la Ville 5,7 millions d'euros. Les travaux sur le site de l'Ecole d'application ont été investis à hauteur de 1,4 million d'euros en 2015.

Dans le domaine du renouvellement urbain, 6,1 millions d'euros ont été prévus, dont un million pour Grand Cœur, 500 000 euros pour le pont Vialleton, le projet d'aménagement pour les Halles Laissac, 1,2 millions d'euros et pour le PRU des Cévennes 2,4 millions d'euros. Dans le rapport que vous avez sous les yeux, vous notez bien que la part de logements sociaux A sur la ville de Montpellier s'élève à 22,16%.

Dans le domaine du bien-vivre ensemble, pour l'enfance, nous avons 625 agents dans ce domaine qui représentent un budget de 23,8 millions d'euros, en fonctionnement 4,1 millions d'euros et en investissement 2 millions. En 2015, 51 places ont été créées, 35 en crèche associative, 16 en crèche municipale. C'est un budget de 29,9 millions d'euros. Des travaux ont été réalisés dans un certain nombre de nos crèches. Dans la structure, vous l'avez, nous avons 6 relais d'assistantes maternelles, 23 crèches associatives, 17 crèches collectives municipale, 2 crèches familiales, 13 en multi- accueils municipaux et un jardin d'enfants municipal. Je vous rappelle que, sur le coût d'une place de crèche ; 90 % est pris en charge par la Ville et la Caisse d'allocations familiales. Les familles prenant en charge 10%.

La réussite éducative, c'est le premier budget de la Ville. L'année 2015 se caractérise par une augmentation du nombre d'enfants scolarisés. Nous avons 150 enfants de plus en 2015, et, Mme MARSALA, j'ai vu que vous prévoyez à la prochaine rentrée 780 enfants supplémentaires ce qui montre l'accroissement de la ville, de la démographie et en particulier l'accroissement d'une population jeune, puisque ça nous donne des enfants supplémentaires. Donc la construction de l'école André Malraux a été lancée en avril 2014, livrée à la rentrée 2015. Les écoles Kergomard et Daviler qui appartenaient au Département sont passées en notre possession, et il a fallu le rénover. Les travaux, également, sur les écoles Figuier et Paul-Bert. Deux nouvelles écoles sont prévues pour 2018 : le groupe scolaire Malbosc 2 et le groupe scolaire Ovalie et une nouvelle école pour la rentrée 2019, l'école de l'EAI. Les opérations sont lancées ou cours de lancement.

Les TAP, en 2015, ont représenté une dépense de 6,7 millions d'euros. A noter que l'Etat a reconduit son fonds d'amorçage à hauteur de 2,5 millions d'euros. 16000 enfants se sont inscrits et je rappelle, conformément aux engagements de monsieur le Maire, que les TAP sont gratuits.

Sur la restauration scolaire: 86 agents, 3 millions d'euros en personnel, 3,4 millions en fonctionnement, 6,8 millions au total. Je vous rappelle : 11000 repas servis, je vous rappelle, dans les appels d'offres, 80% sur la qualité, 20% sur le prix. Le coût d'un repas pour nous, ça représente 9,9 euros. La part moyenne des parents s'élevant à 2,78 euros. Un nouveau système de réservation des repas a été mis en place pour réduire le gaspillage et on a également mis en place une nouvelle tarification sociale sur le taux d'effort qui est un concept mis en place par la CAF.

Les accueils de loisir sans hébergement: vous n'avez pas le nombre de fonctionnaires parce qu'il figure dans le service de l'éducation, mais il y en a. Il y a 46 structures, fonctionnement: 800 000 euros. Ce sont des centres qui proposent des activités. Nous en avons 21 et ils proposent un service de proximité, également.

Sur la jeunesse, je souligne que sur la ville nous avons plus de 87 000 jeunes, de 12 à 29 ans. Et nous nous employons à leur offrir des services pour les aider, les soutenir et les conseillers. Il y a un Espace Montpellier jeunesse, il y a un Conseil de la jeunesse et, enfin, il y a la Carte été jeune qui a été mise en place en 2015 et reconduite en 2016. Dans le domaine de la culture, 103 agents, un fonctionnement de 5,8 millions d'euros, un investissement de 1,9 million, des opérations notables comme la Comédie du livre et l'Agora des savoirs, ainsi que la ZAT, la Fête de la musique, les équipements qui offrent des expositions, la Panacée, Sainte-Anne, le cinéma Nestor Burma et le pavillon populaire.

Les sports: 132 agents, frais de personnel : 5 millions, frais de fonctionnement : 4 millions. Montpellier première ville sportive après Paris., nous sommes reconnus comme la ville la plus sportive après Paris.

Monsieur le Maire : Après Paris pour les hommes. Et avant Paris pour les femmes.

Max LEVITA : C'est dans mon texte, ils ont écrit après Paris. Avant Paris si on compte tout. Pour développer, nous avons 270 équipements sportifs, je dis cela pour M. ABERT qui en demande encore plus. Mais il y en a déjà 270. Et nous avons fait le compte. Vous avez sur le texte le sport pour tous et le sport dans les quartiers. Mais il est vrai que l'élasticité de la demande est infinie. Il y a la carte Montpellier sport, des travaux qui ont été faits sur le terrain de la Mosson, ainsi que dans les salles de sport et les gymnases.

Domaine de la solidarité: c'est le CCAS qui gère pour nous 7 EHPAD, 17 clubs âge d'or et qui reçoit une subvention de 12 millions d'euros, qui est en diminution en 2015 par rapport à 2014. J'en remercie Mme YAGUE. Cinq clubs de l'âge d'or ont été ouverts au mois d'août 2015.

Pour les associations : 1284 demandes, 668 projets déposés - un projet peut faire plusieurs demandes - 8 millions de subventions. Vous avez la répartition : on a mis en place un dossier simplifié pour traiter plus rapidement les demandes des associations. Dans les actions de solidarité, nous avons une action dans le domaine de l'accessibilité. C'est une demande nationale, donc il y a eu une enveloppe de 35 millions prévue dans les années à venir. En 2015, on a commencé à hauteur de 400 000 euros en 2016, on doit être à 1,6 et nous allons monter au charge au fur à mesure puisque les 37 millions doivent être dépensés dans les 9 ans, on comptant 2015. Montpellier solidarité, les actions : 200 000 euros ont été octroyés aux associations qui agissent dans ce domaine. Et, enfin, je cite le contrat urbain de cohésion sociale, pour lequel la Ville a participé à hauteur de 400 000 euros. Les Maisons pour tous, qui font partie de notre patrimoine, nous en avons 22, 229 agents agissent dans ce secteur pour un fonctionnement de 1 million et un investissement de 300 000 euros.

La démocratie de proximité : les Conseils de quartier ont été installés. Pour ces Conseils de quartier, il s'agit d'offrir à tous un espace de liberté de parole et d'initiative. Je vous rappelle comment ces conseillers ont été choisis. Je vous rappelle également que 600 000 euros sont prévus au conseil de quartier. Ils n'ont pas été dépensés en 2015 et ils sont reportés en 2016. Je dis cela à l'intention de Monsieur CASTRE pour le rassurer.

J'ai presque terminé, mes chers collègues. Sur l'activité économique, la promotion internationale et touristique, nous gérons ceci en 2015 pour le compte de la Métropole. Cela s'est traduit par une subvention à l'Office de tourisme. Je vous rappelle les villes avec lesquelles nous avons un partenariat de jumelage : depuis Louisville, Barcelone, Fès, Tlemcen, Chengdu, Bethléem, Tibériade etc.

L'activité commerciale, c'est essentiellement les activités sur les Estivales et sur les Hivernales, ainsi que les activités sur les brocantes du Pérou, le Grand bazar, et les opérations lancées avec la Chambre de commerce, ainsi que l'opération Coeur de Ville en Lumières sur lequel on souligne que ce projet - merci à Madame MARTIN-PRIVAT qui gère cette opération avec beaucoup d'efficacité - est financé à 80% par des prestataires privés.

Un petit slide pour vous montrer que nous avons dépensé 131 millions de commandes publiques. Nous avons regardé comment se répartissaient ces commandes. Vous voyez qu'à 80% elles se répartissent sur nos fournisseurs qui sont dans la région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées.

Au total, notre dernière opération, ce sont nos relations avec le public. Nous avons 146 agents. Ce qui représente 5,5 millions d'euros en personnel et 1 million en fonctionnement, et 400 000 euros en investissement. Nous avons créé des antennes d'état civil au sein des maternités. Nous avons installé de la climatisation. Vous notez bien que nous avons 276 000 habitants recensés, qui ont fait 9 135 naissances 3 489, actes de décès, près de 39 000 cartes d'identité ou passeport et 1024 mariages ou Pacs.

Dernier slide, c'est la conclusion. Pour laquelle on met en évidence la gestion rigoureuse et dynamique de la Ville. On a conservé l'impact financier pour les prochains exercices donc maintien des taux d'imposition à 0%, ce qui conserve le pouvoir d'achat des ménages. On a mis en place une tarification sociale et responsable de la restauration scolaire. Le transfert de nos compétences à la Métropole, nous pouvons affirmer que c'est un transfert réussi. L'endettement est en baisse de 8% sans aucun emprunt structuré, ce qui est un gage de sécurité pour l'avenir. Les subventions ont été maintenues à leur niveau, nous avons ouvert un groupe scolaire, André Malraux, nous avons augmenté le nombre de postes de policiers municipaux, ainsi que le nombre de caméras. 3,5 millions d'euros ont été réalisés d'économies sur les charges de fonctionnement. Et, enfin le maintien du niveau des investissements, autour de 82 millions, c'est un gage de qualité pour les services publics offerts aux montpelliérains. Donc, l'équation que vous avez choisie, Monsieur le Maire, elle est exigeante, elle se gagne pas

à pas. En 2015, nous estimons avoir tenu votre engagement, nous avons fait mieux avec moins. Je vous remercie.

[Applaudissements]

Gérard LANNELONGUE : On va relever si vous voulez, d'abord, de manière factuelle - je le ferai sommairement parce que cela a été fait par Monsieur LEVITA dans son rôle - les points positifs, indiscutablement, de ce budget. Et, au titre de la Commission des Finances, je me dois de le remarquer. Je ne vais pas en rajouter des tonnes parce que Monsieur LEVITA aime bien s'auto-louer et il le fait très bien. Vous n'avez pas besoin de moi donc je n'interviendrai pas là-dessus. Mais c'est vrai qu'en matière de dette, sur l'encours de la dette, les économies ont été réalisées sur les charges de gestion courante. C'est une réalité. C'est ce qui se retrouve, d'ailleurs, en conclusion de votre rapport. Et la situation de la Ville est plutôt bonne. Je n'ai pas d'éléments de comparaison hormis les quelques chiffres que vous avez cités mais il faut le remarquer.

Egalement, sur les taux de réalisation des dépenses, sur le fonctionnement, comme par le passé, on a comparé les chiffres 2014, 2015, on est à 95% à peu près, 95,11% pour 2015, 95,5% pour 2014. Cela aussi c'est plutôt bien. C'est tenu, on va dire. Sur l'équipement, il y a deux versions, 72% en 2014, 72,3% en 2015, on pourrait dire, c'est vrai, on peut équiper davantage, mais force est de constater que, là encore, les chiffres sont plutôt bien tenus.

Je reste sur cette logique, je l'ai déjà dit mais on ne peut pas à la fois maîtriser la charge fiscale de cette Ville, et dire qu'on n'augmente pas les impôts et demander d'en faire beaucoup plus sur l'investissement. Le taux d'investissement, aujourd'hui, finalement, se tient à peu près, certes à 72% mais il se tient à peu près. Là où c'est un petit peu moins bien, c'est sur les charges de personnel parce que les charges de personnel augmentent. Alors je sais, on en a discuté en Commission des finances, on le rappelle, aujourd'hui il y a les besoins d'équipements de cette Ville. Les flux migratoires, on a besoin de davantage d'écoles, donc il faut du personnel, tout cela on le sait. Les policiers, la sécurité, sont devenus un enjeu majeur aujourd'hui pour une ville. On l'a rappelé tout à l'heure et les événements récents nous le rappellent au quotidien. Donc, il faut pouvoir investir là-dessus. Ce que j'aimerais, c'est qu'en contrepartie il y ait des réductions d'autres personnels car vous avez souligné à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas eu d'optimisation - cela ne vous est pas directement imputable puisque vous avez eu des prédécesseurs, Monsieur le Maire, mais force est de constater aujourd'hui qu'il n'y a pas de réduction de personnel et qu'il n'y a pas l'augmentation nécessaire pour les besoins de cette population qui font qu'on embauche des personnels. Et, si je puis dire, le taux de remplacement ne se fait pas dans un volume suffisant pour éviter cette augmentation de la masse salariale des charges de personnels de la Ville. On a fait le compte. On est à 166 millions d'euros sur les charges de personnels en 2015. On était à 157 millions si on prend ne serait-ce que le chiffre de 2014.

Les dépenses d'équipement sont constantes donc il n'y a pas grand chose à dire là-dessus. Vous l'avez rappelé en conclusion de votre rapport, depuis le début du mandat, 85 millions en 2014, 82 millions en 2015.

En conclusion, on veut rester logique avec soi-même et cette logique au titre, j'allais dire, de Président la Commission finances, moi, me convient bien. Donc je n'ai pas d'observation majeure, sauf, encore une fois, ce que j'ai dit tout à l'heure, et j'y reviens, sur le personnel : il faudra être vigilant parce que, au fil du temps, cela peut se dégrader et cela peut poser quelques difficultés pour boucler les budgets, au moins sur cette partie. Voilà ce que j'ai à dire, Monsieur le Maire, chers collègues sur ce rapport. J'ai une remarque que je viens de voir : sur le personnel est-ce qu'il n'y a pas d'erreur ? Je prends deux exemples : à la page 71, pour les relations au public, vous avez 146 agents qui coûtent 5,5 millions à la collectivité. Et, c'est un autre exemple, mais il y en a d'autres, en page 39, sur l'environnement et la biodiversité urbaine, 176 agents, 11,3 millions. Sur les ratios de 146/5,5 176/11,3 il doit y avoir une explication. Ce serait intéressant de l'avoir parce que si on se pose cette question c'est qu'elle mérite réponse.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, chers collègues, je voulais vous faire part d'un certain nombre d'inquiétudes concernant la structure financière de la Ville, et en particulier commenter les indicateurs de la santé financière parce que nous ne sommes pas d'accord sur les analyses mais, comme je sais que l'on peut faire dire aux chiffres, en particulier aux ratios, ce que l'on veut, je vais me contenter de vous faire part d'une remarque fondamentale qui, pour moi, en tout cas, est fondamentale. Car je m'inquiète, je m'inquiète, Monsieur le Maire, parce que, entre 2013 et 2015, vous avez augmenté les dépenses de fonctionnement de 50 millions et

baissé les dépenses d'investissement de 100 millions. Donc je m'inquiète puisque ce choix est un choix, j'imagine, stratégique et vous l'expliquez par la diminution de l'encours de la dette, etc. Ce qui signifie que vous augmentez les dépenses immédiates et que vous réduisez les prévisions sur l'avenir. Alors, pour moi, vous l'avez compris, vous n'avez pas pris les bonnes décisions. Alors je ne veux pas dire qu'il n'y a pas de sincérité de vos comptes et, a priori, je ne remets pas en question votre bonne volonté mais, en tout cas, ce qui est sûr, c'est que vous avez dépensé 50 millions de plus entre 2013 et 2015 pour les transférer peut-être à la Métropole, ensuite, vous me direz. Donc vous pourrez me répondre que c'est un choix de ne pas augmenter les investissements liés à la baisse de la dotation de l'État et donc de décider par vos amis socialistes du gouvernement. Et, en ce qui concerne les augmentations de dépenses, vous pouvez habiller en faisant bouger les périmètres, mais comme vous détenez les manettes, que ce soit de la Ville ou de la Métropole, libre à vous d'habiller comme vous voulez ces chiffres. Dans tous les cas, puisque vous avez la double casquette, vous pouvez expliquer qu'à périmètre constant, finalement tout va bien. Parce que vous aimez bien, quand même, raconter que tout va bien, qu'on est dans des bonnes conditions, qu'on est la seule Ville, la seule Métropole à ne pas augmenter les impôts, etc. Mais le bon sens me fait dire que vous n'avez pas fait les bons choix en décidant de réduire le montant de la dette, au détriment des investissements structurants.

Alors, bien sûr, Monsieur le Maire, je sais, naturellement, comme beaucoup de Montpelliérains, que je ne comprends rien, je sais comme beaucoup de Montpelliérains d'ailleurs que vos explications ne me rendent pas plus intelligente. Monsieur le Maire, je n'ai pas fait HEC mais il me semble que vous non plus vous n'avez pas fait HEC et j'espère que vous entendrez donc ma remarque qui est juste une remarque de bon sens.

Monsieur le Maire : Je le revendique, je viens du peuple, moi.

Anne BRISSAUD : Vous avez fait le choix de la cigale qui est de dépenser et de moins prévoir. C'est une vision qui pour moi est à courte vue et c'est l'appauvrissement programmé de Montpellier. Donc, je ne vous suivrai pas dans ce choix.

Monsieur le Maire : Bon, écoutez, j'ai bien entendu j'ai bien noté. Je ferai une réponse globale à la fin.

Max LEVITA : Je ne sais pas d'où vous sortez les chiffres.

Anne BRISSAUD : Vous les avez. 353 millions en 2015, 303 millions en 2013. Ils sont là les chiffres, à la première page de votre rapport.

Max LEVITA : Page 27, on a calculé, on a essayé de montrer l'évolution des dépenses d'équipement hors Hôtel de ville puisque c'était une dépense un peu exceptionnelle,

Anne BRISSAUD : C'est facile d'enlever. C'est pour cela que je vous dis les analyses, si on enlève ce qui nous arrange...je connais les réponses de M. LEVITA.

Max LEVITA : On a essayé de vous les donner. Si vous les contestez, je veux bien, vous pouvez les contester tant que vous voulez. Dans votre intervention, ce qui me heurte très profondément, c'est quand vous dites que nous habillons les chiffres. Le fait que le Maire soit Président de la Métropole, le fait que je sois adjoint aux Finances à la Ville et à la Métropole, le fait que Monsieur FINA soit directeur des deux nous impose d'être plus que rigoureux parce qu'il y a trente personnes qui sont là pour nous regarder, pour nous surveiller, ce qui nous paraît normal, pour nous contrôler. En plus, il y a quand même des administrations. Moi, si je demande à monsieur DOMEIZEL de trafiquer, il n'acceptera pas.

Anne BRISSAUD : Je n'ai pas parlé de trafic, j'ai parlé d'habillage.

Max LEVITA : On n'habille rien du tout. On a essayé, on a essayé d'être le plus clair possible dans nos relations avec la Métropole, on a transféré à la Métropole un certain nombre de compétences, on a évalué comment ces compétences étaient calculées. Les calculs ont été faits, d'une manière générale, par les 31 DGS qui ont revu les calculs. Les 31 maires les ont revus et cela a été voté à l'unanimité à la Métropole. Unanimité moins, peut-être, votre voix.

Anne BRISSAUD : Mais on constate quand même que, à périmètre de compétences constant, c'est l'absence totale d'investissements structurants qui permet à la collectivité de réduire 19 millions d'euros d'un coup, donc, sur l'encours de la dette.

Max LEVITA : Pas du tout. Si vous confondez... C'est une action comptable, on transfère une compétence à la Métropole. On lui donne les moyens, en vertu du principe de neutralité.

Anne BRISSAUD : L'argent des Montpelliérains, qu'il soit à la Ville ou à la Métropole, est dépensé pareil.

Monsieur le Maire : Monsieur LEVITA, vous allez perdre votre latin. Cela me rappelle le sketch sur les nationales. "Vous voulez roulez sur une nationale, je roule jamais sur une nationale."

Max LEVITA : C'est profondément choquant.

Anne BRISSAUD : C'est un choix, vous le voyez sur votre budget. C'est un choix que vous avez fait et que je ne partage pas, je veux vous le dire.

Monsieur le Maire : Vous avez le droit de ne pas le partager, et on a le droit de respecter votre choix.

Anne BRISSAUD : Merci.

Monsieur le Maire : Moi, je vous donne raison sur votre liberté de choix.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, chers collègues, tout d'abord remercier Max LEVITA pour cette brillante démonstration et également noter que Monsieur LANNELONGUE, le président de la commission des finances, valide ce compte administratif. Donc c'est parfait. Les engagements pris auprès des électeurs sont tenus et le compte administratif 2015 en est la preuve directe. Les résultats financiers montrent la maîtrise de la gestion de notre collectivité, tout en maintenant des dépenses porteuses d'avenir fédératrices et garantes d'un cadre de vie agréable pour les Montpelliérains. Le volume de la dette est orienté à la baisse, c'est le gage que l'avenir reste ouvert. Le monde change à une vitesse vertigineuse pour tout le monde, les citoyens, les entreprises et les institutions. Notre capacité d'adaptation à ce nouveau monde est sollicitée, c'est difficile pour tous, nous nous adaptons et les résultats sont là avec zéro augmentation des taux conformément aux engagements de Monsieur le Maire en 2014.

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : Merci. Je me contenterai de trois mots pour qualifier le compte administratif de la Ville de Montpellier. Transparence, cohérence et responsabilité. Je crois que cela se suffit à soi-même. Je vais céder maintenant la présidence à Monsieur LEVITA.

Pour : 58

Contre : 3 (Anne BRISSAUD, France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Ne prend pas part au vote : 1 (Monsieur le Maire)

Adopté à la majorité.

Monsieur le Maire entre en séance. Madame MARSALA sort de séance. Madame BONNET quitte définitivement la séance et donne procuration à Monsieur DELAFOSSE.

2. MONTPELLIER GRAND COEUR

Halles et place A. Laissac

**Mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée
Métropole vers la Ville de Montpellier maître d'ouvrage unique de l'opération
Laissac, afin d'assurer la maîtrise d'œuvre des espaces publics**

Autorisation pour le dépôt du permis de construire

Pour permettre la réalisation de l'opération des halles et de la place A. Laissac, une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage a été délibérée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville pour désigner celle-ci comme maître d'ouvrage unique de l'opération. Les parties ont également convenues que la maîtrise d'ouvrage de l'opération puisse faire l'objet d'un mandat à la Société d'aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM) au titre de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985.

Si dans ce contexte, la Ville assure la maîtrise d'œuvre en régie du bâtiment des halles, elle ne dispose plus des moyens lui permettant d'assurer la maîtrise d'œuvre des espaces publics, transférés à Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er janvier 2016.

Dans la même logique que celle ayant prévalu en matière de maîtrise d'ouvrage, considérant l'intérêt de coordonner au mieux tant la maîtrise d'œuvre sur les halles que celle sur l'espace public, il apparaît donc aujourd'hui nécessaire que les services de la Métropole puissent être mis à disposition de la commune de Montpellier pour lui permettre de mener au mieux cette opération.

Sur cette base, il est proposé en annexe à la présente une convention de mise à disposition descendante de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Ville, permettant aux directions du Département « Service public de l'environnement et des transports » (SPET) de la Métropole et notamment les services de la Direction « Aménagement et gestion des espaces publics » (DAGEP), d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la réalisation des espaces publics sous maîtrise d'ouvrage Ville.

La convention prendra effet à la date de sa signature, et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves sur la partie espace public.

Par ailleurs, le projet des nouvelles halles a bien avancé, en considérant les besoins des commerçants qui seront relocalisés dans le futur bâtiment, les contraintes techniques propres à ce type d'équipement et les détails d'architecture permettant une insertion de qualité dans le quartier et son environnement à caractère patrimonial. Un permis de construire sera ainsi déposé prochainement.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention de mise à disposition de services de Montpellier Méditerranée Métropole pour la maîtrise d'œuvre des espaces public de l'opération Laissac ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou toute personne ayant délégation à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou toute personne ayant délégation à signer le permis de construire, ainsi que tout document relatif à cette affaire. |

Monsieur le Maire : Je vous rappelle que la compétence se trouve désormais à la Métropole et donc on demande aux services de la Métropole de travailler avec la Ville de Montpellier, de se mettre à la disposition des services de la Ville pour organiser l'espace public autour des nouvelles halles Laissac. Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Avec cette délibération, nous nous félicitons de la destruction des halles Laissac. C'est un choix important, dans un lieu patrimonial, la Babote, etc. Nous voulons quand même émettre un regret, c'est qu'il n'y a pas eu de concours d'architectes sur cette opération. Vous avez fait le choix de mener l'opération en interne. Il est vrai que pour des équipements stricto-sensu municipaux ce choix existait mais sur une opération aussi emblématique il nous est apparu que la force de Montpellier dans sa tradition architecturale et pour laquelle elle est, souhaitons-le, victorieuse dans un prix à venir au mois de novembre, il aurait été bon qu'il y ait un concours d'architectes. Néanmoins, nous voterons cette délibération.

Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, bonsoir. Alors moi j'ai un deuxième regret. En fait je trouve paradoxal que l'on demande au Conseil municipal de se prononcer sur une demande de dépôt de permis de construire, alors que la démolition des halles Laissac est déjà bien avancée. Autrement dit, on commence par démolir et, après, on dépose un permis de construire. C'est pas grave, mais je trouve que c'est un peu passer au-dessus de l'Assemblée et on a l'impression d'être transformés en simple chambre d'enregistrement, ce qui n'est pas très agréable.

Monsieur le Maire : Vous ressemblez à une chambre d'enregistrement ? Si, j'ai traduit à la lettre, vos propos... Mme JANNIN, expliquez l'urbanisme à Monsieur de SAINT-JOUAN, qui a beaucoup à apprendre encore.

Stéphanie JANNIN : C'est tout à fait logique en fait, on a des autorisations administratives pour les démolitions, permis de démolir, et pour les constructions, permis de construire. Ce qui explique le décalage tout à fait logique entre le dépôt de permis de démolir et le dépôt de permis de construire, c'est la concertation. C'est le temps de concertation. Si on arrive à la concertation avec un permis de construire déjà déposé, là, c'est bureau d'enregistrement. Donc justement ce que vous pointez-là est exactement le système dans lequel Monsieur le Maire a souhaité être pour les halles LAISSAC, c'est-à-dire un projet qui se fait en concertation. Alors au début de la concertation, on dépose le permis de démolir parce que l'on est bien sûr qu'on va le déposer, et puis on avance. Alors c'est sûr, si on avait déjà notre projet dans les cartons, on aurait déjà déposé le permis de construire en même temps. Evidemment, ce n'était pas le cas. Donc je vous remercie de me donner l'occasion de l'expliquer plus précisément.

Monsieur le Maire : Redonnez la parole à Monsieur de SAINT-JOUAN.

Cédric de SAINT-JOUAN : Merci, Madame JANNIN, pour ce cours d'urbanisme. Il s'avère que moi, je monte effectivement des usines et je suis très habitué à ce genre de processus. Donc, dans mon monde, on fait de la concertation et on obtient des autorisations.

Monsieur le Maire : Où ?

Cédric de SAINT-JOUAN : Partout en France.

Monsieur le Maire : Mais pas qu'en France.

Cédric de SAINT-JOUAN : Je vous parle de construction et je vous parle de construction d'usines partout, partout en France. Et c'est comme ça qu'on fait chez nous. Donc, on a d'abord effectivement une concertation qui peut être faite par voie d'enquête publique suite à quoi on a une autorisation qui est purgée des droits de recours suite à quoi on lance les travaux et on lance les démolitions quand c'est le cas. Je fais ça, dans cet ordre-là, en général, dans mon métier. Cela m'a réussi jusqu'à aujourd'hui. Je m'étonne qu'on ne fasse pas cela avec la Ville.

Monsieur le Maire : Pourvu que cela continue. Moi, je vous souhaite une grande réussite professionnelle. Et si vous pouviez monter quelques usines sur la zone du Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, ça serait pas mal pour nous. Nous, on est pour l'emploi. Vous y travaillez... Eh bien, je serai tout à fait satisfait de vous accorder un permis de construire. Je le signerai moi-même.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

3. MAISON D'ENFANTS MARIE CAIZERGUES

Validation formelle du projet de requalification du site porté par le CCAS dans le cadre de la gestion de son patrimoine

La Maison d'enfants Marie Caizergues, établissement public communal, se trouve aujourd'hui en grande partie désaffectée, n'abritant plus que quelques locaux administratifs et techniques. En effet, le choix a été fait à la fin des années 90 de modifier le fonctionnement de l'orphelinat dans son mode d'hébergement (petites unités), la moyenne d'âge des enfants ayant augmenté au fil des ans.

Au regard de cette désaffectation partielle, le CCAS de la Ville de Montpellier, dans le cadre de la gestion de son patrimoine, a pour ambition la reconversion du site permettant son optimisation fonctionnelle dans le cadre d'une procédure judiciaire visant la modification des conditions des charges du legs de Marie Caizergues. Cette reconversion permettra en outre la restitution *in situ* des locaux nécessaires à l'activité demeurante de l'établissement public historique.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration de l'établissement public Marie Caizergues a délibéré en date du 20 avril 2016, approuvant ainsi la désaffectation des locaux du site, le retour de l'ensemble du patrimoine dans celui du CCAS, et la conservation des locaux nécessaires au fonctionnement administratif, technique et d'accueil des usagers et de leurs familles.

Sur la base de l'article L 2241-5 du Code général des collectivités territoriales, les changements d'affectation des locaux appartenant à des établissements publics communaux doivent faire l'objet d'un accord du Conseil Municipal de la commune de tutelle pour être exécutoires.

Le Conseil d'administration du CCAS sera également amené à délibérer pour l'approbation de cette procédure concertée.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation partielle du site historique abritant l'établissement public communal « Maison d'enfants Marie Caizergues » ;
- d'approuver le retour gratuit de ce bien dans le patrimoine immobilier du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier ;
- d'autoriser le CCAS à conclure avec la Maison d'enfants Marie Caizergues une convention d'occupation du domaine public, à compter de la reprise en pleine propriété des locaux par le CCAS ;
- d'approuver la reconversion du site portée par le CCAS dans le cadre d'une procédure judiciaire visant la modification des conditions de la donation ;
- d'approuver la restitution *in situ* des locaux nécessaires au fonctionnement administratif, technique et d'accueil des usagers et de leurs familles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant délégation pour le faire, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ?

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, avant toute chose, je souhaite quand même signaler une nouvelle fois la difficulté à laquelle je me trouve confrontée en tant que membre de la Commission des Affaires générales. Je pense qu'il est absolument impossible de mener une opposition constructive en recevant les délibérations moins de 24 heures à l'avance. C'est exactement ce qui s'est passé pour la précédente Commission. Un délai d'au moins 48 heures doit nous être laissé sinon, à quoi bon faire participer si l'opposition n'a même pas eu le temps de prendre connaissance des affaires ?

Monsieur le Maire : Vous avez raison. Donc, je demande à Madame SALOMON de rectifier le tir.

Nancy CANAUD : Voilà, j'espère, Monsieur le Maire, que vous en tiendrez compte pour le prochain conseil. Quant à l'affaire concernant la maison d'enfants à Marie Caizergues, il faut que vous précisiez s'il est nécessaire de passer par une procédure judiciaire pour modifier les conditions de la donation. Je n'ai pas une formation forcément juridique. Donc, est-ce que vous pouvez me donner quelques éclaircissements. De plus est-ce que vous pouvez nous assurer que cet établissement va continuer à poursuivre sa finalité initiale, à savoir la protection de l'enfance, l'aide sociale à l'enfance ?

Monsieur le Maire : Oui, je vais vous expliquer tout ça avec plaisir car c'est un domaine qui m'intéresse. Puisque, là, nous sommes, comme pour la famille Lunaret, dans le don des grandes familles à la Ville de Montpellier. Il s'agit là de la sœur Marie CAIZERGUES, dont le père était administrateur du bureau de bienfaisance de la Ville, et dont le portrait se trouve sur la porte de la deuxième salle de la pharmacie de la miséricorde, dans le centre-ville. Marie CAIZERGUES était entrée dans les ordres. C'était une sœur de Saint-Vincent de Paul, une fille de la charité et elle a voué sa vie à l'orphelinat et aux enfants abandonnés. Lorsqu'elle est décédée, elle a donné à la Ville l'ensemble de ses biens en demandant à la Ville de conserver pour le lieu une vocation sociale en direction des enfants. C'est pour cela qu'aujourd'hui encore, Marie Caizergues est une maison d'enfants à caractère social. Cela ne s'appelle plus un orphelinat mais une maison d'enfants à caractère social. Le don a été fait pour cela.

Que faut-il faire pour que nous puissions aménager le site, parce qu'aujourd'hui la maison d'enfants Marie Caizergues a été disséminée sur plusieurs foyers à l'intérieur de la ville pour permettre des petites unités qui soient plus facilement gérables pour les éducateurs dans l'intérêt des enfants ? Pour arriver à utiliser ce site, il faut modifier les conditions juridiques non pas pour dévoyer la fidélité première du leg mais pour pouvoir utiliser de façon, je dirais, solidaire, l'ensemble des bâtiments. Nous sommes en train de faire cela. Ce travail est en cours. Il nous a donné d'ailleurs des résultats positifs pour les premiers, à condition que nous gardions pour les enfants une fonction sociale. Donc, je vous rassure sur ce point, le projet définitif intégrera une fonction sociale pour les enfants qui sont en délicatesse dans leur vie quotidienne.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

4. ZAC DES GRISETTES (7ème tranche)

Agrément de candidature KAUFMAN & BROAD (Lot n°5F)

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud-ouest de la ville, le long de l'avenue Colonel Pavelet, à proximité de la station de tramway et du parking d'échanges « les Sabines».

Cette opération prévoit dans un objectif de mixité urbaine la construction de 1800 logements sous forme d'habitat collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. La ZAC contribue au développement d'équipements : le groupe scolaire Beethoven (2013), l'agri parc du Mas Nouguier (18ha), la résidence étudiante et récemment la clinique Saint Roch. Enfin, Grisettes est un quartier innovant qui a été récompensé par le label éco quartier fin 2015 et accueille la première opération d'habitat participatif de Montpellier.

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de KAUFMAN & BROAD en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 57 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : KAUFMAN & BROAD

Localisation : ZAC des Grisettes (7^{ème} tranche)
Lot n°5F

Parcelle cadastrée : Section DZ 157p

Surface du lot : 2 549 m²

Nature du projet : 57 logements collectifs en accession libre

SDP envisagée : 3 500 m² SDP

SDP maximale autorisée : 3 500 m² SDP

La SERM précise que la candidature de prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de KAUFMAN & BROAD pour la construction de logements collectifs en accession libre sur le lot 5 F de la 7^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame LLEDO, vous voulez des explications ? Allez-y, je vous en prie.

Audrey LLEDO: Ce ne sont pas vraiment des questions, c'est pour faire part de quelques observations que j'ai pu avoir de la part de certains propriétaires et locataires ZAC DES GRISETTES. Ils m'ont fait part de leurs impressions sur ce quartier qui normalement doit être un quartier sympa, tout neuf et agréable à vivre. Finalement, dès que la nuit tombe, ce n'est pas forcément le cas. Certains propriétaires m'ont dit qu'ils regrettaient d'avoir acheté dans ce quartier simplement parce que quand la nuit venait les locaux poubelles étaient détruits, les portes d'entrée des immeubles fracturées, les garages tagués, etc. Tellement que certains locataires décident de déménager de ces quartiers qui sont pourtant des quartiers neufs. Certains propriétaires tentent de vendre et ne trouvent pas d'acheteurs. Je voulais savoir ce que vous répondez à ces locataires et à ces propriétaires. Et si vous avez entendu parler de ces problèmes et si vous avez des solutions.

Monsieur le Maire : Vous me transmettez l'ensemble des courriers de ces propriétaires, qui ont dû vous le signaler par écrit et je me ferai une joie de leur répondre. Mais quel rapport avec KAUFMAN & BROAD ? D'accord. C'était hors-sujet.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

5. ZAC DES GRISETTES (7ème tranche)

Agrément de candidature

Groupement HELENIS/GEORGE V Languedoc Roussillon

(Lot n°1A1)

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud-ouest de la ville, le long de l'avenue Colonel Pavelet, à proximité de la station de tramway et du parking d'échanges « les Sabines».

Cette opération prévoit dans un objectif de mixité urbaine la construction de 1800 logements sous forme d'habitat collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. La ZAC contribue au développement d'équipements : le groupe scolaire Beethoven (2013), l'agri parc du Mas Nouguier (18ha), la résidence étudiante et récemment la clinique Saint Roch.

Enfin, Grisettes est un quartier innovant qui a été récompensé par le label éco quartier fin 2015 et accueille la première opération d'habitat participatif de Montpellier.

La société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature du groupement HELENIS /GEORGES V Languedoc Roussillon en vue de la cession d'un terrain

permettant dans cette ZAC la réalisation de 100 logements collectifs et des commerces et activités/services en rez de chaussée.

Dénomination du candidat : Groupement HELENIS /GEORGE V Languedoc Roussillon

Localisation : ZAC des Grisettes (7^{ème} tranche)
Lot n°1A1

Parcelle cadastrée : Section EK 299

Surface du lot : 3 097 m²

Nature du projet : 100 logements collectifs
Commerces et activités/services

SDP envisagée : 7 700 m² SDP

SDP maximale autorisée : 8 085 m² SDP

La SERM précise que la candidature de prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature du groupement HELENIS /GEORGE V Languedoc Roussillon pour la construction de logements collectifs sur le lot 1A1 de la 7^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame MARSALA entre en séance.

6. ZAC DES GRISETTES (7ème tranche)

Agrément de candidature

ACM HABITAT

(Lot n°5E)

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud-ouest de la ville, le long de l'avenue Colonel Pavelet, à proximité de la station de tramway et du parking d'échanges « les Sabines».

Cette opération prévoit dans un objectif de mixité urbaine la construction de 1800 logements sous forme d'habitat collectifs diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. La ZAC contribue au développement d'équipements : le groupe scolaire Beethoven (2013), l'agri parc du Mas Nouguier (18ha), la résidence étudiante et récemment la clinique Saint Roch. Enfin, Grisettes est un quartier innovant qui a été récompensé par le label éco quartier fin 2015 et accueille la première opération d'habitat participatif de Montpellier.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ACM HABITAT en vue de la cession d'un terrain permettant dans cette ZAC la réalisation 28 logements collectifs locatifs sociaux.

Dénomination du candidat : ACM HABITAT (OPH de Montpellier Méditerranée Métropole)
407 av Prof Etienne Antonelli, CS 15590
34 074 MONTPELLIER CEDEX 3

Localisation : ZAC des Grisettes (7^{ème} tranche)
Lot n°5E

Parcelle cadastrée : Section DZ 150p

Surface du lot : 1 218 m²

Nature du projet : 28 logements collectifs locatifs sociaux

SDP envisagée : 2 095 m² SDP

SDP maximale autorisée : 2 200 m² SDP

La SERM précise que la candidature de prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM HABITAT pour la construction de logements collectifs locatifs sociaux sur le lot 5 E de la 7^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ?

Sabria BOUALLAGA : Monsieur le Maire, chers collègues, avant de m'exprimer sur cette affaire, je voudrais revenir sur une affaire que vous avez traitée en début de conseil puisque je n'étais pas là. Je m'excuse pour le retard. Concernant le square Abdenour TATAÏ.

Monsieur le Maire : Mais vous n'aviez qu'à être là. Pourquoi vous arrivez en retard et pourquoi vous nous soumettez à toute l'assemblée, le fait que vous soyez en retard ?

Sabria BOUALLAGA : Vous l'avez ajoutée à la fin, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Vous étiez en retard au début.

Sabria BOUALLAGA : L'affaire, je ne l'avais pas chez moi. Vous êtes pour la démocratie, on discute.

Monsieur le Maire : La démocratie c'est pas n'importe quoi. Je suis pour la démocratie et pour un peu d'éducation.

Sabria BOUALLAGA : J'en ai de l'éducation. Par contre, vous, vous n'en avez pas.

Monsieur le Maire : Parlez parce que ça va me plaire encore plus ce que vous allez me dire.

Sabria BOUALLAGA : Ne vous énervez pas. Respirez, tranquille, ça va bien se passer. Donc, vous avez eu envie d'honorer Abdenour TATAÏ, ce que je salue.

Monsieur le Maire : Vous n'avez pas entendu ce que j'ai dit tout à l'heure sur la famille.

Sabria BOUALLAGA : Ne vous inquiétez pas, cela a été relayé par les réseaux sociaux et j'ai tout lu. Ne vous inquiétez pas, vos adjoints s'en sont occupés. Donc je disais que je tenais quand même à rappeler que vous honorez les morts.

Monsieur le Maire : Vous n'avez pas voté.

Sabria BOUALLAGA : Vous honorez les morts qui sont fondateurs de cette association et vous chassez les vivants, d'accord, parce que vous avez chassé Justice pour le Petit Bard. Vous les avez chassés de ce local.

Monsieur le Maire : Arrêtez, vous avez fait sept voix, Madame BOUALLAGA, aux régionales.

Sabria BOUALLAGA : Quatre voix. J'en ai fait deux, j'en ai fait zéro. Je m'en fous.

Monsieur le Maire : Sept voix. C'est vous dire la confiance qu'ils ont en vous.

Sabria BOUALLAGA : Restons sur le sujet. On discutera des voix après. Deux voix si vous voulez.

Monsieur le Maire : Sept voix. Pas deux. Sept. Vous avez eu sept voix.

Sabria BOUALLAGA : Même une voix. C'est pas grave.

Monsieur le Maire : C'est vous dire combien vous êtes appréciée dans le quartier.

Sabria BOUALLAGA : C'est pas grave. Aujourd'hui, il s'agit de ça. Donc, je disais..

Monsieur le Maire : C'est la démocratie qui s'est exprimée.

Sabria BOUALLAGA : Les membres fondateurs de cette association sont plusieurs, d'accord. Tarek KAWTARI, Mouvement démocrate immigration banlieue, Hamza AARAB, et Aïd AOUT.

Monsieur le Maire : Vous n'avez pas voté et moi j'ai rencontré la famille et cela a été voté à l'unanimité. Hors sujet.

Sabria BOUALLAGA : Vous me laissez m'exprimer sur ce point.

Monsieur le Maire : Non. Vous n'étiez pas là. Vous n'étiez pas arrivée.

Sabria BOUALLAGA : Donc vous êtes antidémocratique.

Monsieur le Maire : C'est vous qui êtes mal élevée.

Sabria BOUALLAGA : Je dis simplement que vous honorez les morts de cette association et que vous avez chassé les vivants comme vous avez chassé les rats parce que vous êtes un autocrate. C'est tout. Et je tiens à dire devant tous les gens qui regardent que Justice pour le Petit Bard, Abdenour TATAÏ vous aurait chassé comme eux vous ont chassé. C'est tout.

Monsieur le Maire : Vous irez le dire à sa famille.

Sabria BOUALLAGA : Mais, sa famille, j'ai du respect pour eux.

Monsieur le Maire : Ils sont venus me voir, moi, ils ne sont pas venus vous voir, vous.

Sabria BOUALLAGA : Je les ai reçus quand j'étais adjointe, Monsieur le Maire. Quand ils vous crachaient dessus. Donc, ça suffit. Moi, je parle de l'association Justice pour le Petit Bard, que vous avez chassés, comme des chiens. Ne venez pas faire le grand samouraï avec votre communication qui pue.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, un peu d'éducation.

Sabria BOUALLAGA : L'éducation, c'est vous qui en manquez. Vous êtes content parce que vous croyez que vous m'avez fait sortir de mes gonds, d'accord. Mais la politique, c'est du théâtre, et c'est vous qui nous l'avez appris. Maintenant, passons aux choses sérieuses. Je le rappelle... Madame propreté ça va, aussi.

Monsieur le Maire : Arrêtez d'insulter les gens en permanence. Vous les insultez partout où vous passez. Partout, même dans votre boulot. Je reçois des lettres, moi.

Sabria BOUALLAGA : Vous les avez chassés comme des chiens. Vous ne les avez pas reçus. Pour moi, ce n'est que de la communication. Comme vous avez l'habitude de faire. Il n'y a aucune action de fond là-dedans. Ce que vous faites, c'est juste de la peinture de façade.

Monsieur le Maire : Alors cela tombe bien que vous soyez dans l'opposition. Merci de votre intervention brillante.

Sabria BOUALLAGA : Maintenant je vais intervenir sur l'affaire numéro 6.

Monsieur le Maire : Ca suffit, stop, stop. Ne cassez pas le matériel. Elle casse le micro. Passons à l'affaire suivante.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Ne prennent pas part au vote : 6 (Monsieur le Maire, Gérard CASTRE, Patricia MIRALLES, Robert COTTE, Chantal LEVY-RAMEAU, Abdi EL KANDOUSSI)

Adopté à l'unanimité.

7. ZAC Port Marianne – Jacques Cœur

Agrément de candidature SCI CITY(Société Infoprint)

(Immeuble "Arche Jacques Cœur" - Lot de Copropriété n°1302)

La zone d'aménagement concertée (ZAC) Port Marianne – Jacques Cœur se situe dans le secteur est de Montpellier, sur la rive gauche du Lez. Elle est limitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, à l'ouest par le Lez, au sud par l'avenue Théroigne de Méricourt, et au nord par l'avenue Marie de Montpellier.

À l'instar des quartiers voisins Richter, Consuls de Mer ou Parc Marianne, cette opération à vocation principale d'habitat s'inscrit dans la politique de rééquilibrage de l'agglomération vers l'est et participe au renforcement de la rencontre entre la ville et son fleuve.

Cette opération est aujourd'hui en phase d'achèvement et totalise 1740 logements environ.

Un local commercial, dans la pile ouest de l'immeuble « Arche Jacques Cœur », appartenant à la SERM concessionnaire de cette opération, n'a pas été commercialisé à ce jour.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de la SCI CITY (Société Infoprint) en vue de la cession d'un lot de l'immeuble « Arche Jacques Cœur ». Cet agrément permettra de céder le dernier local commercial vacant en rez-de-chaussée dans la pile ouest de l'immeuble « Arche Jacques Cœur ».

- Dénomination du candidat : SCI CITY (Société Infoprint)

2929 avenue Etienne Méhul

Parc Garosud

34 070 Montpellier

- Localisation :

Immeuble « Arche Jacques Cœur »

Pile Ouest – Assiette de copropriété SB 100

ZAC Port Marianne -Jacques Cœur

- Surface du local : 179,13 m²
- Numéro du lot : n° 1302
- Nature du projet : local commercial en rez-de chaussée et mezzanine

La SERM précise que la candidature de la SCI CITY (Société Infoprint) prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la SCI CITY (Société Infoprint) pour l'achat d'un local à usage de commerces et d'activités sur le lot de copropriété n°1302 situé au rez-de-chaussée de l'immeuble "Arche Jacques Cœur" au sein de la ZAC Port Marianne - Jacques Cœur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

8. ZAC Port Marianne - Parc Marianne

Agrément de candidature

Lot 15

(COGEDIM)

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne - Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Les objectifs de cette opération sont plus particulièrement de :

- permettre la construction de logements collectifs et de commerces et activités tirant parti de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à l'agrément du Conseil municipal : elle concerne la réalisation d'environ 32 logements collectifs ainsi que des locaux commerciaux sur le lot 15 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, situé rue Jean Ferrat.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de COGEDIM, en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

COGEDIM
Tour Europa
101 allée de Délos
34 000 Montpellier

- Localisation :

Lot 15
ZAC Port Marianne - Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SE n°91a, SE n°5a et SE n°3a sur 1508 m² environ

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 32 logements collectifs en accession libre ainsi que des locaux commerciaux pour une SDP de 2400 m² dont 200 m² de commerces et activités.

- SDP maximale :

Surface envisagée : 2400 m² SDP
Surface maximale autorisée : 2500 m² SDP

La SERM précise que la candidature de COGEDIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de COGEDIM en vue de la réalisation d'environ 32 logements collectifs en accession libre et de locaux commerciaux et de service sur le lot 15 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame CHARDES quitte définitivement la séance et donne procuration à Madame MARSALA. Monsieur LANNELONGUE quitte la séance avec la procuration de Monsieur LARUE.

9. Parc de la Mogère – Secteur Port Marianne - Avis de la Ville sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau

Dans le cadre de la concession d'aménagement « secteur de la Mogère », la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), maître d'ouvrage du projet d'aménagement du parc de la Mogère a déposé auprès des services compétents de l'Etat le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau en vertu des articles L214.1 à L214.6 du code de l'environnement.

L'enquête publique a été engagée par arrêté préfectoral n°2016-I-257 en date du 4 avril 2016 et s'est déroulée du lundi 9 mai 2016 au jeudi 9 juin 2016 inclus.

Conformément à l'article R214-8 du code de l'environnement, la commune de Montpellier peut donner son avis sur le dossier d'enquête publique qui lui a été transmis.

Le dossier « Parc de la Mogère » concerne des aménagements hydrauliques et paysagers situés au sein du projet Mogère, site stratégique « Méjanelle Pont-Trinquat » au SCOT de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce site est traversé par le ruisseau du Nègue-Cats.

Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé un schéma directeur hydraulique d'ensemble, validé le 27 mars 2014 par les services de l'Etat, qui prévoit une gestion globale du cours d'eau à l'échelle du bassin versant et coordonne l'ensemble des projets distincts présents sur le secteur.

Dans ce cadre, une première phase du projet a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 19 août 2015 permettant la réalisation des aménagements hydrauliques destinés à compenser l'imperméabilisation liée à la ZAC approuvée.

Le projet « Parc de la Mogère » constitue une nouvelle phase de la mise en œuvre progressive des aménagements de ce schéma directeur hydraulique ; il concerne la réalisation de deux bassins d'écroulement totalisant un volume de 60 140 m³ sur une superficie de 10 ha, situés au nord des infrastructures linéaires (A9 déplacée et contournement Nîmes Montpellier). Leur réalisation a pour objet de permettre, en complément des aménagements hydrauliques déjà autorisés sur le secteur, de réduire sensiblement les risques d'inondation au droit des enjeux existants situés à l'aval de la RD189 (Boirargues, lycée Champollion, zone d'activité de la Banquière...) en ramenant le débit de pointe centennal du Nègue-Cats de 28 à 20,7 m³/s. au niveau de l'ouvrage ASF.

Le projet s'inscrit également dans le cadre de la réalisation d'aménagements paysagers mutualisés, définis en concertation avec les différents maîtres d'ouvrage concernés au titre de leurs projets respectifs (A9 déplacée, CNM, gare, ZAC) et validés par le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (STAP) du fait du caractère classé du château de la Mogère et de son parc au titre des Monuments Historiques et des Monuments Naturels et des Sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable au dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau présenté à la Ville pour le projet d'aménagement du parc de la Mogère ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

France JAMET : C'est juste un questionnement, qui ne sera pas hors-sujet. Et je ne parlerai pas longtemps non plus. Evidemment nous allons voter contre globalement. Je comprends plus rien, voilà. Qu'est-ce que vous allez faire de la Mogère, on y va, on n'y va pas, on le fait, on ne le fait pas ? C'est bien ? C'est pas bien ? Je tourne les pages des quotidiens et, chaque fois, je vois une version différente et là je vois qu'on continue. Alors, déjà, vous notez ce que vous avez dit, c'est-à-dire qu'il faut réduire sensiblement les risques d'inondations. Donc cela confirme qu'effectivement il y a des difficultés et des problèmes d'inondation sur la Mogère. Moi, j'aimerais bien savoir ce qu'il en est de la gare de la Mogère et de ce quartier.

Monsieur le Maire : D'accord, je vais vous répondre. Mais je vous rassure sur ce point, l'autorité organisationnelle des transports, c'est la Région, dans laquelle vous siégez. Mais je vais vous répondre sur la Mogère, sans problème.

Jean-Pierre MOURE : Chers collègues, je pense qu'on peut se féliciter de cette délibération qui est sous couvert d'une certaine technicité, celle de la loi sur l'eau. Les mesures à prendre pour l'environnement sont

importantes, et c'est ciblé dans cette délibération sur le projet de la Mogère. Alors, je pense qu'il est bon qu'on l'aborde et que vous proposiez effectivement de voter cette délibération dans un sens positif. Et nous voterons cette délibération. Il est rappelé dans la délibération, qu'il y a une étude d'ensemble qui a été validée par l'État en 2014 dans le prolongement d'un certain nombre de réalisations nécessaires à mettre en place, non pas parce qu'elle était ex abrupto inondable mais parce qu'il est normal, sur un équipement de ce type, qu'on vérifie, par rapport aux modifications de l'état des lieux initial, ce qu'il y a lieu de faire pour compenser et pour assurer effectivement la pérennité des lieux. Cela a été fait, avec les contraintes liées à l'autoroute, le partenaire ASF, le contournement Nîmes-Montpellier, le ferroviaire, la gare de la Mogère et puis la Métropole et la Ville de Lattes qui est aussi concernée par rapport à la situation normale au niveau de Champollion et d'autres sites. Tout ceci a été validé en son temps par l'État, et aujourd'hui, on a délibéré sur l'avis de la Ville sur ce volet de l'environnement.

Mais à travers cette délibération, c'est aussi l'occasion, je pense, de replacer le sujet dans un cadre d'objectivité dont je pense qu'il doit se situer aux antipodes de ce que j'appellerais le *delirium tremens* auquel on assiste et qu'on entend depuis quelques mois de la part d'un certain nombre d'interlocuteurs. Qui sont contre le développement et la réalisation de la gare de la Mogère et sa sortie de terre, alors que les rails sont pratiquement en place et que le cadre de la gare commence à être bien visible. Avec ce dossier, je crois qu'on ne se situe sur des enjeux importants et des réalisations qui ont un effet, j'ose dire, centenaire et non pas à trois ans comme j'ai pu l'entendre sur le fait que la gare Saint-Roch ne serait pas saturée dans les 3 ans qui viennent. Dans ce genre de dossier, on se situe sur le grand temps qui est devant nous et à un certain moment il faut se positionner, réfléchir, étudier. Il faut choisir. Cela a été fait. Tous les partenaires ont eu à se prononcer sur le choix. Ils l'ont fait. Je crois que l'on n'est pas à trois ans. On est à plusieurs décennies et très certainement le siècle à venir. La Mogère, je tiens à le dire, ne s'oppose pas à Saint-Roch ou au centre-ville. Elle complète Saint-Roch. Elle le renforce avec ne serait-ce que le dégagement de tronçons importants pour le déplacement des gens sur les TER. Avec des faisceaux qui seront libérés par la réalisation de la gare Mogère et la ligne à grande vitesse. Elle est également ce que j'appellerais le deuxième pilier de l'organisation des transports de la grande Métropole Montpelliéraine du 21^{ème} siècle, à proximité directe de l'aéroport, à proximité directe de l'A9 et du futur boulevard urbain et du schéma de transport qui est mis en place avec, entre autres, les tramways. Et c'est une chance que d'avoir en un lieu qui n'est pas un lieu betteraves comme certaines gares au début de la réalisation des TGV, mais qui est à proximité directe du cœur de ville dans ce que j'appellerais un binôme où on retrouve tous les moyens de transport selon la diversité des choix des usagers, que ce soit pour les loisirs, que ce soit pour le travail, que ce soit pour le fait d'avoir à rejoindre leur domicile ou leur lieu d'activité.

Et c'est une étude d'environnement qui nous est soumise et qui a réuni les éléments d'anticipation nécessaires pour que les aménagements de prévention et les compensations hydrauliques utiles soient en place au moment de la mise en fonctionnement de ce dossier. Je voulais dire également qu'il ne faudrait pas qu'on ne se trompe sur l'importance de cet enjeu. A partir du moment où on évoque également la ligne Montpellier-Perpignan, les Marseillais d'un côté, et les Toulousains nous observent. En rigolant avec beaucoup d'ironie. C'est-à-dire que si l'on plante la Mogère, on va accélérer indiscutablement la liaison Bordeaux-Hendaye et Bordeaux-Toulouse, qui a été accordée il y a quelques mois dans le plan d'investissement annuel. De l'autre côté, c'est couper aussi Montpellier de l'arc sud-méditerranéen qui va de Toulouse à Montpellier, Marseille Nice. Entre parenthèses, l'ancien Ministre MARIANI, - quand il a autorisé - et je tiens à le saluer d'ailleurs - le passage à la réalisation de l'autoroute était aussi très ouvert à ce genre de moyen de déplacement au sud de manière transversale par rapport à l'axe Francfort-Séville qui correspond à la ligne grande vitesse. Donc, il est important de ne pas se tromper par rapport à ce dossier. Là, on a affaire à plusieurs interlocuteurs et, s'agissant de la gare de Manduel, entre autre, qui a un peu ce rôle de binôme avec la Mogère puisque, entre autres, les collectivités cofinancent et Manduel et la Mogère. Je crois que la région et sa majorité politique exécutive se doivent d'être à la hauteur du respect des engagements pris antérieurement. On est en République et on est dans un pays qui honore, quels que soient ses responsables successifs, les engagements pris. C'est sa responsabilité.

Pour la SNCF et RFF, également, les enjeux sont importants. Et, là, on a affaire au premier jet et le deuxième viendra de manière beaucoup plus importante avec la réalisation du tronçon Montpellier-Perpignan et le tour de table auquel il faudra procéder. Les Gardois du département et également dans la Métropole, il faudra aussi qu'ils se mettent à jour du train du 21^{ème} siècle, parce que je crois qu'à force de retarder l'échéance, on pourrait planter l'ensemble du dispositif qui est utile à tous les citoyens de la nouvelle grande région dont le nom ne va pas tarder à sortir. Le préfet, quant à lui, doit insister sur l'affirmation de l'intérêt général lié à des infrastructures de cette importance. Quant à vous, Monsieur le Maire, Monsieur le Président, aussi, puisque le lien entre Ville

et Métropole est intime, il vous appartient de pousser à la sortie et pousser l'ensemble des interlocuteurs concernés pour que les intérêts de Montpellier ne soient pas bradés. La comparaison, vous l'avez faite, sur le plan financier, et je crois que c'est important, effectivement. Mais, là, on se situe, dans les mois qui viennent, sur la comparaison entre ce dont sont dotées, ou ne sont pas dotées les grandes métropoles françaises. Et la Mogère, c'est le cœur d'un dispositif qui est incontournable par rapport à cela.

Après, je voudrais évoquer les décisions que l'on aura à prendre par rapport à Montpellier-Perpignan. Mais, si les accords devaient être aussi laborieux que l'espèce de palinodie qu'on observe, on peut être quand même suffisamment inquiets. Enfin, moi j'espérais – je suis d'un naturel optimiste – que dans cette région, pour une fois, on comprendra qu'il vaut mieux se rassembler plutôt que, en quelque sorte, se faire damer le pion par d'autres qui n'attendent que ça pour nous affaiblir. Et je sais que dans cette situation, dans ce dossier, nous sommes très proches par rapport à ce qu'il faut faire pour éviter quelque chose qui serait inacceptable par rapport à ce qu'a été l'engagement public de l'État, de la région, de l'agglomération devenue Métropole, des Villes concernées et, bien sûr, des interlocuteurs de service public que sont RFF et la SNCF. Voilà ce que je voulais dire par rapport à ce dossier. Nous le voterons des deux mains, bien entendu.

Monsieur le Maire : Merci, je partage votre point de vue, sans réserve, mais je vais y revenir après parce qu'il y a des choses qu'il faut dire.

Stéphanie JANNIN : Oui, Monsieur, je vous remercie pour votre intervention et je note la question de l'intérêt des Montpelliérains, que nous avons à sauvegarder dans cette question de la gare de la Mogère. Et, Monsieur le Maire, vous avez eu plusieurs fois l'occasion de rappeler l'imbrication entre le projet Manduel et le projet Mogère et nous savons aujourd'hui que le projet de la Mogère n'est pas valable si le projet de Manduel n'est pas fait concomitamment et le plus rapidement possible. Par ailleurs, l'Etablissement public foncier qui est présidé par Monsieur DUPRAZ, qui est en charge des états généraux du rail, membre d'Europe Écologie - les Verts, l'Etablissement public foncier est chargé aujourd'hui de tout le travail foncier sur la gare de Manduel, c'est-à-dire l'achat des terrains pour commencer ce projet et, du moins, rentrer le plus vite possible en phase opérationnelle. Aujourd'hui cette prospection foncière, ce travail foncier sont bloqués par le président DUPRAZ et donc le projet de Manduel reste concrètement, dans les faits, au point mort. Donc dans l'intérêt des Montpelliérains et de Montpellier, nous demandons à Madame DELGA de surveiller ses alliés, qui président des instances aussi importantes que l'Etablissement public foncier.

Monsieur le Maire : Merci. Je partage également votre point de vue, parce que si on n'achète pas par l'EPF les terrains voisins de la gare, on ne peut pas gérer toute la connexion viaire qui est de la compétence agglomération et département Gard. Je connais l'intérêt du Président Yvan LACHAUD pour accélérer le dossier et, d'ailleurs, j'ai eu avec lui lundi matin une réunion à Nîmes pour en parler, à la première heure. Je rappelle que, comme précisait Madame JANNIN, la gare de la Mogère ne pourra fonctionner que si la gare de Manduel est connectée avec elle. Mais, pour être connectée, il faut encore qu'elle soit construite. Si on a un gap trop important entre la finition de la gare de la Mogère et la finition de Manduel, on risque de fabriquer une gare de 135 millions d'euros pour 2 TGV par jour pendant 5 ans. Et ça, c'est pas acceptable. Si c'était le cas – et je sais, Monsieur MOURE, que vous êtes sur la même ligne parce que vous aviez prévu le coup en inversant Nîmes -Montpellier la présence dans les conseils de pilotage des deux gares –, je demanderais au titre de la Métropole, le remboursement des 100 millions d'euros. Parce qu'il n'y a aucune raison qu'on laisse comme cela pourrir l'argent public. Donc, je demande à chacun d'être responsable et qu'il faut que Madame DELGA regarde de près le dossier et qu'elle regarde que l'EPF qui est responsable de l'acquisition des terrains qui sont autour de la gare et qui sont nécessaires et utilisables pour créer les accès agglomération-département du Gard, soient acquis car sinon on fera une gare au milieu de rien du tout. Et, d'ailleurs, le permis de la gare n'est pas encore déposé. Et, une gare comme celle de Manduel, il faut compter un an de traitement du permis. Et puis, même si on la réduit un peu, un an et demi de construction dans le meilleur des cas. Cela fait deux ans et demi. Cela va vite. Je partage tout ce qui vient d'être dit.

France JAMET : J'entends tout cela, mais l'Etat, la Région, on ne va pas se gausser mais il est clair que les Verts ne sont pas forcément les alliés de Madame DELGA. Ce qui m'inquiète c'est que vous n'arrivez pas à réaliser que, depuis 30 ans, on a perdu du temps. Et que, plus ça va, plus on avance, plus on recule. Personne ne semble l'admettre et tout le monde fait comme si de rien n'était. Je ne sais pas si c'est une forme de fatalité. Moi, je vous l'ai toujours dit, je pense que ces chicayas perpétuels, cet espèce de Landerneau politique nous a fait perdre du temps, et on en voit les conséquences. Il est clair, je ne sais pas si c'est de ça dont il était question dans l'intervention de Monsieur MOURE mais, sinon, qu'est-ce qui risque de nous arriver ? Ce qui est déjà acquis.

C'est-à-dire que Toulouse a pris l'emprise sur la Région. Nous voyons cette ligne s'éloigner. Moi, je tiens à vous dire que pendant ce temps-là, la Région a décidé de financer la portion Tours-Bordeaux, qui va permettre à Toulouse d'être relié à Paris. Et je vous l'avais dit dès le début. Ce qui va donc engager un processus délétère pour notre région et pour Montpellier, c'est-à-dire que Toulouse nous tourne le dos. Et elle est la capitale de cette région. Et avec un peu plus d'humour, je constate que tout ce que semble toucher Madame DELGA capote. L'ISUD capote, l'IDHEC est remis en question, que ce soit à Montpellier comme à Toulouse, et je crois que c'est mal parti pour Montpellier.

Donc, je pense quand même qu'il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'argent public et on peut dire ce que l'on veut - que cette gare sera utile dans 20 ans ou dans 30 ans - mais je ne pense pas que ce soit une nécessité. Et, de toutes les manières, le tracé n'est pas défini, n'est pas acquis. Et que vaut la garantie de l'État dans ce cas-là ? Rien du tout, puisque même l'État s'est assis sur les conclusions de la Cour des comptes qui avait justement indiqué que la ligne de Toulouse-Bordeaux n'était pas nécessaire et utile. Il aurait fallu faire un tronçon Toulouse-Narbonne - Montpellier, ce qui n'a pas été le cas. Donc la garantie l'État ne vaut rien, la garantie de Madame DELGA ne vaut rien, alors vous pouvez prendre le problème par tous les côtés mais, fort de cela, je pense qu'il faut sortir de cela. Je mélange peut-être un peu tout. La ligne LGV d'accord, mais la gare, non ! Il faut quand même, aussi, à un moment, remettre les choses à leur place. On dépense des millions pour essayer de gagner un quart d'heure et on va perdre 20 minutes pour faire la Mogère à Montpellier. Donc ce n'est pas cohérent et je pense – c'est une autre vision – que, dans le cadre régional, et même peut-être d'ailleurs de la Métropole, il suffirait de restaurer un maillage ferroviaire ou d'aller au bout de ces fameuses lignes de tram, pour que la Métropole puisse être correctement irriguée, et que les gens qui sont obligés d'aller habiter de plus en plus loin, puissent venir sur les bassins d'emplois.

Monsieur le Maire : Il y a beaucoup de choses dans votre intervention, mais je dois en relever une ou deux quand même qui ne me paraissent pas très justes. D'abord, ce projet a été signé, a été porté sur les fonds baptismaux - je parle de la Mogère - dans les années 2012, 2013. Et, aujourd'hui, il est presque terminé, parce que tout le monde fait comme si la ligne n'était pas construite et la gare non plus. Quand j'ouvre la fenêtre de mon bureau, je vois la gare de la Mogère à 500 mètres. On en est aux poutres faîtières qui sont posées sur le toit. La gare de la Mogère est presque terminée. Et on lit tous les jours dans la presse, des gens qui parlent de je ne sais où et qui expliquent que la gare n'est pas terminée, qu'elle n'est pas commencée, et qu'il ne faut pas la faire. Mais il n'est pas question de ne pas la faire puisqu'elle est faite. Il y a une espèce de surenchère permanente sur ce dossier. Moi, ce que je demande, c'est clair, c'est que la gare de la Mogère, qui doit travailler avec Manduel, n'ait pas une durée trop importante de temps passé sans TGV. Et la façon de régler cela, c'est d'accélérer Manduel. Sans Manduel, la SNCF ne peut pas faire venir des trains parce qu'il n'y a pas eu le nœud de raccordement de Saint-Brès. Et comme il n'y a pas de raccordement, c'est absolument par Manduel que les trains TGV doivent transiter. Si la gare de Manduel n'est pas faite en son temps, on aura construit une gare fantôme, ce que je ne cesse de répéter depuis que je suis élu. Donc, je demanderai le remboursement, puisqu'on a signé un contrat qui engage la SNCF, RFF et la Région et l'État, je demanderai le remboursement pour non-respect du contrat. Et, sur le plan d'aménagement et la connexion des 2 gares, je remercie le Ministre des Transports, Monsieur Alain VIDALIES, qui a pris la parole, officiellement, pour appuyer les propos de la Métropole de Montpellier. Confer l'article d'une page dans Midi Libre Nîmes, édition du Gard.

Pour : 58

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

10. Périmètres de protection modifiés autour de deux monuments historiques

Avis de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de près de 110 immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques, qui contribuent à affirmer l'identité et la valeur patrimoniale de Montpellier. Pour assurer la protection et la mise en valeur de ces immeubles, il est institué pour chacun d'entre eux un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour du monument, dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du

monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des "abords" placée sous la surveillance de l'architecte des bâtiments de France.

Cette servitude permet de préserver le monument historique et son environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux sur les immeubles inscrits dans le périmètre de 500 mètres.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. Ainsi, en application de l'article L.621-30 du code du patrimoine, l'architecte des bâtiments de France peut proposer la modification d'un périmètre de protection.

Conformément au même article L.621-30, la modification d'un périmètre de protection doit obtenir un accord préalable de la commune avant d'être soumise à enquête publique.

En application de l'article R.123-15 du code de l'urbanisme, le service territorial de l'architecture et du patrimoine de la Direction régionale des affaires culturelles, représenté par l'architecte des bâtiments de France, a porté à la connaissance de la Ville de Montpellier la création de deux périmètres de protection modifiés autour des monuments historiques suivants :

- 1) **Le Domaine du Château de Bonnier de la Mosson**, situé route de Lodève, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 18 novembre 2003.
- 2) **Le parc et les ouvrages d'art du Château d'O**, situé avenue Ernest Hemingway, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 16 août 1922.

Ces deux périmètres de protection modifiés n'appellent pas de remarque particulière.

A la suite de l'enquête publique, qui pourra être organisée conjointement à une enquête publique relative à une procédure d'évolution du plan local d'urbanisme (PLU), et après un bilan de cette enquête effectué avec l'architecte des bâtiments de France, la modification des deux périmètres pourra être approuvée par délibération du Conseil métropolitain, puis annexée au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable sur les deux périmètres de protection modifiés annexés à la présente délibération ;
- de prendre acte que les deux projets de périmètres de protection modifiés seront soumis à enquête publique conjointement à une enquête publique relative à une procédure d'évolution du PLU ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

11. FONCIER

Cession par la SERM à la Ville de Montpellier de 7 lots de la copropriété n° 8 du Petit Bard

Dans le cadre du PRU Cévennes-Petit Bard, la SERM souhaite céder à la Ville de Montpellier 7 lots en nature d'emplacements de parking de la copropriété n° 8 du Petit Bard, située 2 rue des Alisiers et cadastrée section KV 301-303-321-362-363-364-365-366.

Les lots concernés sont les suivants :

Lot de copropriété n°	Quote-part des parties communes / 10 000 èmes	Nature du lot
420	7	parking
421	7	parking
422	7	parking
423	7	parking
424	7	parking
425	7	parking
426	7	parking

La Ville doit procéder à l'acquisition de ces lots dans le cadre de l'opération globale d'aménagement du Petit Bard. Ces lots devront être intégrés, à terme, au domaine public.

L'intégralité de ces lots est cédée à l'euro symbolique, valeur conforme à l'avis de France Domaine en date du 19 mai 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville à la SERM des lots n° 420 à 426 de la copropriété n°8 du Petit Bard, copropriété cadastrée KV 303-303-321-362-363-364-365-366, au prix d'un seuro symbolique ;
- de demander à l'Office notarial de Maître Bonnary de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

12. FONCIER

Adjudication judiciaire de la propriété TISSOT

Terrains 5 rue de la Cavalade

Autorisation donnée à la SERM de participer aux enchères

Par acte du 3 août 2015, la Ville a acquis sur préemption dans le cadre de la zone d'aménagement différé « Avenue de la Mer », une villa avec terrain attenant, propriété des consorts TISSOT, située 5 rue de la Cavalade et cadastrée section SK n° 364.

Cette acquisition a donné lieu à l'intervention de la SERM en qualité de tiers-payeur au titre du mandat d'acquisitions foncières Ville / SERM sur le périmètre de Port Marianne initialement approuvé par délibération du 21 mai 1990.

Le tribunal de grande instance a adressé à la Ville une déclaration d'adjudication portant sur les parcelles SK365 et 366, d'une contenance de 1846 m², composant le reliquat de la propriété Tissot, non mise en vente par les propriétaires en 2015.

L'audience d'adjudication est fixée le 4 juillet 2016 avec une mise à prix de 140 000 €.

Ces deux parcelles complèteraient la propriété de la Ville sur ce secteur, rendrait un projet ultérieur plus cohérent et permettrait la suppression d'une servitude de passage grevant le foncier de la Ville en vue de desservir ce reliquat de propriété.

La Ville peut exercer le droit de préemption sur cette cession mais, conformément à l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme, uniquement au prix incertain de la dernière enchère.

Dans ces conditions, dans le cadre du mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne qui la lie à la Ville, il apparaît préférable que la SERM participe directement aux enchères afin de manifester en amont l'intérêt de la collectivité pour ce bien et de maîtriser son prix d'acquisition.

La SERM, comme l'impose la législation en la matière, sera représentée aux enchères par son avocat (Cabinet VPNG à Montpellier), avec une limite d'enchères qui pourrait être fixée au prix fixé par les Domaines.

Il convient donc d'autoriser la SERM à participer aux enchères en vue de l'acquisition de ces deux parcelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la SERM à participer à l'adjudication de la propriété TISSOT située 5 rue de la Cavalade, cadastrée section SK 365 et 366 ;
- de dire que la limite d'enchère est fixée au prix fixé par les Domaines;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

13. DROIT DE PREEMPTION

Création par Montpellier Méditerranée Métropole de la zone d'aménagement différé (ZAD) de BIONNE

Avis de la Ville

Montpellier Méditerranée Métropole envisage de créer une zone d'aménagement différé (ZAD) sur le secteur de Bionne.

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT), approuvé le 17 février 2006, a classé en armature des espaces naturels et agricoles le secteur de Bionne sur la Commune de Montpellier. Celui-ci est constitué à l'Est par la ripisylve et les prairies humides bordant la Mosson qui constituent le champ d'expansion de crue de la Mosson et abritent une biodiversité importante classée en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). A l'Ouest, le site est bordé par le coteau qui surplombe la Mosson, sur lequel sont notamment implantés le Château de Bionne, folie Montpelliéraine de la fin du XVII^{ème} Siècle qui témoigne de la richesse du patrimoine architectural Montpelliérain, et quelques habitations éparses.

Enfin, le secteur de Bionne est traversé par la RD132 sur laquelle sera réalisé le projet de contournement ouest de Montpellier (COM). Ce projet d'infrastructure majeur, inscrit dans le plan de déplacements urbains (PDU) de Montpellier Méditerranée Métropole, permettra de relier l'A709 et l'A750, axes autoroutiers structurants au niveau européen. Ce projet porté par l'Etat, en partenariat avec les collectivités locales, dont la Métropole, a fait l'objet d'une concertation publique, un tracé préférentiel étant à l'étude.

Le secteur de Bionne connaît à ce jour une forte pression foncière qui se traduit par des occupations illicites de terrains sur lesquelles vivent des populations défavorisées, des constructions illicites, des dépôts de matériaux polluants à proximité de la ripisylve de la Mosson.

Au titre de sa compétence en matière d'actions et de valorisation du patrimoine naturel et paysager et dans le cadre de sa politique de développement et d'aménagement durable du territoire, Montpellier Méditerranée

Métropole souhaite préserver le secteur naturel de Bionne et veiller ainsi, par anticipation, à l'intégration future du COM dans ce site naturel.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en place une ZAD sur ce site. Le périmètre de cette ZAD, d'une superficie d'environ 58 hectares, est délimité au Nord par la N109, à l'ouest par la Mosson, au Sud par la limite communale de Montpellier et à l'Est par le coteau de Bionne.

Conformément à l'article L. 212-1 du code de l'urbanisme, la Ville doit donner son avis sur le projet de création de cette ZAD.

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville de Montpellier que représente la création de cette ZAD qui permettra l'intégration du projet routier du COM dans ce site naturel à protéger, il est proposé au Conseil municipal de donner un avis favorable à la création de la ZAD métropolitaine de Bionne.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au projet de Montpellier Méditerranée Métropole de créer une zone d'aménagement différé sur le secteur de Bionne, délimité sur le plan ci-après annexé ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document ou acte concernant cette affaire.

Nancy CANAUD : Vous précisez dans cette délibération que le secteur de Bionne fait l'objet d'occupation illicite de terrains sur lesquels vivent des populations défavorisées. Que comptez-vous faire de ces populations. Bien que l'on soit au stade du droit de préemption il me semblait important d'évoquer cette question dès aujourd'hui.

Monsieur le Maire : Cette question sera traitée dans le cadre de la mise en place des aires de Gens du voyage, dont s'occupe votre collègue, Madame DARDE, première vice-présidente de la Métropole.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

14. Création d'un périmètre de ravalement dans le quartier Celleneuve

La préservation du patrimoine est un des objectifs de l'opération « Montpellier Grand Cœur » pour améliorer le cadre de vie du quartier Centre. Le ravalement de façade est une des actions y contribuant.

Après avoir mené cette action sur le quartier Centre, la Ville poursuit sur les secteurs présentant un bâti dense et continu.

La création d'un nouveau périmètre de ravalement obligatoire est proposée sur le secteur Celleneuve présentant de telles caractéristiques bâties, avec toutefois des typologies spécifiques à ce quartier/village organisé autour de son église.

Le règlement et le subventionnement associé à ce périmètre est identique à celui utilisé pour le ravalement dans le quartier centre (DCM du 29/09/2015) : durée de subvention de six ans, taux de subvention de 30% les trois premières années, puis de 20% les deux années suivantes et de 10% la dernière année (avec plafond à 40 € par m²).

Le périmètre proposé est composé par les rues suivantes :

au Nord :

- les n° 246, n° 248 et n° 250, avenue de Lodève,
- le retour sur la rue du Petit Séminaire et la façade arrière du n° 2, route de Lodève,
- du n°2 au n° 18, route de Lodève,
- Avenue des Moulins, depuis la route de Lodève, jusqu'au n° 6 (côté pair), jusqu'au n° 3100 (côté impair), et le front bâti de l'impasse sans nom accessible après le n°3,
- le front arrière bâti du n° 32 au n° 38 de la route de Lodève,
- du n°44 au n° 56, route de Lodève,
- du n°17 au n° 49bis, route de Lodève.

à l'Ouest :

- le n°2 rue Marcelin Albert,
- du n°2 au n° 16, rue Icard,
- du n°2 au n° 10, rue des Ecoles,
- le front arrière bâti donnant sur le square Carles du n°3 rue des Ecoles et des n°16, n°18 et n°20 rue du Bassin,
- le front arrière bâti donnant sur l'allée Germain Boffrand du n°24 et du n°26 rue du Bassin, ainsi que du bâtiment situé sur la parcelle 403,
- le n°24 et le n°26 rue du Bassin, le n°23 rue du Bassin,
- le front arrière bâti du n°1, n°2, n°3, n°4, n°5, n°6 et n°7 rue de l'Eglise, du n°21 rue du Bassin et des bâtiments situés sur les parcelles 412 et 449,
- rue de la Fontaine : côté pair du n°8 au n°12, le fond de la parcelle 808 (n°14), côté impair le n°17 et le n° 19,
- le n°18 rue André Lenôtre.

au Sud :

- le n°8 rue de Gignac et la bordure de l'Avenue de la Liberté (parcelle 702),
- le n°1 Allée des Grèzes (parcelle 702), le n°2 rue de Gignac, l'arrière du 16 rue Gilodes,
- depuis l'impasse de la Belle, le front arrière bâti du n°2, n°4, n°6 et n°8 rue Jules Guesde,
- du n°10 au n° 20, ainsi que du 09 au 23 rue Jules Guesde.

à l'Est :

- du n°1 au n° 11 impasse du Château,
- du n°9 au n° 13 impasse de la Badiane,
- du n°2 au n° 46 allée Antonin Chauliac,
- le n°1 route de Lodève (parcelles n° 178, 660, 661 et 658).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable sur la création du nouveau périmètre soumis à ravalement obligatoire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Cédric de SAINT-JOUAN : Vous prévoyez un périmètre de ravalement sur Celleneuve et c'est bien, car la lutte contre la paupérisation de ce quartier est une priorité. Effectivement lutter contre la paupérisation, cela passe par la rénovation et la construction de logements sociaux, mais pas uniquement. Cela en fait partie, certes, mais il s'agit également de créer un urbanisme plus ouvert et d'aménager des espaces de vie en commun où on puisse se rencontrer, et échanger dans les quartiers afin de renforcer la mixité sociale. En bétonnant la colline de Las Rebes, on aboutit exactement au contraire. En détruisant les espaces verts qui subissent dans ce quartier, on renforce la ghettoïsation de ces quartiers.

Monsieur le Maire : Vous êtes indécrottable.

Cédric de SAINT-JOUAN : Je réitère mon soutien aux personnes qui défendent la colline de Las Rebes et vous rappelle votre engagement de campagne d'une urbanisation maîtrisée.

Monsieur le Maire : Allez, vous, là-bas. Quittez votre 50 pièces dans le centre-ville avec des hautes moulures et des plafonds de 4 mètres.

Cédric de SAINT-JOUAN : Je vous rappelle que vous avez été élu sur un programme écologiste, Monsieur le Maire. Et qu'on n'en n'a plus entendu parler après l'élection. C'est fini l'écologie une fois que l'on est élu, je sais bien.

Monsieur le Maire : Installez-vous à Las Rebes.

Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, ce n'est pas le sujet, le sujet c'est de respecter les engagements écologiques que vous avez pris quand vous avez été élu. Promesse tenue ? L'écologie on l'a pas vu.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame DANAN quitte définitivement la séance et donne procuration à Madame CANAUD. Mesdames MIRALLES, SALOMON et Monsieur DELAFOSSE (avec la procuration de Madame BONNET) quittent la séance.

15. MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, notamment dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération n°2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif. Depuis, le cofinancement du FISAC a pris fin le 9 novembre 2015.

Les dossiers ci-dessous ont été déposés avant le 9 novembre 2015. Le total des subventions de la Ville et du FISAC s'élève donc à 65 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC).

Après validation du programme de travaux réalisé par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de ces campagnes, la subvention suivante est attribuable :

SAS PEAU SUCREE Montpellier , enseigne « DEPIL TECH », Gérant M. Paulin DANIEL 15 boulevard du Jeu de Paume (65 % des montants des travaux à 10 422,92 € et de la maîtrise d'œuvre plafonnée à 2 000 €, et prime de mise en accessibilité PMR de 500 €)	8 574,90 €
<i>Dont Part Ville :</i>	<i>6 711,46 €</i>
<i>Part Etat (FISAC) :</i>	<i>1 863,44 €</i>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures 2015-2019, le versement de cette subvention est ainsi proposé après visite de conformité des travaux réalisés en accord avec les autorisations préalables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 8 574,90 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN: Il s'agit de subventions pour la requalification des devantures des commerces, donc cela me donne l'occasion de rappeler l'opération que nous menons à la Ville, sur ces questions des devantures commerciales : nous avons presque à chaque conseil municipal des attributions de subventions. Il s'agit ici d'une aide importante qui est donnée par la Ville aux commerçants pour réhabiliter leurs devantures commerciales, une aide qui s'élève, pour les affaires dont nous parlons, là, à 65% du montant des travaux qui est prise en charge, 50 % par la Ville et 15% par le fonds FISAC. C'est une action qui est très importante pour tirer vers le haut les commerces du centre-ville, les accompagner dans leur restructuration et améliorer le cadre du centre-ville de Montpellier en accompagnement de tout le travail que nous menons sur la réhabilitation des bâtiments - rénovation, ravalement de façade - et sur l'espace public .

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

16. Théâtre Jean Vilar

Convention de mise à disposition à titre gratuit à l'association « Montpellier Danse »

La Ville soutient le festival « Montpellier Danse » depuis sa création en 1981. Aujourd'hui pilier de la culture montpelliéraine, ce festival participe au rayonnement de la Ville sur le territoire national et bien au-delà.

L'association « Montpellier Danse » propose dans le cadre de sa programmation 2016 de présenter la dernière création de Nabil Hemaïzia de la Compagnie « 2 temps 3 mouvements » au théâtre Jean Vilar : *du chaos naissent les étoiles*. Il s'agit d'une pièce chorégraphique qui prend ses sources dans le hip hop et qui croise les langages du corps pour devenir une danse métissée. Cette compagnie a été accueillie au théâtre Jean Vilar en collaboration avec la saison Montpellier Danse 2014-2015 pour une création partagée avec les habitants.

Dans la logique de continuité des partenariats entre la Ville et Montpellier Danse et du travail engagé pour la diversification des publics, la Ville de Montpellier propose de mettre à disposition le théâtre en ordre de marche pour un montant valorisé de 10 984 €, montant détaillé dans la convention de mise à disposition jointe en annexe.

Cette mise à disposition du théâtre Jean Vilar prendra effet le lundi 4 juillet 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar à l'association Montpellier Danse du 4 au 7 juillet 2016 ;
- de dire que cette mise à disposition se fera à titre gratuit et que sa valorisation, soit 10 984 €, sera considérée comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite au compte administratif de la collectivité et dans les comptes du bénéficiaire ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

17. Théâtre Jean Vilar Organisation de l'option facultative théâtre Avenant à la convention de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel

Par délibération n° 2016/51 du 25 février 2016, la Ville a approuvé la convention de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre dans le cadre de la manifestation la Cour des Arts.

Ce partenariat prévoyait l'intervention de la Compagnie l'Ambiguë, à hauteur de 960 € pour 20 heures d'intervention auprès des élèves. A la suite de la défection de cette compagnie, il doit être fait appel à un autre intervenant, selon les mêmes modalités. La Compagnie les Fourmis Rousses est à même d'assurer cette prestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant à la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le lycée Victor Hugo de Lunel, joint en annexe ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant ou tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

18. Convention Plan Objet 2016 pour les églises Saint-Roch, Saint-Denis, Saint-Matthieu, Sainte-Eulalie, Notre-Dame des Tables et les chapelles Saint- Charles et de la Miséricorde Autorisation d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Par délibération n°2013 du 25 novembre 2013, la Ville a approuvé la signature de la Convention Plan Objet avec la Direction régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.) ; cette convention permet de protéger, restaurer et valoriser les œuvres dans les églises de la Ville ; le budget consacré à la Ville à cette opération s'élève à 25 000 € annuels. La D.R.A.C. subventionne les travaux prévus à hauteur de 50% de leur montant hors taxes.

Pour l'année 2016, le choix de la Ville s'est porté sur les églises Saint-Roch, Saint-Denis, Saint-Matthieu et sur la chapelle de la Miséricorde.

Une consultation a été lancée (MAPA n°6B0069) afin de réaliser ce programme.

Les offres seront analysées fin juin 2016 et le montant définitif des travaux pourra alors être indiqué à la D.R.A.C. lors du dépôt de la demande de subvention. La D.R.A.C. s'engage par ailleurs à verser la subvention avant le début des travaux, au vu du plan de restauration finalisé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt de la demande de subvention auprès de la Direction régionale des Affaires Culturelles ;
- de dire que le montant de la subvention sera inscrit en recettes sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- de dire que la somme équivalente à la subvention sera également inscrite en dépenses sur le CRB des Archives municipales, chargées de la mise en œuvre de l'opération.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur DELAFOSSE avec la procuration de Madame BONNET entre en séance. Messieurs COUR et COUSQUER sortent de séance. Monsieur de VERBIZIER quitte la séance et donne procuration à Monsieur BARRAL.

19. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2016

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 11 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 67 600 € au titre de l'exercice 2016.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
6535	Line Up	Fonctionnement	800

5238	Les galeries de Montpellier	Projet	7000
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier pour le Festival Jeune Public	Projet	7 000
	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	Fonctionnement	2 000
	LIVRE		
297	Mots Passants	Fonctionnement	300
297	Mots Passants	Projet	600
	PATRIMOINE		
4527	Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide	Fonctionnement	40 000
	PLURI DISCIPLINES		
6496	Fabrique Audiovisuelle Créative	Projet	2 000
	SPECTACLE VIVANT/Danse		
3786	Danser Bonheur	Projet	1 900
5643	A Bailar Tango	Projet	1 000
	SPECTACLE VIVANT / Musique		
5733	Turbulences Sonores	Projet	1 500
	SPECTACLE VIVANT/ Théâtre		
5305	La Maison Théâtre	Fonctionnement	3 500
		TOTAL	67 600

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- de proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 77 600 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

France JAMET: Vous avez l'impression que je pose toujours les mêmes questions, mais ce sont toujours les mêmes dossiers qui reviennent. La dernière fois, j'avais demandé pourquoi l'Institut euro-méditerranéen universitaire maïmonide cultivait chaque fois ses demandes de subventions. On m'a dit qu'ils avaient traversé une crise financière passagère et que vous aviez jugé bon de les maintenir un petit peu hors de l'eau. Et, là, ça revient encore. On n'en finit plus. C'est quoi cette histoire.

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre très franchement. J'ai demandé à rencontrer la présidente de l'Institut maïmonide au niveau national. Elle est venue me voir il y a quelques jours. Je lui ai demandé d'établir un projet à venir qui s'appellera l'institut Maïmonide-Averroès-Thomas d'Aquin. C'était le vœu de Georges Frêche, qui lui

avait demandé et qui n'a pas été réalisé. Je réitère ce vœu. Cela se suffit à soi-même, Maïmonide-Averroès-Thomas d'Aquin.

France JAMET: Mais je vous demande pourquoi ça n'en finit plus ?

Monsieur le Maire : C'est un nouveau projet. J'ai proposé un nouveau projet.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Mesdames SALOMON et MIRALLES et Messieurs COUR et COUSQUER rentrent en séance. Monsieur MAJDOUL quitte définitivement la séance et donne procuration à Monsieur MARTIN.

20. Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les radios associatives de Montpellier et leur fédération représentative

La Ville de Montpellier soutient de longue date le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et préserver la diversité de ce secteur culturel ; ces aides sont complétées par l'achat de prestations et des mises à disposition de locaux municipaux.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole entendent aujourd'hui bâtir un programme partenarial pluriannuel avec ces radios associatives et leur fédération représentative, afin de développer des productions notamment en matière de culture, de patrimoine et de démocratie participative.

La convention, jointe en annexe, définit les objectifs et le programme d'actions du partenariat pour la période 2016-2018.

La Ville s'engage ainsi à :

- Allouer une subvention annuelle de 8 000 € à chacune des 8 radios et 6 000 € à leur fédération, pour contribuer à leur bon fonctionnement ;
- Mettre à disposition de la Fédération des locaux rue Hébert, ce qui équivaut à une subvention en nature valorisable à hauteur de 1065 € annuels ;
- Commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 € annuels, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel ;

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 € annuels, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel ;

Les radios associatives s'engagent quant à elles à mettre en œuvre le programme d'actions annuel:

- Produire et diffuser des plateaux et messages d'intérêt général, afin de promouvoir les événements organisés ou soutenus par la Ville et la Métropole
- Mettre en œuvre un chantier « Mémoire et patrimoine », afin de constituer une mémoire sonore des quartiers, de la Ville et de la Métropole de Montpellier ; ces émissions, qui pourront être utilisées à des fins de développement touristique, auront pour objectif d'inciter les habitants à découvrir ou redécouvrir leur territoire ;
- Produire et diffuser des magazines d'actualité consacrés à la Ville et à la Métropole, sur les thèmes de la citoyenneté, le dialogue interculturel et le vivre ensemble, l'environnement, le développement durable, la santé, le sport, le tourisme ;
- Produire et diffuser des magazines sur le thème de la démocratie participative.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention pluriannuelle de partenariat jointe en annexe, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les radios associatives représentées par leur Fédération ;
- de dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'inscrire au compte administratif de la commune la valorisation de la subvention en nature octroyée à la Fédération.

Sonia KERANGUEVEN : Il s'agit d'une convention tripartite. La Ville de Montpellier soutien de longue date le fonctionnement des radios associatives locales dans le but de défendre leur indépendance et de préserver la diversité de ce secteur culturel. La Ville s'engage donc à allouer une subvention annuelle de 8 000 euros à chacune des 8 radios qui sont Radio Clapass, Aviva, Campus Montpellier, Radio Maguelone, FM plus, L'Echo des Garrigues, Radio Lengua d'Oc et Divergences FM et 6 000 euros à leur fédération pour contribuer à leur bon fonctionnement.

Nancy CANAUD : Juste une petite remarque car je découvre le nom des radios associatives. J'étais surprise, ce n'était pas mentionné. Donc, je ne savais pas à qui vous donniez des subventions. Donc, il aurait été bien de les notifier dans l'intitulé.

Monsieur le Maire : C'est juste, il faudra y penser pour la prochaine fois.

France JAMET : On continue à poser les questions puisqu'on ne fait toujours pas partie de la Commission des Affaires générales.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas de ma faute.

France JAMET : Si.

Monsieur le Maire : Madame JAMET, il faut dire la vérité. J'avais descendu le niveau des groupes de 5 à 3 pour que tous les groupes politiques soient représentés. Et, après, vous vous êtes un peu distendus dans votre groupe et vous êtes devenus deux au lieu de 3. Je vais remonter les groupes à 5 comme du temps de Madame MANDROUX.

France JAMET : Je vous l'avais dit, je ne demandais pas grand-chose, je demandais que vous teniez compte de cette sensibilité que nous représentions et cet électorat et donc cette sensibilité mériterait d'être présente dans le cadre d'un esprit d'opposants constructifs.

Monsieur le Maire : Madame JAMET, vous me faites un mauvais procès. Je vais vous expliquer pourquoi. Lorsque nous tirons au sort les citoyens, c'est un exemple parmi tant d'autres, j'invite tous les représentants de tous les courants politiques, pas des groupes, des courants politiques. D'ailleurs, Madame LLEDO a été invitée à plusieurs reprises et elle est d'ailleurs venue.

France JAMET : C'est Anticor qui vous l'avait demandé.

Monsieur le Maire : Non, pas du tout.

France JAMET : Je demanderai à Anticor.

Monsieur le Maire : Je trouve que c'est normal. Vous pourrez ainsi témoigner sur la régularité.

France JAMET : Donc, vous reconnaissez que nous sommes un courant, mais que nous ne devons pas avoir accès à la Commission des Affaires générales qui permet effectivement de poser des questions.

Monsieur le Maire : Je reconnais que vous êtes deux au lieu de trois.

France JAMET : J'en arrive aux faits. Moi, ce qui m'interpelle, c'est cette espèce d'ambiguïté. Moi, je suis pour les radios libres, je suis pour la liberté, liberté chérie, et quand vous dites : « défendent leur indépendance », moi, il me semble quand même assez inquiétant que l'on parle d'une convention pluriannuelle de partenariat avec la Ville et la Métropole, que l'on parle d'allouer une subvention, que l'on parle de mettre à disposition des

locaux – ce qui équivaut à une subvention – et, ensuite vous nous parlez de produire. Des radios produiront et diffuseront des plateaux et messages d'intérêt général afin de promouvoir les événements organisés, soutenus par la Ville, de produire et diffuser, etc. Moi, tout ceci me fait plus penser à un accord contractuel, je veux dire, une espèce de convention contractuelle et je voudrais quand même qu'on arrive à faire la différence entre une subvention et un contrat. Moi, ce que je vois, c'est que ce que vous définissez comme une démocratie participative où une indépendance prête plutôt à penser que ces radios associatives vont finir par être captives de vos subventions avec, évidemment, un message impératif qu'elles devront livrer, puisqu'elles seront donc tenues à bout de bras pour les subventions. Et aussi contradictoire que cela puisse paraître, c'est parce que nous sommes pour la liberté d'expression des élus, des radios, etc. que nous pensons que les institutions et les collectivités n'ont pas à financer, à salarier, on va dire, des radios ou des institutions ou des mouvements qui se déclarent et qui se battent pour la liberté d'expression.

Monsieur le Maire : Je vous dis un mot sur cela. Bien malin qui peut tenir une radio libre. Les gens sont tout à fait libres de communiquer ce qu'ils veulent communiquer.

France JAMET : Parce qu'en plus, ils n'obéissent pas...

Monsieur le Maire : Deuxième point, je vous donne un exemple. Le partenariat avec Radio Clapas qui est très branchée sur l'histoire de Montpellier porte sur la mise en lumière de l'histoire de la Ville.

France JAMET : Je n'ai rien contre ces radios, j'y suis invitée parfois et j'en suis ravie.

Monsieur le Maire : Tant mieux. Vous l'êtes plus que moi, alors.

France JAMET : Vous n'avez peut-être pas trop de temps à leur consacrer.

Sabria BOUALLAGA : Il marche, mon micro, je ne l'ai pas assez violenté.

Monsieur le Maire : Violenté ?

Sabria BOUALLAGA : Eh bien oui, je l'ai frappé tout à l'heure, vous n'avez pas voulu me laisser parler.

Monsieur le Maire : Violenté, vous employez des mots...

Sabria BOUALLAGA : Vous êtes en forme, aujourd'hui, Monsieur le Maire... Moi aussi. Madame KERANGUEVEN, je voudrais vous poser une question concernant la subvention de 25 000 euros. Est-ce une subvention pour toutes les associations ou une subvention annuelle pour chacune. Commander auprès des radios associatives, des prestations à hauteur de 25 000 euros. C'est 25 000 euros pour chacune ou toutes ?

Monsieur le Maire : Toutes.

Sabria BOUALLAGA : Effectivement, moi aussi, je soutiens les radios associatives, je crois que c'est une bonne chose, effectivement, que vous les souteniez à travers des sommes qui ne sont pas négligeables, surtout lorsqu'on sait qu'elles peuvent être un véritable levier de démocratie participative. Et, bien sûr, leur caractère associatif est un gage de véritable liberté d'expression et de sérieux. Néanmoins, ces radios n'ont pas à faire votre communication à moins que cela soit le signe de votre impopularité territoriale, je ne sais pas. Vous avez fait 5 % aux dernières régionales.

Monsieur le Maire : 7 voix au Petit Bard, ça fait mal.

Sabria BOUALLAGA : 5 %. Les consignes d'action dictées, enfin, de cette affaire, démontrent clairement qu'ici la démocratie n'est qu'un miroir aux alouettes. Je cite tout de même ce que vous dites "produire et diffuser des magazines d'actualité consacrés à la Ville et à la Métropole, sur le thème de la citoyenneté, le dialogue interculturel, le vivre-ensemble, l'environnement, le développement durable, la santé, le sport, le tourisme." "Produire et diffuser des magazines sur le thème de la démocratie participative". Donc en fait démocratie à Montpellier n'est qu'un miroir aux alouettes parce que finalement, vous leur donnez l'argent mais vous leur dites ce qu'il faut faire. Si vous voulez vraiment que la démocratie ait lieu à travers des subventions, vous donnez les subventions, vous dites : attribution de subventions point. Ce sont des associations, ce sont des radios associatives qui sont territoriales, et il est sûr et certain qu'elles vont la faire la promotion de Montpellier. Mais comme vous voulez qu'on parle de vous, de vous, de vous, de vous parce qu'il y a pas assez de photos de vous à Montpellier, vous en voulez encore toujours plus.

Monsieur le Maire : Mais vous êtes jalouse, ma parole.

Sabria BOUALLAGA : Oui. Je suis jalouse, si vous voulez. Peut-être. Moi, je suis pour les Montpelliérains, pas pour ma gueule, comme vous.

Monsieur le Maire : Merci pour votre intervention constructive.

Pour : 57

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Ne prends pas part au vote : 1 (Perla DANAN au travers de la procuration donnée à Madame CANAUD)

Adopté à la majorité.

21. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Les Amis du Musée Fabre Exposition Déluge de Barthélémy Togo

La Ville de Montpellier porte une politique culturelle ambitieuse et particulièrement dans le domaine de l'art contemporain. Avec une offre de cinq lieux d'exposition dédiés, renforcée par le rayonnement du musée Fabre, Montpellier est aujourd'hui une place forte de l'art en France.

Le Carré Sainte-Anne est l'un des fleurons de cette politique culturelle. Avec plus de 140 000 visiteurs accueillis en 2015, l'espace d'art contemporain municipal se positionne parmi les lieux les plus visités de la région.

Au titre de l'exposition *Déluge* de Barthélémy Togo, la Ville de Montpellier souhaite s'appuyer sur l'expertise de l'association Les Amis du Musée Fabre pour son commissariat.

Une convention de partenariat est donc proposée aujourd'hui, dont les termes sont les suivants :

- Engagement de l'association Les Amis du Musée Fabre :
 - l'écriture et pilotage du projet d'exposition ;
 - l'encadrement de la production de l'exposition ;
 - la supervision du montage et de la présentation au public de l'exposition ;
 - la prise en charge financière des frais liés à l'édition du catalogue d'exposition pour un montant de 14 000 €.
- Engagement de la Ville de Montpellier :
 - la prise en charge financière des frais de production, de communication, de montage de l'exposition, de transports et de l'organisation des événementiels du projet pour un montant estimé à 89 600 € (hors charges de personnel et de bâtiment) ;
 - l'ensemble du suivi budgétaire du projet ;
 - le suivi de la production de l'exposition ;
 - le suivi éditorial du catalogue ;
 - la conception et réalisation des supports de communication ;
 - l'organisation du transport des œuvres ;
 - La prise en charge de l'assurance des œuvres (politique du clou à clou)
 - le montage technique de l'exposition ;
 - l'organisation des événementiels liés au projet (vernissage et journée spéciale).

Cette convention implique également la mention du partenariat sur l'ensemble des supports de communication et publications édités par la Ville de Montpellier et les Amis du Musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Les Amis du Musée Fabre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Monsieur le Maire : C'est la convention annuelle, et là, c'est pour l'Exposition Déluge de Barthélémy Toguo que nous avons inaugurée hier soir. Magnifique exposition.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Ne prend pas part au vote : 1 (Sonia KERANGUEVEN)

Adopté à l'unanimité.

22. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier / La Panacée – Centre de culture contemporaine et l'Aéroport Montpellier-Méditerranée dans le cadre de l'exposition estivale Terminal P

Au titre de la programmation artistique et culturelle de la Ville de Montpellier, la Panacée, centre de culture contemporaine, présente une exposition du 18 juin au 28 août consacrée à l'Aéroport, dans ce qu'il a de concret, mais aussi dans la capacité qu'il a à développer un imaginaire particulier.

L'aéroport Montpellier Méditerranée s'est imposé comme un partenaire indispensable pour connecter l'activité artistique à une réalité de proximité. Il est donc proposé à cet effet la signature d'une convention de partenariat entre l'aéroport et la Ville de Montpellier.

Aux termes de ce partenariat, la Ville de Montpellier s'engage à :

- organiser, mettre en œuvre, et prendre en charge l'installation d'œuvres et / ou de performances au sein de l'aéroport, pour un montant maximum de 13 500 € TTC;
- organiser, mettre en œuvre et prendre en charge une ou des visites « artistiques » de l'aéroport, pour un montant maximum de 5 500 € TTC ;
- mentionner le partenariat avec l'Aéroport Montpellier Méditerranée dans tous ses documents de communication.

L'aéroport Montpellier Méditerranée s'engage à :

- mettre à disposition gracieusement les espaces ciblés de l'Aéroport pouvant accueillir une œuvre, une performance, ou une présentation (pédagogique ou informative) de l'exposition Terminal P ;
- faciliter le travail des services de La Panacée au titre de ce projet ;
- favoriser la relation et la communication entre les artistes en résidence sur un projet d'étude de l'écosystème aéroportuaire avec les services de l'aéroport ;
- valoriser de façon générale les actions mises en place au titre de ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de dire que les crédits correspondants aux dépenses impliquées par ce partenariat sont inscrites au Budget 2016 de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention de partenariat avec l'aéroport Montpellier Méditerranée Métropole, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

23. Autorisation d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication, Service Interministériel des Archives de France) pour l'acquisition d'un manuscrit hébreu du XVe siècle pour les Archives municipales : Commentaires d'Alfasi sur le Talmud par Jonathan ben David Ha-Kohen .

Par délibération n°2015/525 du 17 décembre 2015, la Ville de Montpellier a approuvé l'acquisition d'un manuscrit hébreu du XVe siècle pour les Archives municipales : le Commentaire d'Alfasi sur le Talmud par Jonathan ben David Ha-Kohen de Lunel.

Le montant de l'acquisition de ce manuscrit auprès de la Société des Manuscrits des Assureurs de France s'est élevé à 36 000 €.

Compte tenu de l'importance de ce manuscrit qui atteste de l'exceptionnelle fécondité intellectuelle du judaïsme languedocien aux XIIe et XIIIe siècles, établi principalement dans les villes de Lunel et de Montpellier, il est proposé au Conseil municipal de solliciter le Ministère de la Culture, Service interministériel des Archives de France pour l'obtention d'une subvention.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès du Ministère de la Culture, service interministériel des Archives de France ;
- de dire que le montant de la subvention sera inscrit en recettes sur le budget de la Ville, fonction 903.

Monsieur le Maire : Sur les archives, j'ai été en contact avec un document extraordinaire qui date de la Révolution française, une série de documents d'une quinzaine de volumes que, finalement, nous n'avons pas acquis parce qu'il y avait trop de documents imprimés et pas assez de documents écrits en écriture cursive. Mais, parmi les documents qui étaient dans ces 15 volumes, il y avait l'acte de condamnations à mort du premier maire de Montpellier, Jean-Jacques Louis DURAND. Mais le prix était très, très élevé, 60 000 euros. Voilà. Je sais où il est, je sais qui le possède. Sachez que les actes de ce type ont été imprimés en plusieurs exemplaires aussi. Ce n'est pas le seul qui existe. Mais ça aurait pu être une belle acquisition.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

24. Exonération de frais de publication de documents d'archives

Madame Sabine Teulon-Lardic, docteur en musicologie, effectue depuis 2006 des recherches sur l'opéra-comique et les concerts à Montpellier aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles. En décembre 2013, elle a contribué au numéro 35 du Bulletin historique de la Ville de Montpellier en proposant un article intitulé *Harmonies, fanfares et orphéons à Montpellier (1850-1914) vers une pratique culturelle citoyenne*. Elle est l'auteur d'un ouvrage publié en 2014 aux éditions Symétrie, Lyon, *Inventer le concert public à Montpellier : La Société des concerts symphoniques (1890-1903)*.

Elle souhaite aujourd'hui utiliser cinq documents des Archives municipales pour illustrer deux articles à paraître dans les *Mémoires de l'Académie de Nîmes : Les Noces de Figaro de Mozart remaniées par Castil-Blaze au Théâtre de Nîmes (1818) ou les imbroglios d'un transfert culturel* et dans les *Etudes héraultaises : Entre mutualisme et diffusion musicale, la Mutuelle des Musiciens de Montpellier (1910-1914)*.

Conformément aux tarifs adoptés par délibération n°2015/557 du 17 décembre 2015 le montant des droits de publication de ces cinq documents s'élève à 125 € TTC.

Monsieur Alain Bimar, effectue des recherches sur sa famille et sur l'histoire des transports à Montpellier. La famille Bimar, originaire de Grenoble est installée à Montpellier depuis la fin du XVII^e siècle où elle a fondé au XIX^e siècle une entreprise de messagerie la « Compagnie des Messageries et diligences du Midi ». Il souhaite aujourd'hui utiliser des documents d'archives pour illustrer un ouvrage à paraître : *La Babote et ses diligences*. Imprimé à compte d'auteur cet ouvrage destiné d'abord aux membres de sa famille, à ses amis et aux institutions - Archives Municipales et Musée du Vieux Montpellier notamment - qui ont mis des documents à sa disposition des documents et sera également diffusé dans des librairies locales.

Conformément aux tarifs adoptés par délibération n°2015/557 du 17 décembre 2015, le montant des droits de publication de ces cinq documents s'élève à 125 € TTC.

Compte tenu de l'intérêt de ces publications, il est proposé au Conseil municipal :

- d'exonérer Madame Sabine Teulon-Lardic et Monsieur Alain Bimar du montant des droits de publication ;
- de considérer ces exonérations comme des subventions en nature, qui seront à ce titre inscrites dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs COUR, TRAVIER et de SAINT-JOUAN sortent de séance.

25. Partenariat d'éducation et de prévention routière

Signature d'une convention

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Former très tôt les enfants aux risques routiers permet aussi d'attirer l'attention des parents sur ces questions. Découvrir dès le plus jeune âge que la route est à partager, c'est acquérir des comportements qui permettent de se protéger des dangers de la circulation et de prendre en compte les autres usagers de la route.

Dans ce contexte, la police municipale de Montpellier conduit des actions en matière de prévention routière en direction du public scolarisé au sein des écoles primaires de la ville. La finalité recherchée est avant tout d'améliorer le civisme routier, le respect des règles dès le plus jeune âge et d'endiguer l'insécurité routière.

Ces formations sont dispensées de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont sanctionnées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton. En outre, une formation spécifique «vélo» est réservée aux classes de CM2.

Pour mener à bien ces actions de prévention, la police municipale a développé un partenariat avec l'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault et l'association Mas des Moulins. L'association de Prévention Routière - comité de l'Hérault propose son matériel, ses différents supports pédagogiques et la mobilisation de ses bénévoles.

L'association Mas des Moulins, située au 2452 avenue du Père Soulas met à disposition sa piste d'éducation routière, une salle d'accueil et un plateau sportif.

Ainsi, une convention est proposée par la ville pour déterminer les modalités de ce partenariat qui permettra d'inscrire les actions de prévention routière sur une piste d'éducation routière dédiée, en contrepartie d'une participation annuelle aux frais d'entretien de l'équipement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prélever la participation financière annuelle de 1500 € sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Direction Réglementation et Tranquillité Publique, chapitre 921 ;
- d'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame SANTARELLI, en vous félicitant pour le chat.

Marie-Hélène SANTARELLI : Donc, il s'agit d'une convention entre la Ville, l'association prévention Routière comité de l'Hérault et l'association Mas des Moulins. Donc parmi ses nombreuses missions, la police municipale de Montpellier conduit des actions en matière de prévention et de sécurité routière auprès des élèves des écoles primaires de la Ville. Ainsi, cette année, un peu plus de 2 000 enfants ont pu bénéficier de cette formation qui est assurée par des bénévoles de la prévention routière et par des policiers municipaux. Donc, elles se déroulent sur une piste d'éducation routière qui appartient à l'association Mas Des Moulins, avenue du Père Soulas, qui met également à disposition une salle d'accueil, un plateau sportif et un local de stockage du matériel. Donc, cette convention permet de déterminer les modalités de partenariat et prévoit également une participation financière annuelle de 1 500 euros pour le fonctionnement de ce partenariat.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs TRAVIER et de SAINT-JOUAN entrent en séance. Mesdames BODKIN et KERANGUEVEN sortent de séance.

26. Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique porteuse du Programme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme mutualisateur des crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier, conformément à la convention d'attribution de subvention de fonctionnement signée le 12 janvier 2016 (délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des écoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par le PRE. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE et justifiant une contrepartie financière de 130 000 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette convention, conclue pour l'année 2016, décline les interventions de la Ville relevant du Programme de Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des écoles à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Madame JAMET : Oui, parce que comme je n'ai pas accès à la Commission des Affaires générales, j'étais obligée de prendre quelques renseignements.

Monsieur le Maire : A la Région, Madame JAMET, le groupe Front national a 40 élus. Vous êtes dans toutes les commissions. Ici, il y en a un peu moins.

Madame JAMET : Mais on représente le même nombre d'électeurs. Donc j'ai été obligée de me renseigner auprès de personnes que je considère comme qualifiées, c'est-à-dire des fonctionnaires de l'Education parce que je voulais en savoir un petit peu plus sur ce que vous qualifiez de programmes de réussite éducative. J'ai eu des remarques et des remontées qui m'ont inquiétée. Notamment, je dirais, premièrement, sur le caractère intrusif que certains ont relevé puisqu'il s'avère que, vraisemblablement, les services municipaux se rapprochent, font des enquêtes auprès des services de l'Éducation nationale mais cela interférerait un peu sur ce que l'on pourrait considérer comme étant des compétences de l'Education nationale. C'est le premier sujet. Ils m'ont fait remarquer qu'il y aurait une inefficience de ces processus puisqu'il semblerait que, même s'il s'agit effectivement d'un public en difficultés, défavorisé, mais qui sont quand même souvent favorisés à tout crin et qu'avec la Mairie, quand même, déjà, il y a pas mal de dispositifs qui sont à leur disposition et aussi notamment dans les classes. Il semblerait aussi que les difficultés essentielles tiennent plus, effectivement – et c'est pour ça peut-être que, quelquefois, vous parlez d'intégrer les familles dans ces processus –, au manque de rigueur et les obligations scolaires expliquent souvent, en fait, les difficultés récurrentes que rencontrent certains publics.

Elles me faisaient remarquer, aussi, que la Mairie payait déjà quand même dans le cadre des études, le soir, le suivi de ces enfants. Donc il semblerait qu'il y ait une certaine incertitude sur la détermination des publics, que la Mairie paie déjà et que finalement, aussi, ce qui ne semble pas forcément être très apprécié, c'est que c'est finalement une intrusion sur les compétences qui relèvent directement de l'Éducation nationale. On me faisait relever la difficulté que peut entraîner cette multiplicité des activités où, finalement, par exemple, l'enfant peut justement se perdre. Et quand on a, par exemple en matière de lecture, un référent, la multiplicité des référents ne facilite pas forcément la prise en compte, en tout cas l'apprentissage, par exemple, de la lecture. Evidemment c'est très technique et je ne sais pas si on est là pour parler de ça, mais il semblerait quand même qu'il y a de la part même de l'Éducation nationale quelques réserves.

Et, en conclusion, on m'avait dit que le seul gros avantage que présentaient ces programmes, c'est qu'au lieu d'être dans la rue et de traîner, finalement, ces enfants sont encadrés dans un local avec un référent. Là, ma question est : est-ce que c'est normal qu'on investisse de cette façon puisqu'au bout de tout ça il n'y a pas un projet, il n'y a pas véritablement un résultat. Il y a peut-être une démarche qui part évidemment d'un bon fond – et nous avons aussi bon fond –, mais il me semble que le bon fond justement vise à voir l'intérêt de l'enfant. Donc je souhaiterais savoir quelles sont les réponses à ces questions et si, véritablement vous ne pensez pas que vous interférez dans un secteur qui appartient essentiellement à l'éducation qui coûte cher et qui n'est peut-être pas forcément payé de réussite.

Isabelle MARSALA : Merci de cette occasion de parler de la Caisse des écoles qui est un organisme qui est cher à mes yeux et à ma fonction. Donc, pour resituer, la Caisse des écoles est un établissement public local autonome – statut particulier – qui a en charge la gestion du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier. Elle a pour objet de favoriser l'égalité des chances et d'accompagner depuis l'école maternelle jusqu'au terme de la scolarité obligatoire ceux des enfants et adolescents vivant sur les 12 quartiers prioritaires de la politique de la Ville qui présentent des signes de fragilité.

C'est donc un organe essentiel du travail sur l'équité scolaire. Ses domaines d'action sont la santé, les clubs lecture, le décrochage scolaire. C'est un accompagnement qui est fait. Je ne pense pas que l'Education nationale pense que nous sommes sur leur terrain vu que c'est un travail que nous menons avec eux. La Caisse des écoles et la PRE sont composées de membres de la CAF, de l'Education nationale et de la Ville. Donc c'est ensemble que nous prenons les décisions sur les dossiers à traiter, c'est ensemble que nous le budgétisons et c'est ensemble

que nous suivons l'évolution année par année de ce procédé, qui donne de très bons résultats sur les quartiers, sur les coups de pouce et sur la prévention santé où, là, nous avons vraiment une visibilité d'année en année. Nous les avons d'ailleurs reçus parents, familles et personnels enseignants accompagnant ce projet, il y a une dizaine de jours à la mairie pour fêter la fin des projets. Ma foi c'était une très belle fête autour des enfants. Avec, réellement, je pense, un supplément de possibilité d'équité pour ces enfants.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à la majorité.

27. Ajustements aux attributions de subventions pour des projets associatifs d'activités périscolaires.

Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 166 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires.

Il convient maintenant de réaliser des ajustements pour s'adapter à la capacité des associations de mettre effectivement en place les projets prévus.

1/ Annulations de subventions :

Lors de la mise en place des ateliers à la rentrée scolaire, certains projets ne pourront pas être réalisés tels que prévus par la délibération du 28 Avril. En conséquence, il convient d'annuler les projets suivants :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
	CODES	Projet contes	2700
6541	Association Méamuse	Alimentation saine et durable	1000
	Total		3700

2/ Attributions de subventions :

Afin de compenser les quelques projets annulés et au-delà de répondre aux besoins des écoles dans le cadre des provisions disponibles, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom de l'association	Nom du projet	Montant
432	Association des Pupilles de l'Enseignement Public AD PEP 34	Animation des TAP	18600
6525	Art et Transformation	Témoin de vie	2500
5727	Association En Jeux	Utiliser le jeu de société	7450
6017	La Vie en Danse	Atelier de chant musique du monde	5400
6541	Association Miamuse	Alimentation saine et durable	1000
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour Tous Hôpitaux Facultés	2000
5305	La Maison Théâtre	Théâtre et égalité filles et garçons	1400
6150	M(art)mot	Initiation à l'archéologie	2600
4144	MUC Vacances	Temps périscolaires éducatifs	9300
1783	Octopus expression	Théâtre patrimoine et citoyenneté	3400
3921	Paroles vivantes	Ateliers d'écriture	6000
38	Radio Aviva	Initiation à la radio	6750
950	Méditerranée Métropole UC	Activité natation périscolaire	1500

	Natation		
1949	Association Théâvida	Arts visuels d'Amérique Latine	2200
1225	Montpellier Méditerranée Futsal	Activités périscolaires	7900
	Total		78000

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- de prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2016 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur COUR entre en séance. Madame AYACHE et Monsieur YOUSSEUS sortent de séance.

28. Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2016

Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale et Directrice des Services départementaux de l'Education nationale de l'Hérault informe la Ville que, compte-tenu des effectifs scolaires et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (C.T.S.D) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (C.D.E.N) réunis le 8 mars 2016, il a été arrêté des mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Madame la Directrice Académique des services de l'Education nationale demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

LES OUVERTURES DE CLASSES

Ouverture de postes dans les écoles Primaires

Ecole F.MITERRAND :	ouverture du 6 ^{ème} poste en maternelle
Ecole W.CHURCHILL :	ouverture du 10 ^{ème} poste en élémentaire (confirmation)
Ecole O. DE GOUGES :	ouverture du 10 ^{ème} poste en élémentaire (fléchée occitan)
Ecole SCHOELCHER :	ouverture du 9 ^{ème} poste en élémentaire
Ecole L Van BEETHOVEN :	ouverture des 6 ^{ème} et 7 ^{ème} postes en élémentaire
Ecole A.MALRAUX :	ouverture des 4 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} postes en maternelle et des 4 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} postes en élémentaire. (4 postes confirmés sur les 6 créations).

Soit l'ouverture de 12 postes

Ouverture de postes dans les écoles élémentaires

Ecole M SEVIGNE :	ouverture du 6 ^{ème} poste
Ecole L. ARMSTRONG :	ouverture du 11 ^{ème} poste.
Ecole F. RABELAIS :	ouverture du 14 ^{ème} poste (fléché chinois)
Ecole A.BALARD :	ouverture du 9 ^{ème} poste
Ecole ROOSEVELT :	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole LANGEVIN :	ouverture du 7 ^{ème} poste.

Soit l'ouverture de 6 postes

Fermetures de postes dans les écoles primaires :

Ecole FRANCK/DICKENS : fermeture d'un poste en école primaire

Création de postes Plus de maîtres que de classes :

Ecole M.BLOCH	ouverture d'un poste
Ecole S SENGHOR	ouverture d'un poste
Ecole LOUVILLE	ouverture d'un poste
Ecole BOLIVAR	ouverture d'un poste
Ecole DIDEROT	ouverture d'un poste
Ecole SAVARY	ouverture d'un poste
Ecole O. DE GOUGES	ouverture d'un poste

Fusion de deux écoles élémentaires :

Ecole Dante ALIGHIERI et l'école SUN YAT SEN (10 classes)

Sections internationales Anglais :

Ecole DELTEIL :	transformation d'une classe déjà existante.
Ecole BAUDELAIRE :	transformation d'une classe déjà existante.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la Ville prévoit la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique et d'animateur en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

Après étude il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable aux 18 ouvertures de classes ;
- d'émettre un avis défavorable à la fermeture d'une classe à l'école Franck/Dickens ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Isabelle MARSALA : Nous demandons, bien sûr, de voter pour l'ouverture des postes et de refuser la fermeture de postes.

Monsieur le Maire : On peut dissocier si vous voulez, c'est mieux.

Michael DELAFOSSE : C'est mieux, et je me permettrais d'appuyer sur un point car nous avons un avis à donner. Cette délibération est quand même globalement une bonne nouvelle pour les Montpelliérains, pour l'Education nationale, parce que se concrétise la volonté politique qui a été faite depuis 2012, de faire de l'éducation la priorité de la nation. En effet, le dispositif "plus de maîtres que de classes" se met en place cette année dans les écoles de Montpellier. Et ça, c'est un changement tangible pour accomplir l'acte éducatif auprès des enseignants. Premier point.

Deuxième point, sur lequel je souhaiterais, nous souhaiterions, au nom du groupe Socialistes, Ecologistes et Progressistes, attirer l'attention c'est sur deux écoles de la ville, situées à l'ouest, autour du collège Las Cases, où se met en place en primaire un dispositif bilingue qui permettra d'accompagner la transformation de l'offre de formation sur Las Cases - Claudel pour pouvoir accroître une offre d'enseignement international qui s'inscrira plus tard ensuite dans le lycée Jules Guesde. C'est un élément extrêmement positif qui permettra autant aux élèves du dispositif REP et à d'autres de pouvoir bénéficier de cela. Nous tenions à publiquement le signaler. Les créations de postes d'enseignants faites au niveau national, concrètement, arrivent dans les écoles de Montpellier, et c'est une très bonne chose.

Monsieur le Maire : Oui, je partage ce point de vue et je rajoute aussi, Monsieur DELAFOSSE, le fait que nous ayons consacré cette année à notre budget municipal des sommes considérables pour rénover les écoles de Montpellier. Et à en croire toutes les manifestations que nous avons créées dans chaque quartier pour les réunions de quartier, les Montpelliérains y sont très sensibles. Lorsque nous avons présenté, chaque fois, avec Isabelle MARSALA, tous les projets de rénovation des écoles, franchement, on a eu un accueil qui était assez formidable dans chacune de ces réunions de quartier. C'est bien de pouvoir le dire parce que c'est bien que plusieurs postes soient créés et nous sommes très sensibles à cela mais c'est bien, aussi, que les locaux soient en état pour pouvoir les recevoir.

Isabelle MARSALA : Je voulais juste ajouter qu'il est évident que, pour chaque nouvelle classe qui est demandée, l'Education nationale nous propose le poste et la Ville suit, en travaux, derrière, pour pouvoir adapter une salle à devenir salle de classe. Donc, c'est réellement un travail qui doit se faire en concertation.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BODKIN entre en séance.

29. Extension et Réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve)

L'école maternelle Pape Carpentier abrite 8 classes depuis plusieurs années, alors qu'elle est conçue pour 6 seulement. Elle est donc actuellement en déficit de locaux car les classes supplémentaires sont prises sur certaines fonctions de l'école qui ont dû être supprimées ou réduites : salle de motricité déportée à 150m de l'école, dortoirs insuffisants, réfectoire trop petit et manque de locaux annexes (bureaux du personnel) entraînant des dysfonctionnements.

Par ailleurs, l'observatoire démographique scolaire fait apparaître un besoin sur ce secteur (y compris Petit Bard) d'une classe maternelle supplémentaire en 2021, de deux en 2022 et de trois à partir de 2024.

Au cours du 1^{er} trimestre 2016, une opportunité s'est présentée pour acquérir, via une procédure de préemption, un terrain voisin avec maison d'habitation.

Ainsi, les conditions sont réunies pour procéder à la construction d'un nouveau bâtiment qui permettra d'accueillir 3 nouvelles classes, de créer les fonctions annexes associées (900 m² de surface de plancher), et de procéder au transfert de deux classes afin de retrouver des conditions optimales d'apprentissage.

Au préalable, la maison d'habitation située sur le terrain acquis sera démolie.

Le nouveau bâtiment sera opérationnel pour la rentrée de septembre 2019.
A cet horizon, l'école maternelle Pape Carpentier proposera donc 11 classes.

Le programme général de cette opération comprend donc :

- la construction d'un bâtiment accueillant :
 - 5 classes auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (salle de motricité, salle de repos, sanitaires, ...)
 - Une cour.
- la réhabilitation ponctuelle du bâtiment existant en vue :
 - d'agrandir l'espace restauration et de créer un office complémentaire
 - d'améliorer les conditions de travail du personnel (salle des professeurs, bureaux, ...).
 - de mettre l'ensemble du site en accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 4 candidats retenus conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 89 dudit décret. Il sera composé des membres de la commission d'appel d'offres et de personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentant au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 11 000 € HT aux candidats admis à concourir.

Enfin, la conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Le coût global de l'opération est estimé à 4 millions d'euros TTC.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme (permis de démolir et permis de construire), et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Après étude, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- de décider que les quatre candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 11 000 € H.T. par équipe ;
- de passer avec le lauréat du concours un marché public pour une mission complète de maîtrise d'œuvre ;
- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes (permis de démolir, permis de construire).

Monsieur le Maire : Oui, c'est un joli sujet sur Celleneuve. Nous avons repéré avec Isabelle et les services d'urbanisme une maison attenante à l'école Pape Carpentier qui avait besoin de s'agrandir. Nous l'avons acquise et nous l'avons transformée en petite école.

Isabelle MARSALA : Effectivement, c'est un joli projet. Il y a quelque temps, nous avons parlé dans ce conseil municipal du problème des inscriptions scolaires sur l'école Pape Carpentier avec des familles qui étaient fortement mécontentes de devoir envoyer les enfants plus loin car l'école Pape Carpentier, comme je vous l'avais expliqué à ce moment-là, est réellement, même, au-delà du quota qu'elle devrait accueillir. Il s'est trouvé que, très rapidement alertés par le Comité de quartier qui mène un très beau travail sur le quartier de Celleneuve, nous avons eu connaissance d'une maison se trouvant juste en face de cette école maternelle qui était en vente.

Là, nous avons pu rallier avec les services de la Ville concernés et nous avons pu bloquer cette vente et l'acter pour la Ville afin de faire une extension qui va nous permettre de soulager l'école Pape Carpentier d'un certain nombre de problèmes connus aujourd'hui.

C'est-à-dire qu'elle n'a plus de salles d'activités, c'est une école qui est vraiment au complet. Et là, nous allons pouvoir faire trois salles de classes supplémentaires, ce qui entraîne naturellement des travaux, aussi, dans l'école Pape Carpentier elle-même pour réadapter et nous allons pouvoir avoir une possibilité de garder les enfants de Celleneuve sur ces écoles pendant visiblement, d'après nos études, 3 à 4 ans supplémentaires, sans qu'apparaisse réellement de nouveau le problème de changement de carte scolaire.

Monsieur le Maire : Merci. Personne ne souhaite intervenir ? C'est dommage, c'est un beau sujet en accord avec les populations, le quartier. Là, personne ne dit rien. C'est normal.

Jean-Luc COUSQUEUR : Permettez-moi juste d'évoquer un souvenir personnel : lorsqu' il y a 25 ans à peu près je suis arrivé sur la ville de Montpellier, le premier problème qu'on m'a donné à résoudre, c'était l'école maternelle Pape Carpentier et j'ai traîné ce sujet pendant 10 ans. Je pense que, véritablement, là, on pourra faire une grande fête dans le quartier de Celleneuve parce que cette extension jusque-là impossible le devient maintenant et nous réalisons le rêve de plusieurs générations de parents de Celleneuve. Je crois qu'ils vous remercieront beaucoup.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

30. Rénovation de la toiture des écoles maternelle CHAPTAL et élémentaire Jeanne d'ARC - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Dans le cadre de sa politique de maintenance des bâtiment scolaire, la Ville de Montpellier a décidé de rénover la toiture des écoles CHAPTAL et Jeanne d'ARC, sises 9 boulevard des Arceaux à Montpellier.

Ces travaux seront réalisés par l'entreprise titulaire du marché à bon de commande attribué par la Ville de Montpellier pour les travaux de réfection des bâtiments communaux, en juillet et août 2016, pour un montant total estimé à 120 000€.

L'exécution de ces travaux nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de la rénovation de la toiture des écoles CHAPTAL et Jeanne d'ARC ;
- de dire que la dépense est inscrite au Budget 2016 de la Ville de Montpellier, section Investissement, fonction 90211, nature 21312 ;
- d'autoriser le dépôt du dossier de déclaration préalable auprès des services compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer la déclaration préalable et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame KERANGUEVEN entre en séance.

31. Rénovation de la toiture de l'école élémentaire GAMBETTA- Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Dans le cadre de sa politique de maintenance des bâtiments scolaires, la Ville de Montpellier souhaite rénover la toiture de l'école élémentaire GAMBETTA sise, 20 rue des soldats 34000 Montpellier.

Ces travaux seront réalisés par l'entreprise titulaire du marché à bon de commande attribué par la Ville pour la réalisation des travaux de réfection des bâtiments communaux, en juillet et août 2016, pour un montant total estimé à 50 000€ TTC.

L'exécution de ces travaux nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de la rénovation de la toiture de l'école élémentaire GAMBETTA ;
- de dire que la dépense est inscrite au BP 2016, section Investissement, fonction 90212, nature 21312 ;
- d'autoriser le dépôt du dossier de déclaration préalable auprès des services compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer la déclaration préalable et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

32. Réfection de la façade de l'école Francis GARNIER -Déclaration préalable

Dans le cadre de travaux de maintenance et de rénovation, l'école maternelle Francis GARNIER, sise 2 rue Général René dans le quartier Centre, nécessite certains travaux. Il convient en effet de procéder à la rénovation des façades, ceci pour améliorer l'isolation et l'étanchéité des bâtiments.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville concernant les travaux de réfection dans les bâtiments communaux, durant l'été 2016, pour un montant de 60 000€. Cette somme est inscrite au Budget primitif 2016 de la Ville de Montpellier.

La réalisation de ces travaux nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver la rénovation des façades de l'école maternelle Francis GARNIER ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2016, section investissement, fonction 902211, nature 21312 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Isabelle MARSALA : Très rapidement, sur les trois dossiers que nous venons de passer, je voudrais juste vous donner une petite idée sur le travail du service technique de maintenance des écoles. Il travaille sur 123 écoles, 72 sites, et il y a eu cette année 7 100 interventions annuelles des ateliers. Et il faut savoir que c'est un budget de travaux et de maintenance uniquement de 8 006 240 euros. Voilà, donc, c'est très important. C'est un service qui

travaille au quotidien sur les écoles qui est au courant de tout le patrimoine immobilier scolaire qui est un gros Patrimoine pour la Ville. Et qui fait un travail remarquable. Là, les trois dossiers présentés sont les très gros travaux qui seront engagés l'année prochaine avec grande nécessité.

Monsieur le Maire : La Ville de Montpellier s'occupe des petits Montpelliérains, dans toutes les écoles de chacun des quartiers.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

33. Avenant à la convention tripartite d'objectifs et de financement pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » Cession de la convention de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Grand Sud

Par délibération du 23 juillet 2015, le Conseil municipal a autorisé la signature d'une convention tripartite passée entre la Ville, la Caf de l'Hérault et la Mutualité Française Hérault pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » située dans la ZAC des Grisettes à Montpellier.

Cette convention tripartite définit les conditions dans lesquelles la Ville et la CAF s'engagent à apporter temporairement une aide financière exceptionnelle pour le fonctionnement du multi-accueil « Les Petites Mayas » ainsi que les modalités de fonctionnement et d'offres de services proposés par la structure. Elle est conclue du 1^{er} septembre 2015 au 31 décembre 2017.

Cette action a été inscrite au Contrat Enfance Jeunesse 2015 - 2018 et, à ce titre, permet à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

A compter du 1^{er} janvier 2016, une nouvelle union territoriale dénommée « Mutualité Française Grand Sud, Services de Soins et d'Accompagnement Mutualistes » (SSAM) a été créée, dans un cadre juridique et fiscal adapté. La Mutualité Française Grand Sud se substitue ainsi à la Mutualité Française Gard, la Mutualité Française Hérault et la Mutualité Française Pyrénées Orientales. Par l'effet de cette fusion-absorption, la Mutualité Française Grand Sud devient donc le nouveau titulaire de la convention tripartite pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas ».

L'avenant ci-joint a donc pour objet la cession de la convention tripartite d'objectifs et de financement pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Grand Sud, qui s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant de la convention initiale. Les clauses et conditions de la convention tripartite initiale restent inchangées.

Après étude, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du changement du contractant de la convention tripartite susvisée suite au transfert de l'activité ;
- de prendre acte de la cession de la convention tripartite pour le fonctionnement de la crèche « Les Petites Mayas » de la Mutualité Française Hérault à la Mutualité Française Grand Sud ;
- d'approuver les termes de l'avenant à la convention tripartite;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Titina DASYLVA : Mes chers collègues, il s'agit dans cette affaire de prendre connaissance du changement de titulaire de la convention CAF, Ville et Mutualité française. En effet, depuis le premier janvier 2016, une nouvelle union territoriale dénommé Mutualité française Grand Sud, services de soins et d'accompagnement mutualiste SSAM a été créée dans un cadre juridique et fiscal adapté. La Mutualité française Grand sud se substitue ainsi à La Mutualité française Gard et Hérault ainsi qu'à celle de Pyrénées-Orientales. Et, par cet effet d'absorption, devient notre nouveau partenaire dans le cadre de la convention tripartite qui nous liait à la CAF également.

Monsieur le Maire : La crèche battait de l'aile, nous l'avons aidée. Oui parce qu'elle a été fermée 6 mois. Mais, là, tout le monde s'en fout.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

34. Travaux de rénovation dans les établissements de la petite enfance en 2016 - Approbation et demande de subvention

Dans le cadre de sa politique de la petite enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'exécuter durant l'année 2016, des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes-garderies pour un montant de 343 000 € HT et a inscrit les sommes nécessaires à son budget primitif 2016.

Ces travaux permettront aux jeunes enfants accueillis dans les établissements concernés, de bénéficier de locaux et d'aménagements de cour plus confortables et sécurisés, notamment en matière de confort d'été et répondant aux préconisations qualitatives des services de la protection maternelle infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2016 est constitué des opérations suivantes :

Etablissement	Libellé des travaux	Montant HT
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Pose de jeux	33 333,33
Crèche Antigone	Aménagement sanitaires bébés, petit couloir, peinture skydôme	30 000,00
Crèche Louise Guiraud	Rénovation vestiaires, local poussettes, peinture skydôme et pose de store	30 000,00
Halte-garderie Mowgli	Création d'un local de stockage des couches	8 333,33
Crèche Robin des bois	Protection brise soleil, peinture locaux	8 333,33
Crèche Sept nains	Peinture locaux	8 166,66
Halte-garderie les Chats Bottés	Aménagement salle de change, peinture locaux, pose brise soleil	16 916,67
Crèche Galineta	Peinture skydôme, baies coulissantes	22 500,00
Halte-garderie Les Copains d'abord	Peinture skydôme et dégagement	3 000,00
Crèche Pouzin	Rénovation de la buanderie, lingerie et hall d'accueil	10 000,00
Crèche Petit Prince de Boutonnet	Rénovation des peintures, pose de stores, garde corps et porte coulissante	34 166,67
Crèche Dolto	Garde corps, tour d'arbres, peinture skydôme et locaux	17 166,67

Halte-garderie Bouton d'or	Pose de tour d'arbres et de banc	7 916,67
Halte-garderie Europa Assas	Peinture sas, et vestiaires, création de portes coulissantes	3 333,33
Divers établissements	Mise en conformité des jeux	33 333,33
Divers établissements	Mise en conformité électrique et sécurité incendie	25 000,00
Divers établissements	Travaux imprévus	41 666,67

Afin de ne pas entraver la continuité du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2016 durant la période de fermeture des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2016, section investissement, fonction 9064, nature 21318 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents, notamment la Caisse d'Allocations Familiales ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

35. Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2016 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **6 150 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Loïs VITTE, étudiant

«NEENBULLE» : création d'un espace scénique mobile

Production culturelle

Montant proposé : **800 €**

Marion FILLOQUE, étudiante
« Les âmes sœurs » : création d'un court-métrage
Production culturelle
Montant proposé : **1 500 €**

Simon CRABOT, en recherche d'emploi
« MOWUKIS » : enregistrement d'un album
Production culturelle
Montant proposé : **2 000 €**

Rémi SCOTTO di LIGUORI, étudiant
« Partage de l'eau en Afrique du Sud » : action de sensibilisation
Destination monde
Montant proposé : **400 €**

Pauline BERGEON, service civique
« Collaboration Akpro-Misséréty / Montpellier » : exposition photo dans le cadre de la quinzaine des Tiers Mondes
Vivre Ensemble à Montpellier
Montant proposé : **250 €**

Thierry ESCOLAR, étudiant
« Etre grand, c'est soutenir une grande cause » : exposition photo dans le cadre d'une rencontre avec les jeunes réfugiés et migrants à Palerme
Production culturelle
Montant proposé : **1 100 €**

Séphora DJOUFELKIT, étudiante
« A la conquête du savoir », soutien scolaire, action citoyenne
Vivre Ensemble à Montpellier
Montant proposé : **100 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **6 150 €** ;
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits au Budget 2016 de la Ville, fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56
Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Abstentions :
Adopté à la majorité.

36. Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé
Approbation des redevances minorées

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès d'associations à vocation sportive du territoire, en procédant à la signature de conventions spécifiques.

Conformément à la décision de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs qui s'est déroulée le 4 Mars 2016, il est donc proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour les 2 associations déclinées dans le tableau ci-joint, jusqu'au 31 Décembre 2016.

Considérant l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, il est proposée d'appliquer une redevance minorée.

Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Arsenal Croix d'Argent Football Club	Stade Gil Fayard Rue Bourvil	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
Foot T3M	Stade Gil Fayard Rue Bourvil	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
TOTAL		10 800.00	70.00	10 730.00

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
A.K. SPORT	Salle des Gênes - 415 rue des Baléares	29 025,00 €	35 €	28 990,00 €
Agglomération Montpellier Sports d'Orientation de l'Hérault	Maison du Lez- Allée Alégria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Amitié Partage et Citoyenneté	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	2 700,00 €	35 €	2 665,00 €
Association Aéroclub Hérault Languedoc- Rousillon	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Football Club Petit Bard	Stade Rachid Malla , av P. Rimbaud	11 835,00 €	35 €	11 800,00 €
Football Club Petit Bard	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
Gély Sport Club House	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture	5 400,00 €	35 €	5 365,00 €
Génération Taekwondo	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 800,00 €	35 €	1 765,00 €
Les Chevaliers de la Gaulle Montpellier Pêche	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Languedoc Cyclisme	Maison du Lez allée Alegria Beracasa	1 320,00 €	35 €	1 285,00 €
Montpellier Petit Bard Futsal	Salle du Petit Bard - rue Paul Rimbaud	1 440,00 €	35 €	1 405,00 €

Mouvements Citoyen	Salle du Petit Bard rue Paul Rimbaud	1 710,00 €	35 €	1 675,00 €
Montpellier Aqualove Sauvetage	allée Alegria Beracasa « Maison du Lez	1 430,00 €	35 €	1 395,00 €
TOTAL		63 740,00	490,00	64 370,00

Par ailleurs, une mission d'audit des locaux associatifs a été confié au cabinet Ernst & Young, afin d'effectuer un état des lieux des procédures d'attribution et proposer des axes d'amélioration quant au suivi administratif et financier des conventions signées.

Sur la base des préconisations formulées par l'audit, la Ville de Montpellier s'est engagée à harmoniser le suivi administratif et financier et apporter une vérification régulière de l'utilisation des locaux attribués.

A ce titre, et selon les modalités décrites ci-avant, il est proposé d'attribuer pour 2016 un local pour l'association « Hortus Pétanque », décrite dans le tableau ci-joint, dont la convention peut être renouvelée jusqu'au 31 Décembre 2016.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Hortus Pétanque	Boulodrome Hortus Pétanque Rue de Bari	5 670,00 €	35 €	5 635,00 €
TOTAL		5 670.00	35.00	5 635.00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MARTIN (avec la procuration de Monsieur MAJDOUL) sort de séance.

37. Adoption de l'avenant opérationnel et financier du Contrat de Ville 2015-2020

Le contrat de Ville de Montpellier (contrat cadre) a été signé le 10 juillet 2015. La stratégie élaborée et partagée par tous les partenaires est organisée autour des 3 piliers de la loi Lamy et des principes intégrateurs de la nouvelle politique de la Ville de la Métropole de Montpellier. Les 20 partenaires signataires ont identifié 7 priorités stratégiques qui traduisent un engagement politique fort et partagé pour le contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces 7 priorités sont les suivantes :

- Rapprocher les activités économiques des quartiers ;
- Responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion ;

- Mobiliser l'ensemble des communes et des quartiers de la Métropole en faveur d'une véritable mixité de l'habitat, afin de contribuer à l'équilibre social du territoire ;
- Renforcer la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle au collège ;
- Engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier sud Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement ;
- Promouvoir l'attractivité des quartiers par des actions coordonnées et efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés ;
- Valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyen de la Métropole.

11 enjeux viennent traduire ces 7 priorités et constituent l'amorce de la déclinaison opérationnelle, objet de l'avenant soumis à l'approbation du Conseil. Ce dernier a été présenté aux signataires du contrat de Ville, en présence des représentants des 12 conseils citoyens nouvellement désignés, à l'occasion du comité de pilotage du 2 juin 2016.

L'avenant du contrat de Ville complète le contrat cadre sur les points suivants :

- La déclinaison opérationnelle par programme d'actions, des enjeux identifiés dans le contrat cadre ;
- La définition de la gouvernance et de l'ingénierie du contrat de Ville ;
- Les modalités de fonctionnement des conseils citoyens ;
- Et les engagements financiers des signataires.

La déclinaison opérationnelle

15 ateliers réunissant des institutionnels et le cas échéant des opérateurs de terrain experts, ont travaillé avec l'objectif de décliner plus précisément les 11 enjeux en fiches opérationnelles, définissant en particulier les objectifs et résultats attendus, le ou les pilotes qui sera ou seront en charge de s'assurer de la mise en oeuvre effective des actions, et les partenariats à mobiliser.

75 fiches opérationnelles ont été coconstruites et corédigées et leur contenu compilé dans un tableau – base de la future maquette financière. Elles trouvent leur sens autour de 5 objectifs opérationnels constituant un fil rouge:

- Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers, avec la volonté de coordination et de mise en cohérence ;
- Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;
- Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale ;
- L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant,
- L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Les conseils citoyens

Les conseils citoyens, issus de la Loi Lamy, sont une instance de démocratie participative, mise en place à l'initiative des Collectivités et de l'Etat. L'objectif qui est au coeur de la définition des conseils citoyens est le recueil du point de vue, de « l'expertise d'usage » de l'habitant. 12 conseils citoyens ont été mis en place à Montpellier. Chacun s'est créé en association. Tous sont composés, d'une part, d'un collège d'habitants à parité et majoritaire, tiré au sort le 28 avril 2015 pour 2/3 et 1/3 d'habitants volontaires et, d'autre part, d'un collège d'associations et d'acteurs socio-professionnels exerçant leur activité dans le quartier prioritaire et n'ayant pas de lien avec l'un des acteurs institutionnels déjà représentés au sein des instances du contrat de Ville. Les conseils varient entre 20 et 40 personnes en fonction du nombre d'habitants du quartier. Chaque conseil a désigné 2 représentants pour siéger au comité de pilotage.

Pour assurer leur bon fonctionnement, des locaux, du mobilier, des équipements en matériel informatique et téléphonique sont mis à disposition de chacun d'entre eux par la Métropole ainsi qu'un financement pour leur fonctionnement (délibération du 14 avril 2016).

La gouvernance et l'ingénierie du contrat de Ville

L'organigramme du système de gouvernance approuvé lors du comité de pilotage du 17 décembre 2014 est complété pour la conduite opérationnelle du contrat de Ville. Huit groupes de travail projet seront mis en place pour impulser et suivre la mise en oeuvre opérationnelle du contrat de Ville. Ils seront garants de l'articulation avec les dispositifs intégrés au contrat de Ville : PRE – NPNRU – Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD), ATI, convention d'utilisation de l'abattement de TFPB...

Ces 7 groupes de travail projet sont :

- Education et parentalité ;
- Dispositif innovant pour l'insertion et l'emploi (PODEM) ;
- Habitat ;
- Renouvellement urbain ;
- Gestion urbaine de proximité (GUP), Prévention de la délinquance, Insécurité ;
- Sport et culture ;
- Accès aux droits et santé.

Des conférences territoriales ainsi que des ateliers participatifs permettront les échanges avec les territoires et particulièrement avec les conseils citoyens.

Un dispositif d'animation et de coordination basé sur une équipe pluridisciplinaire, organisée en grande partie en mode projet, sera mis en place par la Métropole et s'appuiera sur les compétences repérées et les référents désignés par les partenaires du contrat de Ville.

Les engagements financiers

Dans cet avenant, les partenaires s'engagent à quantifier ou à qualifier leurs engagements, déclinés par enjeux. En raison notamment des transferts de compétences prévus par la Loi NOTRE entre le Département et la Métropole, de la mise en oeuvre en cours de la politique régionale intégrant pleinement la fusion des 2 régions initiales, l'année 2016 est considérée comme une année de transition. Un nouvel avenant financier sera élaboré pour la période 2017 – 2018, si les conditions issues de la loi MATPAM et de la NoTRE sont réunies, en particulier celles relatives à l'évolution des collectivités, notamment à leurs périmètres respectifs d'interventions, aux transferts et acquisitions de compétences.

Au-delà des engagements financiers précisés dans la maquette financière 2016 jointe, des ressources pourront être mobilisées pour répondre aux enjeux et aux fiches opérationnelles. La Ville de Montpellier s'engage à mobiliser les crédits inscrits au budget 2016 pour la réalisation des actions s'inscrivant dans les objectifs opérationnels du contrat de Ville.

Un nouveau partenaire a souhaité s'engager auprès des 20 premiers : il s'agit de la SEM ADOMA qui signera cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'avenant opérationnel et financier du contrat de Ville cadre 2015-2020 de Montpellier, annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant opérationnel et financier au contrat de Ville ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

38. Appel à projets - Contrat de Ville - Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2016

La signature du nouveau Contrat de Ville 2015-2020 a été signée par l'ensemble des partenaires le 11 juillet 2015. Son avenant opérationnel et financier est proposé à votre approbation lors de ce conseil. Ce travail a permis d'identifier des enjeux et fiches opérationnels du Contrat de Ville que les partenaires ont souhaité ouvrir à l'appel à projets 2016.

Cet appel à projets était destiné aux acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires retenus dans le cadre du Contrat de Ville de Montpellier : Mosson, Celleneuve, Petit Bard-Pergola, Cévennes, Pas du loup-Val de Croze, Gély, Figuerolles, Vert-bois, Aiguelongue, Pompignane, Près d'Arènes et Lemasson.

Seuls les objectifs dont la réalisation nécessite la mobilisation du milieu associatif ont été ouverts à l'appel à projets. Ils concernaient les 5 axes opérationnels du contrat de Ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- La mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

310 actions, répondant à ces axes opérationnels, ont été proposées par des porteurs de projets auprès des partenaires du contrat de Ville. Pour rappel, la règle du cofinancement des projets proposés au soutien de la Ville de Montpellier conditionne, sauf exception, nos attributions de subventions.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de **251 projets** (contre 235 en 2015 et 202 en 2016) pour un montant total de **820 367 €** (contre 949 593 € en 2015 et 674 520 €).

La présente délibération concerne l'affectation de **subventions**, pour un montant total de **235 700 €**, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires au regard des axes opérationnels du contrat de Ville.

FINANCEMENTS SPORTS				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
5943	Association nouvelle pour la Solidarité au Féminin ANSA	Ateliers sportifs pour toutes	Paillade	2 000 €
5167	Génération Taekwondo	Accès au sport pour tous	Petit Bard - Pergola	1 000 €

789	UFOLEP 34	Sport citoyen 11-17 ans	Petit Bard - Pergola	2 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924				5 000 €

FINANCEMENTS JEUNESSE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU - Territoires de Montpellier	Club de ville en vacances	Gély	1 000 €
1559	Centre de Loisirs des Jeunes - La Paillade	Mini camp et sorties VVV	Paillade	1 000 €
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry	Pas du Loup Val de Croze	2 000 €
409	Jouons en ludothèques	club-jeux ados cité Paul Valéry VVV	Pas du Loup Val de Croze	1 900 €
1281	Kaina Tv	Viens chez moi j'habite à la Paillade	Paillade	3 000 €
2811	Strata'j'M	Rencontres autour du jeu	Figuerolles	1 500 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924				10 400 €

FINANCEMENTS DIRECTION EDUCATION				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
25	Association Les Petits Débrouillards LR	Séjour Scientifique - Petit bard	Petit Bard - Pergola	1 000 €
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes AVEC	Loisirs éducatifs	Cévennes	500 €
		Vacances éducatives	Cévennes	500 €
1201	La Boutique d'Ecriture & Co	Education et parentalité	Ensemble des territoires prioritaires	500 €
		VVV été et Toussaint	Figuerolles	500 €
5971	Brand a part	Le cinéma pour tous - Le ciné-quartier de Figuerolles	Figuerolles	500 €
6183	CDD Chant Dessus Dessous	Parents enfants - Comptines et partage	Ensemble des territoires prioritaires	500 €

1755	CENTRE APAJ	EducaDrive	Gély	500 €
1329	Collège Escholiers de la Mosson - Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Escholiers de la Mosson	Citoyenneté, laïcité et santé	Paillade	500 €
1424	Collège Las Cazes - Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Las Cazes	CLER - Classe Lecture Ecriture Renforcées	Petit Bard - Pergola	500 €
5454	Collège Rimbaud - Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Rimbaud	Favoriser la réussite des parcours scolaires	Paillade	500 €
1469	FRANCAS 34	Centre de loisirs de la Mosson	Paillade	5 000 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque Pergola	Petit Bard - Pergola	500 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque Paul Valéry	Pas du Loup Val de Croze	1 000 €
1810	On a quelque chose à dire Oaqadi	Correspondance radiophonique sur le goût	Celleneuve	500 €
5385	Zadigozinc	Café associatif des enfants	Paillade	1 500 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922				14 500 €

FINANCEMENTS COHESION SOCIALE				
N° asso	Association	Intitulé du projet	Quartier Principal	Proposé
3932	Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education ACLE	Club des jeunes	Cévennes	2 500 €
		Ateliers socio-linguistiques	Cévennes	3 500 €
		Club des femmes - Atelier des savoirs et d'accès à la culture	Cévennes	1 000 €
4449	ACORD PRODUCTION	6ème édition du festival 2+2=5	Paillade	500 €
4360	ACTEURS	Insertion sociale et scolaire grâce au service civique	Paillade	1 500 €
64	ADAGES ESPACE FAMILLE	Le français au quotidien comme vecteur d'intégration	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
64	ADAGES ESPACE FAMILLE	Espace Jeunesse	Lemasson	3 500 €
	Amitié Partage Citoyenneté APC	Projet annuel de l'association Amitié Partage et Citoyenneté (APC)	Petit Bard - Pergola	1 500 €

661	Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes ADIAV	Accueil, écoute, information sur les droits, aide psychologique et orientation des victimes d'infractions pénales	Ensemble des territoires prioritaires	6 500 €
33	Association Euroméditerranéenne pour le Travail et les Echanges AETE	Forum de la création d'entreprise	Paillade	3 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Paillade Nord AJPPN	Guidance socio-économique	Hauts de Massane	3 500 €
		Médiation Sociale et Accès aux Droits	Paillade	3 500 €
		Chantiers loisirs	Paillade/Hau ts de Massane	500 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs - Etablissements Languedoc Roussillon	Ateliers de quartier Montpellier ville	Ensemble des territoires prioritaires	4 500 €
		Espace Ressources Habitat	Paillade	4 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain APIEU - Territoires de Montpellier	Des métiers verts pour mon quartier et pour moi...	Cévennes	500 €
		Espace public, espace intermédiaire, espace privé	Petit Bard - Pergola	1 000 €
		Jardin'âges partagés	Lemasson	1 000 €
2701	Association Le Clos de la Fontaine	Apprendre, c'est savoir et prévenir	Celleneuve	1 000 €
2142	Association Pour l'Insertion des Jeunes par l'Economique APIJE	Femmes VIP (Vers l'insertion professionnelle)	Petit Bard - Pergola	2 500 €
5480	Association pour Toutes	De l'art à la culture	Pas du Loup - Val de Croze	500 €
3473	Association Renaissance Développement Insertion ARDI	Accompagnement socio- éducatif	Hauts de Massane	2 000 €
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le	Aide aux démarches administratives - accès aux droits	Cévennes	1 500 €

	quartier des Cévennes AVEC	Aide Educative auprès des parents	Cévennes	4 000 €
1201	La Boutique d'Ecriture & Co	Bébés bib et chansonnettes / ateliers petite enfance	Figuerolles	500 €
		Citoyenneté et apprentissage du français	Figuerolles	1 000 €
6370	Bien Vivre à Aiguelongue	Partage à Aiguelongue	Aiguelongue	500 €
4955	Centre Culturel International - Musique Sans Frontières	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	Paillade	2 000 €
2726	Carthage	Atelier-musique	Cévennes	500 €
5233	Centre Départemental d'Accès au Droit CDAD	Faciliter l'accès au droit par l'accès à des informations et consultations juridiques gratuites	Celleneuve	3 000 €
1755	CENTRE APAJ	Webactions	Gély	1 500 €
		Médiemploi	Gély	1 500 €
		Atelier Prévention Santé Environnement	Gély	1 800 €
		Accompagnement à la culture	Figuerolles	2 500 €
		Accès aux droits et e-administration	Aiguelongue	2 000 €
6337	Association pour le développement du centre de ressources gardois pour la maîtrise des savoirs de base CEREGARD	Accompagnement à la structuration des offres linguistiques de proximité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole / Phase 1	Ensemble des territoires prioritaires	2 000 €
1464	Césam Migrations Santé Languedoc	Pour une prise en charge de la fragilité psycho-sociale : médiation interculturelle et soutien à la parentalité	Ensemble des territoires prioritaires	5 000 €
		Langage, territoire, pouvoir d'agir	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1330	Comité de l'Hérault d'Education pour la Santé CHES	Unité Mobile d'Addictologie	Celleneuve	500 €

1909	Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault CIDFF	Accès aux droits et médiation familiale	Paillade	5 000 €
2190	Collectif Yves Du Manoir	Médiation et accès au droit	Pas du Loup-Paul Valéry	2 000 €
2432	Compagnie Didier Théron	Allons'Z'Enfants	Paillade	2 500 €
244	CLCV - union locale Consommation Logement Cadre de Vie	Accompagnement des habitants de Cévennes	Cévennes	500 €
		Accompagnement des habitants du Petit Bard	Petit Bard - Pergola	500 €
		Résidence la Pompignane: vers une résidence collaborative	Pompignane	500 €
1424	Collège Las Cazes - Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Las Cazes	Soutenir les apprentissages pour la réussite scolaire	Petit Bard - Pergola	500 €
3125	Collège Les Garrigues - Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Les Garrigues	Construire une culture partagée autour de la littérature jeunesse	Hauts de Massane	500 €
1329	Collège Escholiers de la Mosson - Ecoles du réseau d'éducation prioritaire Escholiers de la Mosson	Jardins partagés, cultures et culture	Paillade	500 €
2776	Déclic Familles	Prévention et accès à la santé des jeunes et des familles en grande difficulté	Ensemble des territoires prioritaires	3 500 €
4773	DeFI Développement de la Formation et de l'Insertion	Accueil, informatio, médiation sociale de proximité	Paillade	4 500 €
		Pôle actions sociolinguistiques	Paillade	1 500 €
3675	ESSOR Savoirs et partage	Vacances et loisirs pour adolescents	Petit Bard - Pergola	500 €
727	Foyer de Jeunes Travailleurs CASTELLANE - HABITAT JEUNES	Boutique Logement Jeunes	Ensemble des territoires prioritaires	2 000 €
650	GAMMES	Ateliers linguistiques - Vers l'accès à l'autonomie et à la connaissance	Paillade	1 000 €

		Projet participatif d'accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles	Ensemble des territoires prioritaires	800 €
5765	H2M	Tremplin pour la Mosson	Hauts de Massane	2 500 €
1043	HOLISME	Le rhombicuboctaèdre de Léonard	Paillade	1 500 €
1968	IDEOKILOGRAMME	Expérience artistique et sociale Armand Gatti	Paillade	500 €
71	i.Projet Echanges Internationaux Culture Citoyenneté i.PEICC	Tiers Lieu Culturel et Artistique	Paillade	4 000 €
		Université du citoyen	Paillade	4 000 €
		Espace projet animation jeunesse	Paillade	2 500 €
		VVV t'es artistique Octobre	Paillade	500 €
369	Institut de victimologie LR	Accompagnements psychologiques de jeunes	Ensemble des territoires prioritaires	1 500 €
296	Jasmin d'Orient	Maîtrise de la langue française	Près d'Arènes	2 500 €
		Accès à la culture et aux sports	Près d'Arènes	2 500 €
4533	Jeunesse sans Frontières	Chantiers citoyens	Paillade	500 €
1281	Kaina Tv	Espace de Création Audiovisuel de Proximité	Paillade	1 500 €
		KAINA TV	Paillade	4 000 €
	La Vista	Actions culturelles du théâtre La Vista	Figuerolles	500 €
3064	Lâche les Mots	On s'anime à la cité	Gély	1 000 €
5951	Le Lait sur le feu	Des paroles pour des images 1.3	Paillade	500 €
		Traces 1,3 / Le Petit Bard fait son cinéma / Passeurs d'images	Petit Bard - Pergola	500 €
4388	Le Passe Muraille	Des jardins partagés au cœur de la Paillade	Paillade	1 000 €
		Chantiers citoyens	Ensemble des territoires prioritaires	10 000 €
		Au fil de l'Hérault et patrimoine	Paillade	500 €

		Mon quartier, ma ville, être citoyen	Paillade	500 €
	Mama Sound	Familiale des Cévennes	Cévennes	1 000 €
29	Montpellier Contacts	Mots croisés 2016	Près d'Arènes	500 €
	Mosaïque Des Hommes et des Jardins	Ateliers jardins adaptés aux seniors fragilisés	Lemasson	1 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial - Le Planning 34	Femmes Santé Citoyenneté	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
		Permanence d'écoute et d'accueil	Paillade	2 000 €
1110	Odette Louise	PASS : Pôle Artistique Social et Solidaire	Celleneuve	2 000 €
1033	PACIM	Génération solidaires à la Mosson	Hauts de Massane	3 000 €
429	Raiponce	Raiponce	Petit Bard - Pergola	2 500 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM	Pratique orale du Français (POF)	Paillade	3 000 €
		La mobilité et la culture par le jeu	Paillade	1 500 €
5249	SOMIS	Médiation administrative et sociale, interprétariat, écrivain public	Ensemble des territoires prioritaires	5 200 €
1068	Secours Populaire Français 34	Jeunesse solidaire et citoyenne	Près d'Arènes	500 €
		Les chemins de la culture et la lutte contre les exclusions	Petit Bard - Pergola	1 000 €
4807	Tin Hinan	Vers une intégration socio-linguistique réussie	Paillade	3 500 €
		Pour lever les freins d'accès à la citoyenneté	Paillade	3 500 €
		Renforcer l'accès aux droits	Paillade	1 500 €
789	UFOLEP 34	Accueil Jeunes Mosson	Paillade	4 000 €
3746	UNI'SONS	Renc' Art	Paillade	1 500 €
		Atelier Hip Hop	Paillade	1 000 €

4163	Via voltaire	Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes	Gély	7 000 €
		Interface	Gély	5 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925				205 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2016 ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente subvention ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Sabria BOUALLAGA : Sur certaines associations, j'aurais eu une question notamment pour Madame YAGUE. Plusieurs associations agissent sur l'ensemble des territoires prioritaires, alors j'aurais souhaité savoir - parce qu'il y en a pas mal - puisqu'elles agissent sur l'ensemble des territoires prioritaires s'il s'agit des 12 zones ou de certaines zones. Ou chacune, une par-ci, une par-là.

Monsieur le Maire : Sur les 12 quartiers prioritaires du contrat de Ville.

Sabria BOUALLAGA : Sur chaque action, par exemple si je prends ADAGES ESPACE FAMILLE, le français au quotidien comme vecteur d'intégration, cette association agit sur les 12 zones ?

Monsieur le Maire : Non. Cela veut dire qu'elle peut intervenir sur les 12 zones.

Sabria BOUALLAGA : Ce serait donc plus cohérent de mettre ADAGES ESPACE FAMILLE si elle intervient sur Figuerolles, sur le Petit Bard, Cévennes, etc. Là, quand on met Amitié Partage Citoyenneté 1 500 euros et ADAGES ESPACE FAMILLE 3 000 euros et qu'ils agissent tous les deux. Le Petit Bard, Pergola, là, c'est plus clair, on voit qu'elle agit sur une zone prioritaire précisément. Effectivement, il y a une différence de subventions qui est en décalage, donc on peut comprendre effectivement que, du coup l'action est beaucoup plus étendue, mais je pense qu'il serait beaucoup plus judicieux de notifier précisément par endroits les zones prioritaires de façon beaucoup plus précise, pour que cela nous permette de voir plus clair.

Annie YAGUE : Quand c'est précisé, c'est exactement ce qui est écrit sur votre tableau. Quand on a précisé la zone d'action c'est qu'elle est ciblée sur un quartier. Quand ce n'est pas précisé, c'est que c'était ciblé sur tous les territoires des quartiers prioritaires. D'autre part, quant au montant des subventions, nous subventionnons des appels à projets qui répondent à un projet, les projets ne sont pas tous de même importance et donc la subvention est donnée en fonction du projet présenté. Ces projets sont étudiés dans le cadre du GIP mais également dans le cadre municipal et dans le cadre métropolitain et dans le cadre du contrat de Ville, bien entendu. Donc c'est un travail commun entre nos institutions, collectivités, et c'est un travail qui se porte sur tous les quartiers prioritaires de la Ville, puisque c'est la Ville qui est porteuse de tous ces quartiers prioritaires.

Monsieur le Maire : A question précise, réponse précise.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

39. Mobilisation pour la défense de l'égalité contre le racisme -

Signature de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Défenseur des droits

La Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et structures œuvrant pour l'égalité des droits et des devoirs, implantées sur son territoire.

Dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations et le racisme, la Ville de Montpellier a aujourd'hui la volonté de travailler de manière partenariale avec le Défenseur des droits.

C'est pourquoi la Ville de Montpellier souhaite rejoindre la mobilisation pour la défense de l'égalité contre le racisme lancée par le Défenseur des droits et adhérer à la plateforme numérique *Egalité contre le racisme*. Par ce biais, le Défenseur des droits propose d'organiser et de coordonner la mobilisation *Egalité contre le racisme* en réunissant sur une même plateforme numérique les initiatives d'alerte, d'action et de réclamation contre tout acte raciste et/ou xénophobe.

Cette plateforme est accessible à l'adresse : <http://www.egalitecontreracisme.fr/>.

Par son adhésion, la Ville de Montpellier s'engage à :

- soutenir la mobilisation *Egalité contre racisme* en informant à titre gratuit le Défenseur des droits, des dispositifs qu'elle mettra en place pour lutter contre l'expression raciste et xénophobe
- à tenir le Défenseur des droits informé de toute évolution du contenu ou des modalités de mise en œuvre de ce (ou ces) dispositifs
- à contribuer matériellement à la mobilisation, en mettant gratuitement à disposition de la campagne de promotion et de la plateforme, ses propres outils et supports de communication favorisant la notoriété de la mobilisation
- à contribuer à l'élaboration d'une stratégie commune d'intervention, en participant, autant que de besoin, aux événements, conférences, ou groupes de travail organisés par le Défenseur des droits dans le cadre de la mobilisation
- à rendre visible le site [egalitecontreracisme.fr](http://www.egalitecontreracisme.fr/) sur une page dédiée de son site.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider la démarche de la Ville de Montpellier dans la mobilisation pour la défense de l'égalité contre le racisme lancée par le Défenseur des droits et son adhésion à la plateforme numérique *Egalité contre le racisme*;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe ou le conseiller municipal délégué, à signer la convention de partenariat entre le Défenseur des droits et la Ville de Montpellier ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Annie YAGUE : Il s'agit d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention de partenariat sans engagement financier. Pour son adhésion, la Ville de Montpellier s'engagerait à soutenir la mobilisation *Egalité contre le racisme* en informant à titre gratuit le Défenseur des droits, des dispositifs qu'elle mettra en place pour lutter contre l'expression raciste et xénophobe, à tenir le Défenseur des droits informé de toute évolution du contenu ou des modalités de mise en œuvre de ce (ou ces) dispositifs, à contribuer matériellement à la mobilisation, en mettant gratuitement à disposition de la campagne de promotion et de la plateforme, ses propres outils et supports de communication favorisant la notoriété de la mobilisation, à contribuer à l'élaboration d'une stratégie commune d'intervention, en participant, autant que de besoin, aux événements, conférences, ou groupes de travail organisés par le Défenseur des droits dans le cadre de la mobilisation, à rendre visible le site [egalitecontreracisme.fr](http://www.egalitecontreracisme.fr/) sur une page dédiée de son site.

France JAMET : Juste une précision puisque nous voterons contre, puisque nous avons été sur ce site et que nous avons trouvé que, comment dire, cette vision du racisme était très partielle et discriminante puisqu'elle est essentiellement à la défense des étrangers et qu'elle ne l'est pas forcément en faveur des Français. Et j' ai noté

aussi qu'elle se fait essentiellement sur un critère de couleur de peau et je ne pense pas qu'on puisse résumer le racisme et la discrimination à ce à ce niveau -là .

Jérémie MALEK : Madame JAMET, je vous propose qu'on aille faire un tour ensemble sur le site, je vous expliquerai certaines choses. Cette convention, Monsieur le Maire, fait suite à votre rencontre avec Jacques TOUBON, le défenseur des droits en novembre dernier. Vous vous étiez engagé, et je vous remercie effectivement d'avoir soutenu cette proposition du Défenseur des droits qui vient s'inscrire pleinement dans la politique de lutte contre les discriminations que vous m'avez confiée et pour laquelle nous œuvrons, avec Annie YAGUE, à travers différents dispositifs et notamment à travers la coalition des villes européennes contre la racisme que nous avons également votée il y a quelque temps au sein de ce Conseil municipal.

Pour : 58

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

40. Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes - Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier - Convention 16/C0309

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et le cas échéant leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Le Conseil Municipal a approuvé par délibération en date du 28 avril 2008, la délégation par le Conseil Départemental de l'Hérault à la Ville de Montpellier de la gestion du Fonds Départemental d'aide aux jeunes. Pour permettre une gestion plus cohérente de ce fonds, la Ville en a transféré la gestion au CCAS par convention votée au Conseil municipal du 28 avril 2008, renouvelable par tacite reconduction. Le CCAS perçoit le remboursement des frais de gestion fixés au titre de l'année N à 4% des dépenses en aides de l'année N-1.

La convention de délégation de gestion a été renouvelée en 2013 et approuvée par le Conseil Municipal le 17 juin 2013.

Conformément aux termes de cette convention, la dotation 2016 fait l'objet d'une convention n°16/C0309, qui se présente comme suit :

- la dotation prévue par le Département au fonds délégué pour l'année 2016 est de 198 000 €,
- la participation de la Ville pour 2016 se monte à 97 000 € et est intégrée à la subvention accordée au Centre Communal d'Action Sociale par la Ville de Montpellier au titre de son budget 2016, soit un montant total de 295 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention n°16/C0309 de délégation de gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes précisant les participations à ce fonds pour l'année 2016 : 198 000 € pour le Département et 97 000 € pour la Ville ;
- d'approuver le transfert de la participation du Département au Centre Communal d'Action Sociale, augmentée des frais de gestion prévus dans la convention qui lie la Ville au Département ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

41. Cœur de Ville en Lumières 2016 - Principes et règlement de parrainage

La Ville de Montpellier, dans le cadre des manifestations de fin d'année et en complément de son marché de Noël sur l'Esplanade Charles de Gaulle et des Illuminations présentes sur l'ensemble du territoire, souhaite à nouveau organiser un évènement nocturne de projections sur différents sites de l'Ecusson.

Fort du succès des éditions 2014 et 2015, cet évènement, aujourd'hui porté par la Ville de Montpellier, se diversifiera encore en 2016 et permettra, au-delà de la mise en valeur du patrimoine architectural du centre ville d'élargir le parcours marchand à travers l'Ecusson pour les habitants et visiteurs.

« Cœur de Ville en Lumières » a également pour objectif, durant la période économiquement cruciale de Noël, de créer un évènement aux retombées économiques et médiatiques pour l'activité commerciale, de constituer un nouvel axe de développement déterminant pour l'économie locale, mais aussi de promouvoir l'image French Tech de Montpellier.

« Le Cœur de Ville en Lumières » se déroulera les 1er, 2 et 3 décembre 2016, et les sites concernés par du vidéo mapping et de la mise en lumière seront :

- L'Arc de Triomphe
- La Préfecture
- L'Eglise Saint Roch
- L'Eglise Saint Denis
- Le Musée Fabre
- L'Eglise Sainte Anne
- L'Arche Jacques Coeur
- L'Hôtel Saint Côme

Une procédure de marché de prestations intellectuelles relative à la conception, production et réalisation de ces projections est actuellement en cours.

Considérant l'intérêt de cette manifestation pour le tissu économique, tout autant que les fortes retombées en termes de communication et de notoriété qu'elle peut générer, la Ville souhaite encore cette année permettre des actions de parrainage afin de faciliter son financement et son organisation.

Les participations financières recueillies donneraient lieu à des contreparties détaillées dans un règlement approuvé par les parrains.

Il convient donc d'approuver le règlement de parrainage qui définit les modalités des contreparties offertes aux partenaires en fonction du montant de leur participation.

Les modalités proposées sont détaillées dans le règlement joint au présent projet de délibération : il précise les obligations du parrain et les trois différents niveaux de parrainage avec les contreparties correspondantes.

Une fois ce règlement approuvé, des conventions seront passées avec chaque parrain pour encadrer les engagements réciproques. Celles-ci seront présentées lors d'un prochain Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de l'organisation de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » pour l'année 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe déléguée à solliciter tout parrainage permettant le financement de l'opération ;
- d'approuver les termes du règlement de parrainage joint en annexe relatif à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » ;
- d'autoriser M. le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Brigitte ROUSSEL-GALIANA : Je félicite mon amie et collègue Dominique MARTIN-PRIVAT, qui est à l'origine de ce projet avec la CCI.

La Ville de Montpellier, dans le cadre des manifestations de fin d'année et en complément de son marché de Noël sur l'Esplanade Charles de Gaulle et des illuminations présentes sur l'ensemble du territoire, souhaite à nouveau organiser un événement nocturne de projections sur différents sites de l'Ecusson. Fort du succès des éditions 2014 et 2015, cet événement, aujourd'hui porté par la Ville de Montpellier, se diversifiera encore en 2016 et permettra, au-delà de la mise en valeur du patrimoine architectural du centre-ville d'élargir le parcours marchand à travers l'Ecusson pour les habitants et visiteurs.

« Cœur de Ville en Lumières » a également pour objectif, durant la période économiquement cruciale de Noël, de créer un événement aux retombées économiques et médiatiques pour l'activité commerçante, de constituer un nouvel axe de développement déterminant pour l'économie locale, mais aussi de promouvoir l'image French Tech de Montpellier. « Le Cœur de Ville en Lumières » se déroulera les 1^{er}, 2 et 3 décembre 2016, et les sites concernés par du vidéomapping et de la mise en lumière seront : L'Arc de Triomphe, La Préfecture, L'Eglise Saint-Roch, L'Eglise Saint Denis, Le Musée Fabre, L'Eglise Sainte Anne, L'Arche Jacques Coeur, L'Hôtel Saint-Côme.

Une procédure de marché de prestations intellectuelles relative à la conception, production et réalisation de ces projections est actuellement en cours. Il faut rappeler que l'année dernière nous avons eu quand même 100 000 personnes en visiteurs. C'est extraordinaire. Cela a redonné du plaisir aux commerçants de Montpellier qui étaient un peu le drapeau en berne, malheureusement suite aux événements de fin novembre. Considérant l'intérêt de cette manifestation pour le tissu économique, tout autant que les fortes retombées en termes de communication et de notoriété qu'elle peut générer, la Ville souhaite encore cette année permettre des actions de parrainage afin de faciliter son financement et son organisation. Les participations financières recueillies donneraient lieu à des contreparties détaillées dans un règlement approuvé par les parrains.

Il convient donc d'approuver le règlement de parrainage qui définit les modalités des contreparties offertes aux partenaires en fonction du montant de leur participation. Les modalités proposées sont détaillées dans le règlement joint au présent projet de délibération : il précise les obligations du parrain et les trois différents niveaux de parrainage avec les contreparties correspondantes. Une fois ce règlement approuvé, des conventions seront passées avec chaque parrain pour encadrer les engagements réciproques. Celles-ci seront présentées lors d'un prochain Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le principe de l'organisation de ces manifestations.

Monsieur le Maire : Nous avons là mentionné huit façades qui vont recevoir Cœur de Ville en Lumières. Avec Madame MARTIN-PRIVAT nous essaieront de positionner deux façades supplémentaires, si nous le pouvons, c'est-à-dire faire un total de dix façades sur le centre-ville. Je crois que ça sera très beau, une fois de plus. Madame MARTIN-PRIVAT parlez-nous aussi de la façon dont est financée l'opération parce que c'est quand même un gros travail pour vous et pour l'ensemble des services de la Ville.

Dominique MARTIN-PRIVAT : Les deux façades supplémentaires dont vous parliez sont justement en cours. Ce sont des façades sur lesquels doivent intervenir des écoles, c'est Notre-Dame des Tables...

Monsieur le Maire : Ne le dites pas encore, cela fera l'objet d'une autre délibération et d'une autre conférence de presse. C'est à l'étude...

Dominique MARTIN-PRIVAT : Il y en aura deux autres et ce seront des écoles puisque les écoles de Montpellier sont particulièrement brillantes en ce domaine au niveau national et international. L'an dernier nous étions partis sur un financement en partenariat, sur un financement de l'opération de 200 000 euros, sur lequel la Ville, en partenariat, avait amené 194 000 euros. Cette année, nous avons augmenté le nombre de façades et nous passerons sur un financement de 290 000 euros avec un partenariat...

Monsieur le Maire : ... Qui reste à établir.

Dominique MARTIN-PRIVAT : ... Qui reste à établir, mais que nous allons essayer d'augmenter et pour couvrir pratiquement la totalité de la somme demandée.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

42. Convention d'occupation du domaine public - Centre d'art La Panacée - Bar restaurant - Renouvellement de l'exploitant - Décision - Autorisation

En juin 2013, à l'ouverture du centre d'art La Panacée, l'exploitation du bar restaurant situé à l'intérieur de l'équipement a été confiée pour une durée de trois ans renouvelable une fois après accord explicite des deux parties à M et Mme Mirabel.

A l'issue de cette première période et dans la mesure où les gérants actuels M et Mme Mirabel ont sollicité la Ville pour le renouvellement de la convention pour les trois années à venir, il est proposé de reconduire l'exploitant dans des conditions similaires.

L'exploitant sera tenu dans ce cadre de respecter le règlement intérieur du centre d'art. Celui-ci définit entre autres les conditions de fonctionnement de l'établissement de restauration compatibles avec la vocation de l'équipement culturel (horaires d'ouverture, programmation musicale, accueil d'événements, etc) ainsi que les préconisations spécifiques attendues pour cette activité qui représente une plus-value pour les usagers du centre d'art.

Le loyer correspondant à l'occupation s'élève à 7 % du chiffres d'affaires hors taxes.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de renouveler l'attribution de l'occupation du bar et restaurant du centre d'art de la Panacée à Monsieur et Madame Mirabel pour une durée de trois ans ;
- d'accepter le projet de convention ci-joint ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

43. Convention d'occupation du domaine public - Bistrot de Grammont - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation du Bistrot de Grammont, pour une durée de 6 ans, a été lancé par la Ville pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, un seul dossier a été déposé : celui de Monsieur Arnaud ESCASSUT, gérant du « Traiteur du Languedoc ».

L'analyse des offres a été réalisée selon les critères suivants :

- 1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
- Motivation du candidat.

2) Dossier commercial

- Gamme de produits proposés.
- Politique Tarifaire,
- Amplitude d'ouverture,
- Cohérence du projet par rapport au lieu.

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement,

Monsieur Arnaud ESCASSUT est un professionnel expérimenté du domaine de la restauration. Le projet qu'il présente de développer le lieu en lien avec l'environnement immédiat (MHSC, activités autour des mariages) paraît tout à fait adapté et de nature à proposer une offre qualitative. Le dossier financier est solide avec un investissement conséquent qui valorisera les locaux. Il est proposé de donner une suite favorable à cette candidature.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 20.000 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur (indexation annuelle de 3 %).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de décider l'attribution de la concession du Bistrot de Grammont à Monsieur Arnaud ESCASSUT ;
- d'approuver le projet de convention joint ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame JAMET sort de séance.

44. Convention cadre tripartite entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier met en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public.

Afin d'aller plus loin que la seule promotion et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier, avec son opérateur la SERM, a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent

à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un programme ambitieux de soutien au développement du secteur numérique au travers du programme Montpellier Métropole Numérique. Forte de ce programme et en synergie avec l'écosystème local du numérique et de l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a coordonné la rédaction d'un dossier de candidature à la labellisation des métropoles French Tech. Ce label a été obtenu en novembre 2014 et il prouve la pertinence du programme Montpellier Métropole Numérique ainsi que l'efficacité de l'écosystème local du numérique et de l'innovation pour accompagner le développement des entreprises.

Dans ce cadre, il convient de renforcer le partenariat avec la CMA, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier auprès des artisans.

Par la reconnaissance de leurs objectifs partagés et de leurs compétences complémentaires, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la CMA décident de renforcer leur collaboration, en mettant en commun leur savoir-faire et leurs compétences au service des entreprises artisanales et du développement du territoire.

La convention cadre proposée priorise plusieurs axes de coopération :

- Transition numérique et artisanat ;
- Promotion de l'artisanat et développement touristique ;
- Valorisation des métiers de l'artisanat et Politique de la Ville ;
- Observation des dynamiques économiques du territoire ;
- Démarche qualité et attractivité du centre-ville.

Cette convention sera signée pour une durée de trois ans et pourra être déclinée et complétée par des conventions thématiques opérationnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention cadre tripartite ;
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Sabria BOUALLAGA : Je voudrais juste poser une question à Madame ROUSSEL-GALIANA concernant le dernier paragraphe. Donc déjà, je vous félicite, l'artisanat fait partie du patrimoine de chaque grande ville en France, et c'est bien que cela revienne à l'ordre du jour parce que c'est un vecteur économique aussi. Aussi, dans le dernier paragraphe, vous dites valorisation des métiers de l'artisanat et politique de la Ville. A travers quels actes concrets allez-vous mettre à profit cet artisanat qui va se dupliquer à travers de multiples thématiques, de la menuiserie à la poterie, au travers justement de la politique de la Ville, qui est pour moi fondamentale ?

Monsieur le Maire : Au travers de l'apprentissage et de la Mission locale d'insertion, notamment.

Sabria BOUALLAGA : D'accord, donc avec des contrats d'apprentissage que vous mettrez...

Monsieur le Maire : Je vous rappelle que c'est la Région qui le fait, mais la Mission locale d'insertion, qui est financée à la fois par le Département, la Métropole, la région et l'État, est tout à fait capable de proposer des jeunes qui peuvent acquérir progressivement un métier dans le cadre de l'artisanat.

Sabria BOUALLAGA : C'est tout à votre honneur, il n'y a pas de souci. Juste, dans ce contexte-là, je demandais qu'est-ce que la politique de la Ville justement allait octroyer. Vous avez répondu. On verra ça de très près.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame JAMET entre en séance.

45. Mandats spéciaux de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages :

Mission à Heidelberg /

Mission à Chengdu et signature du Mémorandum d'entente 2016/2020

La Ville de Montpellier développe des activités internationales, dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités sont assurés par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et autres relations bilatérales.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Heidelberg du 22 au 25 septembre 2016

L'année 2016 est marquée par le 55^{ème} anniversaire de la relation bilatérale entre Montpellier et Heidelberg, mais également par le 30^{ème} anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg. Depuis l'origine de cet accord, les deux villes n'ont cessé de développer des échanges dans divers thématiques telles que la culture, l'éducation, la mobilité universitaire, l'urbanisme, le tourisme.... A cette occasion, M. Eckart WÜRZNER, Maire de la Ville de Heidelberg, a invité officiellement une délégation de Montpellier à venir célébrer cet événement au mois de septembre prochain.

M. le Maire se rendra donc en Allemagne du 22 au 25 septembre 2016 accompagné de M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, Mme Chantal MARION, Conseillère Municipale et M. Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal.

Ce déplacement sera également l'occasion d'organiser des réunions de travail sur les thématiques du développement économique/innovation (partenariat entre les parcs technologiques), de la coopération énergétique et d'établir un plan des futures actions.

Réciproquement, M. le Maire de Montpellier recevra le Maire de Heidelberg accompagné d'une délégation officielle allemande, à Montpellier, du 4 au 7 octobre prochain.

Mission à Chengdu du 23 octobre au 1^{er} novembre 2016 et signature du Mémorandum d'entente 2016-2020 sur le renforcement des relations trilatérales et de coopérations stratégiques

Les Villes de Montpellier et Chengdu (Province du Sichuan-Chine) ont signé en 1981, le premier accord de jumelage entre une ville française et une ville chinoise.

Depuis cette année-là, les échanges n'ont cessé de se développer dans des domaines variés tels que l'économie, l'innovation, le tourisme, la mobilité étudiante, la santé, l'éducation, le sport, la culture...

L'année 2016 marque la célébration du 35^{ème} anniversaire de la relation bilatérale entre les deux villes. M. le Maire de Montpellier a invité une délégation officielle de Chengdu conduite par M. Liangzhi TANG, Maire de la ville jumelle, du 3 au 4 mai dernier afin de célébrer ensemble cet événement ainsi que la participation au FISE World 2016. La signature d'un mémorandum d'entente pour la période 2016-2020 permettra de consolider les

relations réciproques entre les deux villes jumelles et Montpellier Méditerranée Métropole en participant à l'attractivité, au rayonnement international et économique des deux Villes jumelles.

Suite à cette première rencontre M. le Maire de Chengdu a invité M. le Maire de Montpellier à se rendre, en Chine, du 22 au 31 octobre 2016 afin de clôturer cette année de 35ème anniversaire de jumelage. Ce déplacement sera aussi l'occasion de participer à la 3^{ème} édition du FISE World China Chengdu, aux 5^{èmes} rencontres Franco-chinoises, à la Foire de l'Ouest, ainsi qu'au Congrès EUPIC (European Union Project Innovation Center), et d'acter le renouvellement de coopération.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accorder à M. le Maire, M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, Mme Chantal MARION, Conseillère Municipale et M. Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal un mandat spécial pour un déplacement à Heidelberg du 22 au 25 septembre 2016;
- d'accorder un mandat spécial à M. le Maire pour un déplacement à Chengdu du 23 octobre au 1^{er} novembre 2016;
- d'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés invités par M. le Maire sur ces 2 missions ;
- de signer le mémorandum d'entente 2016-2020 entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Chengdu sur le renforcement des relations trilatérales et de coopérations stratégiques;
- d'autoriser M. le Maire, M. le Premier Adjoint ou Mme et M. les conseillers municipaux à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- d'imputer les dépenses inhérentes à ces déplacements sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Monsieur le Maire : C'est le voyage à Heidelberg, à l'invitation du Maire, de trois jours, et le voyage à Chengdu au mois d'octobre à l'invitation du Maire de Chengdu , pour les Assises de la coopération décentralisée. Et ensuite également pour tout ce qui est échanges économiques, entreprises avec Chantal MARION et viticulture. Cinq jours. Madame BRISSAUD, vous voulez venir en Chine ? Vous ne pouvez pas, vous êtes candidate aux législatives, il faut faire du porte-à-porte.

Anne BRISSAUD : Donc, je me pose la question, quand même, de la pertinence de ces voyages, à l'heure où votre adjoint aux finances nous parle d'économies à réaliser, d'essayer de faire mieux avec moins, etc. Quand je lis cette délibération, je constate que c'est placé sous le sceau du développement économique. Or, il me semble que le transfert de compétences a été fait à la Métropole.

Monsieur le Maire : Oui, mais nous avons un service économique créé dans l'organigramme qui recouvre aussi les services Ville.

Anne BRISSAUD : C'est pour ça que c'est compliqué de faire des économies à la Ville si on fait des doublons.

Monsieur le Maire : Ce ne sont pas des doublons puisque c'est mutualisé.

Anne BRISSAUD : Mais, quand même, vous emmenez Madame MARION qui est vice-présidente au développement économique de la Métropole.

Monsieur le Maire : Madame MARION ne vient pas. A Heidelberg non. Elle ne vient plus.

Anne BRISSAUD : Mais c'est écrit là. Du 22 au 25 septembre.

Monsieur le Maire : Et Monsieur LEVITA non plus. Il n'y a que Monsieur HALUSKA qui vient.

Anne BRISSAUD : D'accord. Donc, plus, j'imagine des membres de votre Cabinet et autres qui font partie de la délégation.

Monsieur le Maire : Tout cela sera écrit et voté.

Anne BRISSAUD : De toute façon ce n'était pas forcément pour parler des coûts du voyage mais c'est surtout pour parler du sens. C'est-à-dire que, bien sûr, on a des jumelages, et je comprends qu'il est important d'entretenir de bons rapports avec l'Allemagne ou la Chine, mais je pense qu'à l'heure où on est en train d'essayer de faire des économies, finalement, ces voyages sont plus justifiés, ici, par des raisons qui me semblent un peu obscures, plutôt que réellement construits sur des raisons qui vont servir. Vous notez que c'est au bénéfice de la Ville de Montpellier et de ses citoyens mais, là, on ne voit pas en quoi ça va servir directement ou indirectement aux Montpelliérains ou à la Ville. Donc, pour moi, premièrement la compétence économique n'est pas de notre ressort donc je considère que cette affaire devrait être délibérée plutôt au conseil de la Métropole. Mais peut-être qu'il s'agit d'une erreur et que dans ce cas-là on pourrait revoir cette affaire en conseil de la Métropole.

Ensuite, en ce qui concerne les raisons évoquées, on voit le développement économique, le rayonnement international, etc. Et on voit aussi des anniversaires. Mais les anniversaires il peut y en avoir tous les ans pour tous les jumelages et je pense que ça va nous coûter très cher d'aller fêter chaque anniversaire à l'étranger. Même si sur la compétence on est complètement d'accord - je pense que vous n'avez pas lu cette délibération sinon vous seriez d'accord avec moi, ce n'est pas une affaire qui relève de la Ville - en plus sur les dimensions, ça paraît quand même logique d'utiliser l'espace métropolitain, finalement, pour entretenir une coopération avec les pays étrangers.

Donc voilà, je vous demande de revoir, en fait, cette délibération et, si possible, de la transférer à la Métropole. En tous cas, que les frais soient pour la Métropole.

Monsieur le Maire : Ecoutez, j'ai été élu depuis 1995 jusqu'à 2014. Ça fait 19 ans. Je crois que je suis allé une seule fois avec Monsieur LEVITA, en 1996, deux jours à Heidelberg donc vous ne pouvez pas me reprocher de faire trop de voyages.

Anne BRISSAUD : Mais je ne doute pas que ce voyage vous fasse beaucoup de bien et que vous ayez envie de prendre des vacances. Je n'en doute pas et je pense que cela vous ferait du bien.

Monsieur le Maire : Je vais vous dire une chose. Quand ce sont les villes jumelles et les Maires qui vous convient à des événements importants de leur ville une fois dans un mandat, ça peut se concevoir. Par contre, j'irai pas tous les ans en Chine une semaine, là ce serait condamnable.

Anne BRISSAUD : On est à deux ans de mandat, on verra ce que vous ferez les prochaines années.

Monsieur le Maire : Vous en jugerez. Je n'ai pas visité Rio de Janeiro. Cet été, il y a les Jeux olympiques, j'aurais pu aller à Rio-de-Janeiro, c'est notre ville jumelle. Je ne l'ai pas fait. J'étais invité en plus. Je ne l'ai pas fait. Vous voulez que je vous dise, j'ai peur en avion. J'ai peur en avion, sauf si je conduis.

Pour : 57

Contre : 3 (Audrey LLEDO, France JAMET, Anne BRISSAUD)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

46. Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier D'Aragon

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ce soutien se manifeste de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Certaines associations locataires de bureaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier D'Aragon, qui ont été auditées en 2015 (délibération n° 2015/344), voient leurs conventions arriver à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes.

Suite au départ de 3 associations, des locaux ont été libérés et ont été proposés à deux associations anglophones pour l'Espace Jacques Premier d'Aragon et à une association italienne à l'Espace Martin Luther King. De plus, la location du local de l'Institut Confucius prenant fin au 1^{er} août 2016, il est proposé de maintenir cette association dans ces locaux.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver les tableaux attributifs ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Pour une durée de 6 mois soit du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016 :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Casa Amadis	117 rue des Etats Généraux	9 191 €	35 €	9 156 €
Colonia Espagnola	117 rue des Etats Généraux	1 335 €	35 €	1 300 €
Amigos de Europa Centro Valenciano del exterior Gransur	117 rue des Etats Généraux	1335 €	35 €	1 300 €
Senzala	117 rue des Etats Généraux	2 383 €	35 €	2 348 €
Institut Confucius	117 rue des Etats Généraux	9360 €	35 €	9 325 €
American Women's Group	117 rue des Etats Généraux	1931 €	35 €	1896 €
British Cultural Association	117 rue des Etats Généraux	1931 €	35 €	1896 €
Association générale des intervenants retraités (AGIR abcd)	27 boulevard Louis Blanc	3 672 €	35 €	3 637 €
Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP)	27 boulevard Louis Blanc	3 112 €	35 €	3 077 €
Amnesty international	27 boulevard Louis Blanc	2 405 €	35 €	2370 €
Euro Grèce France	27 boulevard Louis Blanc	1 914 €	35 €	1 879 €
Association Italia a Due Passi	27 boulevard Louis Blanc	1 914 €	35 €	1 879 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le modèle de convention unique de mise à disposition, en annexe de la présente délibération;
- d'approuver les redevances minorées proposées à l'ensemble de ces associations et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

47. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Trois lieux gérés par la Direction des Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères; En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction des Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 17 décembre 2015 concernant les tarifs 2016 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire. Il est donc proposé au conseil municipal de se prononcer sur la gratuité pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte du bénéficiaire, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

A cet effet, le tableau joint en annexe décrit le nom du demandeur, la salle et le type de mise à disposition ainsi que le montant valorisable.

Il est donc proposé la mise à disposition ponctuelle de salles à titre gratuit, pour le deuxième trimestre 2016, pour 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6820 euros,

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

48. Modification des programmes de mobilité : autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers

La délibération 2015/338 du 23 juillet 2015 a validé le renouvellement des programmes de mobilité étudiante, en autorisant la prise en charge des frais de scolarité, le versement de bourse mensuelle ainsi que de frais divers.

La Ville de Montpellier permet donc, d'une part, à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans trois des villes jumelles pour une année universitaire. Réciproquement, Montpellier accueille six jeunes étrangers de ses villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la ville de Louisville, 1961 avec la ville de Heidelberg, 1981 avec la Ville de Chengdu et 2013 avec les villes de Bethléem et Tibériade.

La Ville accorde à ces six étudiants :

- le paiement des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français,
- Une bourse mensuelle en échange d'un stage pratique au sein de la Direction des Relations Internationales.

Il est proposé d'élargir pour les deux étudiants boursiers des villes de Tibériade et de Bethléem, l'inscription soit en BTS Tourisme soit, selon leur niveau de français, auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers dans l'enseignement supérieur.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les six étudiants des villes jumelles (Chengdu, Heidelberg, Louisville, Tibériade et Bethléem), dans les conditions prévues par la délibération 2015/338 du 23 juillet 2015;
- d'autoriser le paiement des frais d'inscription, pour les 2 étudiants de Bethléem et de Tibériade, des frais liés à l'inscription en BTS Tourisme au lycée Georges Frêche ainsi que la sécurité sociale étudiante ou selon leur niveau de maîtrise du français, auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) dans l'enseignement supérieur comme pour les quatre autres étudiants (Louisville, Chengdu, Heidelberg) ;
- d'imputer les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920);
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

Anne BRISSAUD : Sur ce point, je me pose la question, du sens, finalement de ces programmes de mobilité. Parce que, quand on regarde et qu'il date quand même de 1960, on sait que le contexte a changé depuis 1960. Et aujourd'hui, il n'y a pas beaucoup d'évolution faite. Alors, en plus de ça, quand on regarde à combien de personnes ou de jeunes en particulier, ce programme bénéficie, on se dit que c'est un peu ridicule vu le type de

programme qui a été mis en place depuis 1960, donc des programmes nationaux, comme Erasmus ou les relations internationales, et vu le nombre de bénéficiaires qui sont réels, que ce soit au niveau national ou à Montpellier. Alors j'ai quelques chiffres, quand même. A Montpellier, on a 9 130 internationaux et sur l'académie, on en a 10 511. Cela veut dire qu'on est quand même en augmentation, il y a de plus en plus de bénéficiaires mais qu'en plus vis-à-vis du national on représente plus de 4% des étudiants partis par les relations internationales. Alors quand, là, je vois qu'on parle de six jeunes, je me demande vraiment l'intérêt de ce type de programme. Je me dis est-ce que l'on ne devrait pas laisser faire ceux qui savent faire, est-ce qu'on a vraiment besoin de ces dispositifs. Est-ce qu'on ne pourrait pas faire mieux et ré-envisager ce type de dispositif à la hauteur d'une Ville comme Montpellier.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 48.

Anne BRISSAUD : Vous ne répondez pas, donc.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MALEK sort de séance.

49. Jeunesse et Mobilité Internationale

Echange de 2 volontaires en service civique Montpellier/ Fès

La mobilité internationale est un puissant levier pour favoriser l'autonomie des jeunes et leur insertion professionnelle, par l'acquisition de nouvelles compétences et de savoir-faire.

La Ville de Montpellier, dans le cadre de ces coopérations à destination de la jeunesse a mis en place avec les villes jumelles de Louisville, Sherbrooke, Heidelberg, Chengdu, Bethléem et Tibériade, 5 programmes encourageant la mobilité internationale des jeunes étudiants montpelliérains et des villes jumelles.

Dans le cadre de la politique internationale de la Ville (délibération n° 2015/552) et des priorités stratégiques et géographiques notamment par un positionnement fort au sein de la zone euro-méditerranéenne, il a été acté d'étendre ces coopérations à destination de la jeunesse, à une autre ville jumelle, et plus spécifiquement à la Ville de Fès, au Maroc.

Dispositif national, la mise en place d'un service civique permet d'étendre l'offre municipale de mobilité internationale à un jeune montpelliérain et à un jeune fassi non-étudiant, de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, sélectionnés uniquement sur leur motivation, leur expérience, leur investissement et leur culture. Il s'agit d'un engagement volontaire d'une durée de 6 mois ayant pour objectif l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'intervention reconnus prioritaires (culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence en cas de crise, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, ou sports).

La mise en place de ce service civique, dont la Ville de Montpellier a obtenu l'agrément de l'Agence du Service Civique en juillet 2015, permet de répondre à une demande croissante des jeunes, ayant moins d'opportunités de mobilité. Fondé sur le principe de la réciprocité, ce projet permet également d'animer la coopération avec la Ville de Fès et permet de collaborer de manière transversale avec des partenaires locaux. Le service civique donne lieu à une indemnisation versée directement par l'Etat au volontaire, d'un montant de 467.34 euros mensuel pour le jeune fassi et 507 euros pour le jeune montpelliérain, ainsi que la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ces derniers. L'obligation légale impose aux structures d'accueil et d'envoi, la prise en charge des frais de déplacement et une participation financière aux frais de logement.

La Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la convention de partenariat avec la Ville de Montpellier (DCM 2015/532), s'engage à accompagner la Ville dans le recrutement

du jeune volontaire montpelliérain et de lui proposer un accompagnement individuel pour la mise en œuvre de son projet d'insertion à son retour de mission.

Réciproquement, il est proposé d'accueillir un jeune marocain, sélectionné par la Ville de Fès, au sein d'une direction de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la mise en place de l'échange de volontaires en service civique entre la Ville Montpellier et la Ville de Fès;
- d'autoriser la prise en charge du déplacement Montpellier/Fès aller-retour pour le jeune montpelliérain;
- d'autoriser le versement d'une bourse mensuelle, au jeune fassi, d'un montant de 250 euros pendant 6 mois qui débutera au second semestre 2016;
- d'imputer les dépenses inhérentes à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Anne BRISSAUD : Alors, là aussi, je vais utiliser les mêmes éléments, que je ne répéterai pas. Alors, bien sûr, les échanges avec nos amis marocains sont réels, beaucoup de familles françaises et montpelliéraines vont au Maroc et sont dans ces contextes d'échanges. Maintenant, quand on parle de service civique, je me demande quand même si le sens du service civique n'est pas d'être fait en France. A l'époque, on parlait de coopération quand ce n'était pas fait en France. Mais, là, on n'est plus dans ce contexte, non plus. On fait du copier-coller de ce qui a été fait en 1960 et là aussi je me demande s'il ne vaut pas mieux revoir ça, quel est le sens de tout ça. Il y a tellement d'ONG qui s'occupent de ce genre d'échanges. Est-ce qu'on ne devrait pas laisser faire les spécialistes ? Est-ce qu'on a besoin, nous, de gérer ce genre de choses, un service citoyen bien sûr, mais quand on parle de citoyens, donc, il ne s'agit pas ici de faire de la coopération. Vous l'aurez entendu. Bon, maintenant bien sûr que les rapports entre les différentes villes sont biens mais est-ce qu'on a mis en place d'autres choses, quelque chose qui pourrait donner un exemple aux Montpelliérains ? Parce que là, une personne ou deux étudiants - il n'y a même pas d'étudiants, d'ailleurs, à Fès, ce n'est pas une ville universitaire, donc on se demande pourquoi cette ville est choisie. Excusez-moi, ce n'est pas l'une des villes universitaires réputées au Maroc.

Monsieur le Maire : Je ne suis jamais allé à Fès, mais je peux vous assurer qu'il y a une très belle université. Qui s'appelle Al Quaraouiyine.

Anne BRISSAUD : Sur les coûts, vous restez flous, quand même. J'ai l'impression aussi qu'on paye non seulement le fassi mais qu'en plus on paie le montpelliérain.

Monsieur le Maire : Arrêtez le massacre.

Anne BRISSAUD : Je me dis qu'il y a quand même ici des choses à faire. Est-ce qu'il a été prévu un protocole de recherche, sur l'adaptation des uns ou des autres ou des insertions, etc ? Moi je trouve que c'est toujours une échelle un peu ridicule et qu'on pourrait faire l'économie de ce genre de choses en soutenant des associations ou des ONG qui le font déjà.

Pour : 56

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Anne BRISSAUD)

Adopté à la majorité.

Monsieur MALEK entre en séance.

50. Convention-cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des dépôts et des consignations- Autorisation de signature et approbation

Par délibération n°12910 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté un projet de convention cadre de partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations

Compte tenu de la mise en œuvre du projet de territoire métropolitain et de ses axes stratégiques d'intervention, il est apparu nécessaire de préciser cette convention cadre et de proposer la signature d'un nouveau protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations pour la période 2016 – 2018. Cette nouvelle convention annule et remplace les précédentes. Il est proposé à la Ville de Montpellier, ville-centre de Montpellier Méditerranée Métropole et qui dispose à ce titre d'un rôle-clé dans le développement et la vitalité du pôle métropolitain, d'intégrer ce partenariat.

Montpellier Méditerranée Métropole, forte de ses 31 communes et de plus de 430 000 habitants, contribue avec celle de Toulouse au dynamisme de la nouvelle grande région qui repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement mutuel de ses deux dernières. Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations, déjà partenaires dans de nombreux projets, ont souhaité formaliser et préciser les principaux axes et principes de leur partenariat, afin d'en favoriser la cohérence et la durabilité dans une convention cadre de partenariat.

Sur le territoire de la Ville de Montpellier, la présence et la mise en valeur d'équipements de qualité au rayonnement international (comme le parc zoologique de Lunaret) ou la renommée d'équipes sportives, font de la Ville un pôle d'attractivité certain du territoire.

L'ensemble des 12 quartiers prioritaires retenus par l'Etat (Mosson, Celleneuve, Petit Bard – Pergola, Cévennes, Pas du Loup – Val de Croze, Gély, Figuerolles, Lemasson, Vert-Bois, Aiguelongue, Près d'Arènes et Pompignane.) se situe sur le territoire de la Ville de Montpellier. A ce titre, la Ville de Montpellier s'engage particulièrement par son action pour l'amélioration du cadre de vie dans ces quartiers prioritaires.

La Ville de Montpellier, collectivité employeur de près de 4 000 agents travaillant sur l'ensemble du territoire communal, dispose également d'un impact certain en termes d'emploi local, et notamment en ce qui concerne l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap.

Pour certaines opérations déclinées dans le présent protocole, la Caisse des Dépôts et Consignations étudiera donc le financement d'opérations menées par la Ville de Montpellier, telles que les opérations visant à l'amélioration du cadre de vie ou à la réhabilitation des écoles dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), ou encore la rénovation du parc zoologique du Lunaret.

A cet égard, la Caisse des Dépôts et Consignations, partenaire des collectivités territoriales, accompagne leur développement dans le cadre de ses missions d'intérêt général. Elle contribue à l'émergence et à la réalisation de projets d'équipement de dimension locale dans lesquels elle intervient en tant qu'investisseur avisé et via des prêts sur fonds d'épargne.

En fonction des domaines de partenariat développés, la Caisse des Dépôts et Consignations pourra mobiliser :

- une assistance en ingénierie amont sur les axes prioritaires ;
- un cofinancement des études à mener pour préciser leur faisabilité opérationnelle ;
- un investissement en fonds propres ou un appui à l'économie mixte ;
- des prêts de long terme, pour financer les investissements de la Métropole et de ses satellites.

Les axes de développement retenus s'articulent sur :

- La consolidation de l'économie métropolitaine autour de l'innovation, de la stimulation et du développement des dynamiques des écosystèmes entrepreneuriaux tels que la French Tech, Montpellier

Capitale Santé, la Cité intelligente (Smart City), l'Economie Sociale et Solidaire, l'Agro-écologie et l'alimentation, etc....

- Le développement des mobilités multimodales autour du contournement routier, des infrastructures ferroviaires, du prolongement de la 1ère ligne vers la gare TGV et sur le développement de la future ligne 5 de transport en commun en site propre des Pôles d'Echanges Multimodaux, et de la maîtrise de la logistique urbaine et le développement de plateforme de distribution urbaines...
- La promotion d'une métropole d'intérêts culturels, de loisirs et touristiques autour de projets tels que l'implantation du conservatoire sur le site de l'ancienne maternité Saint-Charles, des travaux de rénovation du Zénith et du Corum, la création d'un centre Aqua Ludique sur le secteur de Baillargues ou la construction / rénovation de piscines.
- L'aménagement d'une métropole vertueuse et durable par le développement des projets d'énergies renouvelables sur le territoire, et en particulier sur celui de l'EcoCité : mobilisation de la biomasse bois énergie pour le chauffage, le rafraichissement urbain et la cogénération, développement de la géothermie ou du solaire photovoltaïque, associé à l'enjeu de récupération de la chaleur fatale ;
Par le développement d'Eco Quartiers et d'ilots urbains démonstrateurs composant les quartiers à aménager.
Par la réhabilitation du patrimoine locatif social, la rénovation thermique des copropriétés privées constituées construites durant les trente glorieuses (1945-1975), en adaptant le cadre bâti existant, en intégrant le confort d'été comme cible majeure.
Enfin par la poursuite des actions en matière d'adaptation au changement climatique, de gestion de la ressource hydrique et de la lutte contre le risque inondation.
- Le principe d'une métropole pour tous, solidaire et soutenable socialement, en lien avec le Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015 – 2020, le Programme National de Renouvellement Urbain ou plus largement la politique de l'habitat métropolitaine avec une action volontaire sur le parc social.

Afin de conduire ce partenariat, il sera constitué un comité de pilotage composé du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son représentant, du Maire de la Ville de Montpellier ou de son représentant, et du Directeur Régional de la Caisse des Dépôts ou de son représentant et se réunira autant que de besoin et au moins deux fois par an afin :

- De fixer les actions et opérations à mettre en œuvre et faisant l'objet de signature de conventions d'application spécifiques ;
- D'assurer le pilotage et le suivi des résultats des actions engagées et de l'exécution du présent accord.

Des comités techniques (CT) dédiés aux conventions d'application thématiques composés des techniciens de la Métropole et de la Caisse des Dépôts, et le cas échéant de techniciens de la Ville de Montpellier suivront la réalisation des actions décidées.

Le suivi sera effectué par conventions et contrats d'application de la présente convention à travers l'identification d'actions affinées de coopération.

Ces conventions et contrats définiront les objectifs de chaque action et préciseront les engagements et modalités d'intervention techniques et financières de chacun des signataires. Elles feront l'objet d'un accord préalable de l'assemblée délibérante.

Par délibération n°13815 du 26 mai 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté ce projet de convention cadre de partenariat avec la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver à son tour le projet de protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le présent protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Sabria BOUALLAGA : Il y a un paragraphe qui attire toute mon attention sur cette convention-cadre. Je voulais prendre la parole sur l'affaire 37, sur la politique de la Ville et du coup j'ai peut-être été un peu distraite. Notamment sur les 12 quartiers prioritaires.

Monsieur le Maire : Est-ce que vous ne pouvez pas, une fois pour toutes, parler de l'affaire en cours ? Vous parlez toujours d'une autre affaire qui n'existe pas. La 50 maintenant.

Sabria BOUALLAGA : Notamment sur les 12 quartiers prioritaires que l'État accompagne par le biais de moyens financiers, bien sûr, non négligeables. Donc, la Ville, comme vous le stipulez dans cette affaire, s'engage donc tout particulièrement par son action à l'amélioration du cadre de vie dans ces quartiers. Comme vous le savez certainement, dans l'affaire 37 d'ailleurs, vous l'avez rappelé, la politique de la Ville s'articule aussi avec l'ANRU puisqu'elle s'intéresse aux quartiers en crise. S'agissant aussi d'accompagner socialement les gens, les associations délégataires malgré elles du service public sont pour la plupart démissionnaires, à bout de souffle, puisque vous leur avez reproché de faire de la politique, certainement parce qu'elles ont participé à l'éducation populaire et ont formé les citoyens de demain. Donc, il va falloir que vous redoubiez d'efforts, Monsieur le Maire, pour atteindre les objectifs fixés par la politique de la Ville et je vous souhaite bien du courage. Il semble tout de même qu'il y a de nombreuses carences qui apparaissent, et pas des moindres, pour renforcer la cohésion sociale, construire un espace démocratique, vous l'avez démontré ici d'ailleurs, avec les habitants mobilisés autour d'un projet collectif, lutter contre la ségrégation urbaine et je vais revenir d'ailleurs tout à l'heure sur l'affaire de l'école. Vous disiez que personne ne voulait prendre la parole, je voulais la prendre et, finalement, je me suis dit tais-toi parce que...

Monsieur le Maire : On parle de la 50, arrêtez de refaire l'affaire précédente.

Sabria BOUALLAGA : Je fais des passerelles.

Monsieur le Maire : Mais vous avez toujours un petit temps de retard sur les affaires. Un petit temps de retard.

Sabria BOUALLAGA : Ne faites pas l'andouille, Monsieur le Maire, vous comprenez très très bien où je vais aller et vous savez très bien ce que je dis.

Monsieur le Maire : Je ne sais pas où vous voulez aller. Je vois où vous êtes, en tout cas. Je ne sais pas où vous voulez aller, mais je vois où vous êtes.

Sabria BOUALLAGA : Vous êtes un homme très, très, très, très, très, très, très intelligent. Très intelligent. Contrairement aux andouilles qui vous accompagnent. Il est évident. Monsieur le Maire, vous êtes trop gentil.

Monsieur le Maire : Vous déraillez. Le problème avec vous, parce que vous voyez, vous m'êtes sympathique, c'est que vous déraillez.

Sabria BOUALLAGA : Comme vous.

Monsieur le Maire : Non, je ne déraille pas, moi. Et, à un moment, vous passez la limite. Quand vous étiez dans la section d'André VEZINHET, du neuvième canton, vous ne traitiez pas André VEZINHET et les socialistes d'andouilles.

Sabria BOUALLAGA : Qu'est-ce que vous en savez ? Vous étiez avec moi dans la section ? Vous étiez en train de vous pavaner pour être élu aux législatives.

Monsieur le Maire : Cela n'a jamais passé l'avenue de l'Europe.

Sabria BOUALLAGA : Vous aviez fait un caca nerveux parce que vous étiez suppléant. D'ailleurs, vous avez soutenu Madame LE DAIN, il n'y a pas longtemps.

Monsieur le Maire : Et même Monsieur MARTIN en a marre.

Sabria BOUALLAGA : Quelle honte ! Il est évident que les habitants doivent être au cœur du projet. Ils doivent participer au fonctionnement du service public, les usagers doivent être aussi à l'élaboration, à la mise en

œuvre et à l'évaluation continue. Les habitants sont les experts de leur domaine, ils sont une véritable interface et donnent de la cohérence et du sens au projet. Si toutes ces prérogatives qui paraissent simples, mais qui sont très difficiles à appliquer, surtout quand on veut tout faire soi-même – n'est-ce pas, Monsieur le Maire ? – ne sont pas respectées, bien sûr, cela sera un échec. Alors, concernant les enjeux, bien sûr, rapprocher les activités économiques des quartiers populaires, responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion, mobiliser l'ensemble des communes pour plus de mixité sociale, plus de mixité dans les établissements scolaires, priorité à la Mosson sur l'investissement – on attend de voir – promouvoir l'attractivité des quartiers, valoriser les talents pour chacun se sente citoyen de la Métropole... Alors bien sûr, il y a des tentatives, aussi au niveau de la culture avec une ZAD par-ci, une ZAD par-là. Aucun projet de fond dans votre politique, que du vent, du pipeau et de la communication. Rien, rien, rien. Mixité sociale, zéro% d'augmentation. Emploi, zéro% d'augmentation.

Monsieur le Maire : Laissez parler Madame BOUALLAGA, c'est intéressant.

Sabria BOUALLAGA : Une blague, une véritable volonté politique, ce n'est pas d'attendre que ça tombe du ciel d'accord et ça viendra encore moins de l'amateurisme qui vous accompagne.

Pour : 58

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

51. Commission de contrôle des délégataires de service public - Désignation d'un nouveau membre suppléant- Annule et remplace la délibération n°2016/131

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public. Le Conseil municipal doit, ainsi que le prévoit l'article R 2222-3 du C.G.C.T, créer une commission de contrôle des comptes qui lui sont transmis périodiquement par les délégataires de service public. Il est proposé que cette commission soit composée selon les mêmes dispositions que la commission d'appel d'offres au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Les compétences de cette Commission de contrôle sont :

- l'examen des comptes-rendus techniques et financiers (rapports des délégataires) transmis chaque année avant le 1^{er} juin à la Collectivité, conformément à l'article L1411-3 du C.G.C.T.,
- un avis sur les rapports des délégataires et sur les comptes-rendus d'analyse fournis par l'administration,
- une audition des services de la Ville ou des délégataires de service public, si nécessaire,
- la demande de réalisation d'études complémentaires par l'administration ou par un organisme indépendant, le cas échéant.

La Commission se réunit au moins une fois par an, dans le cadre de l'instruction des rapports annuels transmis par les délégataires de service public avant leur présentation en séance du Conseil municipal.

Monsieur le Maire ou son suppléant est Président de droit de cette Commission.

M. Thibault RASSAT ayant été désigné membre titulaire lors du Conseil municipal du 25 février 2016, il convient de désigner un nouveau membre suppléant afin de le remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

A été élue : Séverine SCUDIER

52. Election d'un nouveau membre de la commission municipale n°2 "Affaires générales"

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la Ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit. Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la commission municipale n°2 « Affaires générales ».

Afin de remplacer Mme Dominique MARTIN-PRIVAT au sein de cette instance, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre de la commission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De désigner un nouveau membre de la commission municipale n°2 « Affaires générales ».

Pour Thibault RASSAT: 53

Pour Audrey LLEDO : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 5 (Anne BRISSAUD, Sabria BOUALLAGA, Cédric De SAINT JOUAN, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE)

Adopté à la majorité.

A été élu : Thibault RASSAT

53. Ecoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, Monsieur le Maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Le conseil d'école se réunit au moins une fois par trimestre. Selon l'article 18 du même décret, le conseil d'école, sur proposition du directeur de l'école :

- vote le règlement intérieur de l'école.
- donne des avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, et notamment sur :
 - Les actions pédagogiques qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement ;

- L'utilisation des moyens alloués à l'école ;
- Les conditions de bonne intégration d'enfants handicapés ;
- Les activités périscolaires ;
- La restauration scolaire ;
- L'hygiène scolaire ;
- La protection et la sécurité des enfants dans le cadre scolaire et périscolaire.
- statue sur ce qui concerne la partie pédagogique du projet d'école.
- adopte le projet d'école.
- donne son accord pour l'organisation d'activités complémentaires éducatives, sportives et culturelles
- est consulté par le maire sur l'utilisation des locaux scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école, conformément à l'article 25 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée susvisée.
- En outre, une information doit être donnée au sein du conseil d'école sur :
 - Les principes de choix de manuels scolaires ou de matériels pédagogiques divers ;
 - L'organisation des aides spécialisées.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il convient de désigner un nouveau représentant dans au sein des conseils d'école des groupes scolaires suivants : Calmette / Aubigné, Jeu de Mail et Malbosc .

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- de procéder à ces désignations.

Ont été élu(e)s :

Calmette/ Aubigné	Agrippa d'AUBIGNE	CALMETTE	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : - Ecole élémentaire : -
Jeu de mail	Charlie CHAPLIN	POTTIER /Jean SIBELIUS	HOPITAUX FACS	Ecole maternelle : - Ecole élémentaire : -
Malbosc	Marguerite YOUCENAR	François RABELAIS	HOPITAUX FACULTES	Ecole maternelle : - Ecole élémentaire : -

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Ont été élus :

- **GS Aubigné/Calmette : Thibault RASSAT**
- **GS Chaplin/Pottier : Séverine SCUDIER**
- **GS Yourcenar/Rabelais : Samira SALOMON**

54. Lycée Frédéric Bazille

Désignation d'un nouveau représentant de la Ville dans le conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'articles 11 du décret 2005-1145 du 9 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des lycées de Montpellier ainsi qu'aux conseils d'administration de l'Ecole d'Infirmières, du Centre d'Histoire Militaire et de l'Ecole Régionale Enseignement Adapté de Montpellier.

Lors du Conseil Municipal du 18 juin 2015, la Ville de Montpellier a désigné Madame Sonia KERANGUEVEN pour la représenter au sein du Conseil d'administration du lycée Frédéric Bazille.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il convient de désigner un nouveau représentant dans cette instance.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

A été élu : Thibault RASSAT

55. Collège Jeu de Mail - Désignation d'un nouveau représentant

Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret 2005-1145 du 09 septembre 2005 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement, il convient de désigner les représentants du Conseil Municipal dans les conseils d'administration des différents collèges de Montpellier.

Lors du Conseil Municipal du 18 juin 2015, la Ville de Montpellier a désigné Madame Sonia KERANGUEVEN pour la représenter au sein du Conseil d'administration du collège du Jeu de Mail.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il convient de désigner un nouveau représentant dans cette instance.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

A été élue : Séverine SCUDIER

56. Université Montpellier III - Désignation de nouveaux représentants

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné, au sein des différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, des représentants élus titulaires et, le cas échéant, des représentants suppléants.

Suite à la démission de Khanthaly PHOUTTHASANG et de Bernard TRAVIER, et suite à l'adoption par l'Université Montpellier III de nouveaux statuts nécessitant, afin de garantir la parité dans les instances, que titulaire et suppléant soient de même sexe, il vous est proposé de désigner des nouveaux représentants dans les instances suivantes :

Libellé	Statut	Instance	Titulaires	Suppléants
Université Montpellier III - Conseil de l'UFR Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement	Etablissement universitaire	Conseil de l'UFR SHSE Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement		×
Université Montpellier III – Conseil des études et de la vie universitaire	Etablissement universitaire	Conseil des études et de la vie universitaire		
Université Montpellier III Commission Campus de l'Université	Etablissement universitaire	Commission Campus de l'Université		
Université Montpellier III - Service Commun d'Action Culturelle	Etablissement universitaire	Service Commun d'Action Culturelle		
Université Montpellier III - Conseil de perfectionnement Langues étrangères appliquées	Etablissement universitaire	Conseil de perfectionnement Langues étrangères appliquées		
Université Montpellier III - Conseil de l'Université du Tiers temps	Etablissement universitaire	Conseil de l'Université du Tiers temps		

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de désigner les nouveaux représentants de la Ville dans ces instances.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Ont été élus :

- **Conseil de l'UFR Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement : Mylène CHARDES**
- **Conseil des études et de la vie universitaire : Titulaire Chantal MARION, Suppléante Séverine SCUDIER**
- **Commission Campus de l'Université : Titulaire Stéphanie JANNIN, Suppléante Sonia KERANGUEVEN**
- **Service Commun d'Action Culturelle : Titulaire Sonia KERANGUEVEN, Suppléante Séverine SCUDIER**
- **Conseil de perfectionnement Langues étrangères appliquées : Titulaire Robert COTTE, Suppléant Guy BARRAL**

57. Délégations du Conseil municipal au Maire Consolidation et actualisation

En application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences.

Ces délégations permettent de faciliter le fonctionnement quotidien des services en permettant de ne pas soumettre la totalité des sujets que la commune doit traiter au formalisme et au calendrier des réunions du Conseil Municipal.

Une délibération a été prise lors du Conseil municipal du 24 avril 2014, pour fixer le champ d'application de cette délégation, délégation modifiée lors du Conseil municipal du 29 avril 2015 suite aux transferts de compétence à Montpellier Méditerranée Métropole. Or, plusieurs modifications législatives intervenues depuis rendent nécessaire une nouvelle modification de la délégation du Conseil municipal au Maire.

D'une part, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a entamé la réforme de la commande publique annoncée en juillet 2015. Les décrets du 27 mars 2016 relatifs aux marchés publics et aux marchés de défense ou de sécurité, pris en application de l'ordonnance, achèvent la transposition des directives européennes et mettent en oeuvre la réforme. Ainsi, au 1er avril 2016, l'ancien code des marchés publics, en vigueur depuis 2006, est abrogé.

En conséquence, il vous est proposé de modifier le point n°3 de la délégation comme suit :

« 3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être sub-déléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

En outre, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil Municipal autorise également le Maire, pour les marchés à procédure adaptée, à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités suivantes :

- *toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.*

- *toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est compris entre 15 000 et 209 000 euros HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent cependant être subdéléguées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive de Monsieur le Maire ou de l'élu ayant obtenu délégation de ce dernier.*

Enfin, et toujours pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Municipal accepte que pour les marchés de moins de 15 000 € HT, l'apposition de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire vaille décision d'attribution. »

D'autre part, la loi du 7 août 2015 pourtant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) permet de consentir une nouvelle délégation permanente au Maire afin qu'il puisse demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions (CGCT, art. L.2122-22 26°).

Ainsi, en application de ces dispositions, il vous est donc d'ajouter un point n°24 aux dites délégations, avec la rédaction suivante :

« De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions. »

Cette délégation intervenant selon les termes du code général des collectivités territoriales « *dans les conditions fixées par le conseil municipal* », il vous est proposé de ne pas la limiter et de la permettre dans l'ensemble des domaines de compétences exercés par la commune.

La version consolidée de la délégation consentie par le Conseil municipal au Maire est donc la suivante :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- 2° De procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts (sous réserve de respecter le règlement financier sur la dette propre et garantie délibéré en Conseil Municipal). Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des emprunts obligataires, en devise, des swap ou des produits financiers structurés, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- 3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être sub-déléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.
En outre, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil Municipal autorise également le Maire, pour les marchés à procédure adaptée, à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités suivantes :
 - toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT.
 - toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est compris entre 15 000 et 207 000 euros HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent cependant être subdéléguées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive de Monsieur le Maire ou de l'élue ayant obtenu délégation de ce dernier.Enfin, et toujours pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Municipal accepte que pour les marchés de moins de 15 000 € HT, l'apposition de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire vaille décision d'attribution.
- 4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;
- 6° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts;

11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits lorsque la commune en est titulaire. La délégation consentie au Maire inclut l'acceptation, au nom de la Commune, de toute délégation du droit de préemption consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien pour tout projet ou opération d'intérêt communal.

15° D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;

16° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

17° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

19° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 60 millions d'euros ;

20° D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

21° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

22° De prendre les décisions mentionnées aux articles L 523-4 et L 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

23° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

24° De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT, sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal.

Par ailleurs, l'assemblée délibérante, délègue à Monsieur le Maire le pouvoir de saisir la commission consultative des services publics locaux conformément aux dispositions de l'article L1413-1 du CGCT.

Il est précisé que le Conseil municipal peut mettre fin à ces délégations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner à M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, délégation pour la durée de son mandat pour prendre les actes prévus et énumérés aux articles L 1413-1 et L 2122-22 du CGCT et dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'autoriser, en application des articles L 2122-17 et L 2122-23 de ce même code, qu'en cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur le Maire pourra par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, être remplacé dans la plénitude de ses fonctions par un adjoint, dans l'ordre de leur élection.

Max LEVITA: Il n'y a pas de très très grand changement. Simplement, il y a l'intervention de la loi NOTRe et donc, comme le permet la loi NOTRe je vous propose de déléguer au Maire la sollicitation des subventions ou auprès d'autres collectivités ou de l'État et il est également proposé de modifier les dispositions relatives à la passation des marchés – mais c'est tout à fait formel – et ses décrets d'application qui ont modifié les textes de référence. Enfin, les dispositifs relatifs à la contraction d'emprunts devront être conformes au règlement financier de la Ville.

Pour : 54

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 2 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD)

Adopté à la majorité.

58. Modification du règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée

Le droit de la commande publique prévoit que les marchés dont les montants sont inférieurs à ceux imposant une procédure de passation formalisée peuvent être passés selon une procédure adaptée définie librement par la collectivité acheteuse.

Sur cette base, par une délibération en date du 30 mars 2009 le Conseil Municipal de Montpellier a approuvé un règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée.

Le droit des marchés publics étant en constante évolution, ce règlement a été modifié à plusieurs reprises.

Une nouvelle modification est aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les évolutions réglementaires introduites par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le projet de règlement modifié est joint en annexe à la présente délibération.

Les modifications apportées sont essentiellement formelles. En effet, le décret pré-cité ayant abrogé le code des marchés publics, toutes les références à celui-ci et à certains de ses articles sont aujourd'hui obsolètes.

Les seuils de procédures internes ne sont pas modifiés ni les règles générales de procédure applicables à chacun de ces seuils ou aux marchés dont l'objet est spécifique.

Il est rappelé en outre que ce règlement s'en tient volontairement à la fixation de règles générales.

Le détail des procédures ainsi que les modèles d'actes pouvant être utilisés par les services restent fixés par note de service afin de permettre une plus grande réactivité et adaptabilité de notre achat aux mutations constantes du droit de la commande publique, que ces mutations soient d'origine réglementaire ou jurisprudentielle.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications apportées au règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée de la Ville de Montpellier ;
- d'approuver ledit règlement tel qu'annexé à la présente délibération.

Max LEVITA: Il n'y a rien de changé. Simplement, les textes ayant changé, on appliquera les textes. Mais cela ne change rien au fonctionnement particulier de la commission d'appels d'offres par rapport à ce qui se passait précédemment.

Pour : 55

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Anne BRISSAUD)

Adopté à la majorité.

59. Désordre Local jardinier Petit Bois de la Colline, Protocole d'accord entre la Ville et la SMABTP, assureur de la SAS PIERRE ET BETON

Dans le cadre du marché de travaux n°6 AGV 2691 relatif à la construction d'un local jardinier au Parc du Petit bois de la colline, le lot n° 1 « terrassement – Gros œuvre » d'un montant de 70 157.59€ a été attribué à la SAS PIERRE ET BETON suivant acte d'engagement du 20 décembre 2006.

Le 27 juin 2007, les travaux ont été réceptionnés sans réserve.

Le 3 décembre 2013, à la suite de l'apparition de fissures importantes sur le palier d'accès, la Ville a mis en demeure la SAS PIERRE ET BETON de reprendre intégralement l'ouvrage.

Afin de déterminer la cause, l'étendue et l'origine des dommages, la Ville a saisi le tribunal administratif de Montpellier d'un référé-expertise par requête du 26 mars 2014 à l'encontre de la SAS PIERRE ET BETON et de son assureur, la SMABTP.

Par ordonnance du 12 mai 2014, M. SALVADOR, expert judiciaire, a été désigné pour accomplir la mission d'expertise.

Aux termes de son rapport du 28 octobre 2014, il ressort que le sinistre menace à terme la ruine de l'ouvrage et rend l'ouvrage impropre à sa destination. L'expert conclut à la responsabilité totale de l'entreprise SAS PIERRE ET BETON.

Le montant des travaux retenu par l'expert est celui du devis de la société DARVER qui s'élève à 21 592.84€ TTC.

La Ville a fait effectuer ces travaux qui ont été réceptionnés le 11 mars 2015.

Afin de mettre un terme au litige né entre la Ville et la SAS PIERRE ET BETON, assurée par la SMABTP, et de prévenir un recours en responsabilité, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel dont il est ici l'objet.

La SAS PIERRE ET BETON ayant cessé son activité depuis le 31 juillet 2013, le présent protocole est conclu entre la Ville de Montpellier et l'assureur de la SAS PIERRE ET BETON, la SMABTP.

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme au litige survenu entre les parties, et de prévenir tout litige à naître, au titre des dommages survenus à la suite de la réception des travaux de construction réalisés par la SAS PIERRE ET BETON dans le cadre du lot n° 1 « terrassement – Gros œuvre » du marché de travaux n°6 AGV 2691 relatif à la construction d'un local jardinier au Parc du Petit bois de la colline.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le protocole transactionnel à conclure entre la Ville de Montpellier et la SMABTP relatif aux dommages affectant le local jardinier du petit bois de la colline ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant qualité, à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame PEREZ avec la procuration de Madame DEMON entre en séance.

60. Cotisation à l'association des maires de France et à l'association des maires de l'Hérault - Exercice 2016

Créée en 1907, reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des maires et des présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements.

Aujourd'hui, 34 486 maires et 1 481 présidents d'EPCI en sont adhérents.

L'association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'association des Maires de France. La fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault. Pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France.

Au titre de l'année 2016, il est donc proposé l'adhésion à l'Association de Maires de France et celle des Maires de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 799,90 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement de la cotisation telle que définie ci-dessus pour un montant total de 43 799,90 € ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur la nature 6281 chapitre 920 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, je tiens à vous féliciter. Je vous félicite d'avoir enfin adhéré à l'AMF, présidée par mon ami François BAROIN. Je vous félicite de joindre votre voix à lui et à l'ensemble des maires de France pour défendre nos communes et par là-même la pérennité budgétaire de Montpellier.

Monsieur le Maire : Vous savez que quand j'étais au congrès des maires, j'ai rencontré Monsieur BAROIN.

Anne BRISSAUD : Je le sais.

Monsieur le Maire : Mais vous avez des relations permanentes avec Monsieur BAROIN ?

Anne BRISSAUD : C'est un ami.

Monsieur le Maire : Vous êtes en direct. Vous avez un ami fort sympathique. Franchement. Et très avenant.

France JAMET : Je voulais juste vous dire que je ne vous félicite pas, parce que cette association est précisément présidée par Monsieur BAROIN qui, dans son excellence, a jugé bon, dernièrement, d'interdire les crèches dans les mairies à Noël. Donc, nous voterons contre pour toutes ces raisons.

Monsieur le Maire : Je ne vais pas arbitrer entre l'UDI et le FN.

France JAMET : Un jour, vous m'expliquerez l'utilité et la finalité de ces associations qui coûtent très cher et qui ne servent à rien.

Monsieur le Maire : Entre l'UDI dissidente... Ce que je peux vous dire, c'est que nous étions la seule Ville qui n'avait pas adhéré à l'ADF, et nous avons adhéré in fine. Et puis, vis-à-vis de Toulouse, c'était important aussi. Donc, on l'a fait dans cet esprit-là.

Pour : 58

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

61. Attributions de subventions - Exercice 2016

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	Fonctionnement		2 000 €
6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	INTERVENTION ARTISTIQUE DANS LES ECOLES	1 000 €
6285	LA MAISON DES HISTOIRES	Fonctionnement		400 €
TOTAL				3 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**:
- SPORT

Code	Structure	Type	Montant
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement	1 800 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement	2 700 €
917	MUC VOLLEY-BALL	Fonctionnement	16 000 €
919	MUC ESCRIME	Fonctionnement	19 000 €

963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement	3 000 €
1417	MUC BASEBALL	Fonctionnement	4 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement	2 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement	3 000 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	Fonctionnement	7 000 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Fonctionnement	4 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement	20 000 €
5368	SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	102 000 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	145 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement	85 000 €
TOTAL			415 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6428	FEDERATION FRANCAISE DE KARATE	Projet	CHAMPIONNAT D'EUROPE DE KARATE	25 000 €
	FEDERATION FRANCAISE DE NATATION	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATATION	60 000 €
TOTAL				85 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25850, nature 6574, chapitre 924

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
775	MONTPELLIER SAUVETAGE	Projet	ACTION ET FORMATION CITOYENNE	1 300 €
5370	ENV AGROTECH	Projet	SEMINAIRE SCIENTIFIQUE	500 €
5942	ETUDIANTS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ASSOCIATIF	Projet	GESTION ET COMMUNICATION DE LA ROUTE DES PAPILLONS	500 €
TOTAL				2 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant
2110	A CŒUR OUVERT	Fonctionnement	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant
------	-----------	------	---------

4618	ASSOCIATION DES NOUVEAUX GAYS ET LESBIENNES ANGEL	Fonctionnement	500 €
------	------------------------------------------------------	----------------	-------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	Projet	NOËL DE L'ESPOIR	8 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- DROIT DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	Projet	AU FEMININ	350 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

○ Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE** :

- LOGEMENT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE HERAULT	Fonctionnement		4 000 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS	Projet	ATELIER DE QUARTIER	9 000 €
TOTAL				13 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

○ Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3064	LÂCHE LES MOTS	Projet	ON GRAFFE NOS POUBELLES	400 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Projet	HISTOIRE D'UN ENFANT GIPSY	500 €
5140	ASSOCIATION POUR LE RASSEMBLEMENT DES CITOYENS ET COMMERÇANTS	Fonctionnement		700 €
TOTAL				2 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 534 150 €;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'approuver les conventions spécifiques pour les clubs sportifs de haut niveau annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS sort de séance.

62. Création d'un tarif pour l'organisation des primaires des partis politiques

Afin de simplifier les relations de la Ville de Montpellier vis-à-vis des partis politiques souhaitant organiser des primaires sur son territoire il vous est proposé d'approuver la création d'un nouveau tarif.

Ce tarif sera mis en oeuvre pour chaque bureau de vote demandé par un parti politique pour l'organisation de ses primaires.

Les primaires seront organisées dans des écoles de la Ville ou tout autre équipement reconnu comme un bureau de vote pour les élections nationales et locales.

Le tarif par bureau comprend : le coût des heures supplémentaires réalisées par les agents de la Ville (installation, préparation, ouverture/fermeture des sites, entretien des locaux, ...), la mise à disposition des locaux (basé sur le tarif de mise à disposition de salles des écoles) et la livraison du matériel.

Il est à noter que le matériel est mis à disposition gratuitement et qu'il est composé, par bureau de vote, de 3 isolements dont 1 isolement PMR, 1 tabouret, 1 urne, 4 tables et 8 chaises.

Le tarif proposé est de 390€ par bureau et par tour de scrutin.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la création de tarif qui lui est proposé dans la présente délibération ;
- de préciser qu'il sera applicable au 1^{er} juillet 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Ca vous intéresse, ça ?

Cédric de SAINT-JOUAN : Absolument.

Monsieur le Maire : Mais c'est pas possible...

Cédric de SAINT-JOUAN : Eh bien, si. Non seulement ça m'intéresse, mais ça me réjouit, ça me réjouit que les partis politiques organisent des primaires, car les partis politiques sont le socle de la démocratie, je le rappelle, et il n'existe pas de démocratie sans pluripartisme.

Monsieur le Maire : Sans parti politique. Dites-le. Je veux l'entendre de votre bouche. Il n'existe pas de démocratie sans parti politique.

Cédric de SAINT-JOUAN : Il n'existe pas de démocratie sans pluripartisme. Vous m'avez mal entendu. Je ne juge pas anormal que la collectivité soutienne le fonctionnement des partis politiques. Je répète puisque vous êtes parti sur autre chose, je ne juge pas anormal que la collectivité soutienne le fonctionnement des partis politiques dans la mesure où il y a un régime d'égalité entre ces partis. On pourra dire ce qu'on voudra des partis politiques, mais ils présentent l'avantage de mettre en place des systèmes de contre-pouvoirs en interne et je dois vous dire que je suis profondément préoccupé par les mouvements dits citoyens qui n'offrent aucun garde-fou aux dérives autocrates. Conséquence de quoi, je m'abstiendrai sur ce point.

Monsieur le Maire : Ralliez le groupe. Puisque vous êtes chez les Verts, vous êtes chez Europe Écologie-les Verts. Rentrez dans le groupe.

Cédric de SAINT-JOUAN : Mais absolument pas.

Monsieur le Maire : Alors, je ne vous comprends plus. Il y a comme un hiatus.

Cédric de SAINT-JOUAN : Vous ne comprenez pas que l'on puisse respecter les fonctionnements, même si on n'y appartient pas. On peut respecter le système des partis politiques, même si on n'appartient pas à un parti politique. Je comprends que ce soit un peu abstrait pour vous.

Monsieur le Maire : Franchement, ce n'est pas très cohérent, tout ça.

Cédric de SAINT-JOUAN : C'est très cohérent.

Monsieur le Maire : Il manque quand même une petite connexion.

Cédric de SAINT-JOUAN : Il manque aussi des garde-fous dans les mouvements dits citoyens pour éviter les dérives autocrates.

Max LEVITA : Il y a un coût pour ces primaires. Pourquoi ce serait la Ville qui le prendrait en charge ?

France JAMET : Nous, on est dans un parti où on est tout le temps en train de se remettre en question. Il n'y a pas de souci, nous. On vote et c'est bon. Il n'y a que chez vous qu'il y a une foultitude de problèmes et de personnalités qui n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une chose, déjà, avoir un objectif et un programme. On soutient la liberté de manifester et les socialistes sont contre la liberté de manifester.

Monsieur le Maire : On a fait le tour de la question. Ce qu'on peut dire, c'est que dans cette affaire, nous, nous sommes équitables. Nous sommes équitables. C'est trop tard, vous demandez la parole après l'affaire chaque fois. Nous sommes équitables. Il y aura des primaires de chaque côté et nous faisons les mêmes conditions pour tout le monde et je vais vous dire à quoi correspondent les frais, c'est au personnel municipal qui est employé pour cela.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (France JAMET, Audrey LLEDO, Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

63. Création et modifications de tarifs pour la mise à disposition du Carré Sainte-Anne et du Pavillon Populaire

Le Carré Sainte-Anne, espace d'art contemporain, et le Pavillon Populaire, espace photographique, sont de véritables écrans municipaux de présentation des œuvres des artistes majeurs qui y sont invités. Dans le respect de la création, des œuvres et de la volonté des artistes, la Ville de Montpellier propose d'ouvrir désormais ces lieux à l'accueil de rencontres professionnelles et événementielles, sans entraver l'ouverture des expositions au public.

Ces accueils permettront de développer la notoriété de nos lieux d'art, l'ouverture à de nouveaux publics et de proposer, au même titre que le Musée Fabre, La Panacée ou l'Opéra Comédie, de nouveaux sites prestigieux et atypiques emblématiques de Montpellier.

A ce titre, il vous est proposé aujourd'hui d'adopter la mise en place d'une tarification pour le Pavillon Populaire et le renouvellement de celle du Carré Sainte-Anne en prenant en compte le projet d'établissement et les coûts de fonctionnement de tels accueils ; nous proposons de fixer trois tarifs distincts, qui s'adaptent à une mise à disposition des lieux avec ou sans exposition en cours :

- Plein tarif pour la location du lieu sans implication avec le projet d'établissement, sous condition de disponibilité et de l'accord sur cet accueil ;
- *Demi-tarif pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle des lieux d'art que sont le Pavillon Populaire et le Carré Sainte-Anne ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier **entraînant des recettes** ;
- **Forfait de base pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle de la politique culturelle de la Ville de Montpellier **n'entraînant pas de recettes**.

Carré Sainte-Anne	Unité	Tarifs 2016		
		Plein tarif	Demi tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €

Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes

Pavillon Populaire	Unité	Tarifs 2016		
		Plein tarif	Demi tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €

Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les créations et modifications de tarifs qui lui sont proposés dans la présente délibération ;
- de préciser qu'ils seront applicables au 1^{er} juillet 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

64. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre. Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville. A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 58 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 88 034,50 €.

DATE	SALLE	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
03/06/2016	SALLE PETRARQUE	DIS-LALIE	610	30,5	579,5
04/06/2016	SALLE PETRARQUE	Association des Choeurs de Montpellier	610	30,5	579,5
04/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Culturelle de Bienfaisance de Montpellier	315	30,5	284,5
04/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Réseau Education sans Frontières 34	450	30,5	419,5
06/06/2016	SALLE DES RENCONTRES	LIONS CLUB MONTPELLIER DOYEN	2700	0	2700
07/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Fédération de l'Hérault	315	30,5	284,5
07/06/2016	CENTRE RABELAIS	Mutuelle Générale de l'Education Nationale	1325	51	1274
07/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	AV2E- Vivre à l'Esplanade de l'Europe	450	30,5	419,5
07/06/2016	Salle de réceptions Grammont	CHU	2040	0	2040
07/06/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
09/06/2016	Salle de réceptions Grammont	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	2040	51	1989
09/06/2016	SALON DU BELVEDERE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	315	30,5	284,5
09/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Ecole Elémentaire JULES SIMON	1630	30,5	1599,5
10/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Ecole élémentaire Alain SAVARY	1630	30,5	1599,5
10, 17 et 24/06/2016	SALON DU BELVEDERE	Direction de l'Administration Pénitentiaire	945	91,5	853,5
11/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Eglise Protestante Malgache en France	315	157,5	157,5
12/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Solidarité Dom Tom Hérault	2000	1000	1000
12/06/2016	Salle de réceptions Grammont	Amitié Franco-Vietnamienne Comité Hérault	3000	102	2898
12/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Théâvida	900	61	839
14/06/2016	CENTRE RABELAIS	Agence régionale de la santé	1325	51	1274
14/06/2016	Salle de réceptions Grammont	ROTARY CLUB Méditerranée	2040	51	1989
15/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	315	30,5	284,5
16/06/2016	Salle de réceptions Grammont	Amicale des Retraités Municipaux	2040	51	1989
16/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Coup de soleil Languedoc-Roussillon	315	157,5	157,5
17/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	GROUPE MIAM MIAM SUD	450	225	225
17/06/2016	Salle Jules PAGEZY	ARASM-Croix Marine	1630	51	1579
18/06/2016	Salle Guillaume de Nogaret	APHIM/GLFF	315	30,5	284,5
18/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Service des Traducteurs d'Urgence	450	30,5	419,5
20/06/2016	Salle de réceptions Grammont	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	2040	51	1989
21/06/2016	CENTRE RABELAIS	CHRU de Montpellier centre ressources autisme	1325	51	1274
23/06/2016	SALON DU BELVEDERE	ATELIER DE DANSE	315	30,5	284,5
23/06/2016	SALLE PETRARQUE	Jazz à Tous les Etages	610	30,5	579,5
24/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Ecole Berthe Morisot	1630	51	1579
24/06/2016	SALLE PETRARQUE	Laboratoire LIRMM	610	30,5	579,5
25/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Club sportif des Sourds (secteur Badminton)	450	30,5	419,5
25/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Eglise Protestante Malgache en France	1630	51	1579
25/06/2016	SALON DU BELVEDERE	Inter'Cal Union des Calendretas de l'Agglomération de Montpellier	315	30,5	284,5
26/06/2016	Salle de réceptions Grammont	Centre Communautaire et Culturel Juif	3000	1500	1500
27/06/2016	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	610	30,5	579,5
28/06/2016	CENTRE RABELAIS	Montpellier Danse	1325	77	1248
28/06/2016	SALLE PETRARQUE	Gazette des Communes	610	0	610
28/06/2016	SALLE DES RENCONTRES	Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault	3260	51	3209
30/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Ecole Paul Bert	1630	51	1579
02/06/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Fédération Française des Motards en Colère	450	30,5	419,5
17/06/2016	Salle de réceptions Grammont	COSC	2040	0	2040
20/06/2016	Salle de réceptions Grammont	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	2040	51	1989
01/07/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	SERM	450	30,5	419,5
01/07/2016	Salle Jules PAGEZY	ECHECS CLUB MONTPELLIER	17040	612	16428
02 et 04/07/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	630	61	569
02/07/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Vivre Parc Marianne	450	30,5	419,5
03/07/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	SONIKETE FLAMENCO	900	450	450
03/07/2016	Salle de réceptions Grammont	Amicale Arménienne de Montpellier et sa Région	3000	102	2898
05, 07, 08/07/2016	Salle de réceptions Grammont	Université de Montpellier-Service commun de documentation	6120	153	5967
08/07/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier	1800	122	1678
09/07/2016	SALLE DES RENCONTRES	Forum Fédération International du sport Universitaire 2016	3260	51	3209
18/07/2016	SALON DU BELVEDERE	Institut Européen des Membranes	315	30,5	284,5
21/07; 11 et 25/08/16	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1830	91,5	1738,5
28/07/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Parents d'Elèves du Conservatoire	4370	427	3943
				TOTAL	88034,5

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur RASSAT sort de séance.

65. Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait pour la commune de Montpellier et le centre communal d'action sociale de Montpellier se traduit par la volonté de renouveler le groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés informatiques.

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes publiques sur le fondement de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et plus précisément de son article 28 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics en vue de la passation des marchés informatiques concernant l'acquisition d'ordinateurs, de périphériques, de serveurs, et de logiciels, les prestations d'installation, de conseil, de support et d'audit ainsi que les développements de solutions.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution des marchés pour ce qui la concerne.

Durant cette période, chaque entité sera libre de lancer des consultations de façon autonome, hors groupement de commandes, pour des besoins spécifiques.

La convention prend effet le 5 septembre 2016 pour une durée de quatre ans et se termine en cas de sortie d'un des deux membres du groupement ou à défaut à la fin de cette période.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Sabria BOUALLAGA : Je vais poser ma question quand même, merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Sur l'affaire 65, je vous écoute.

Sabria BOUALLAGA : Je vous demande de poser une question pour l'affaire, précisément, sur laquelle nous sommes encore. Or, vous bondissez comme un lapin sur les autres affaires. Laissez-moi m'exprimer, je vous prie. Ou je vais devoir vous appeler Monsieur le Roi.

Monsieur le Maire : Vous n'allez pas faire comme Monsieur VIGNAL.

Sabria BOUALLAGA : Monsieur LEVITA, vous, vous êtes plus sage. Je vais m'adresser à votre Premier adjoint car vous êtes bien excité ce soir. Lui, au moins, il ne va pas me couper la parole. Ce que je voulais savoir, Monsieur LEVITA, c'était par rapport à l'affaire que nous avons traitée sur les partis. C'est quel mode de fonctionnement ? Puisque, moi, je ne suis pas une apparatchik, hein, je suis novice en politique, comme la plupart ici, la majorité en tout cas. Comment était le fonctionnement, avant, pendant les 30 ans, ou les 50 ans vous étiez au pouvoir ?

Monsieur LEVITA : Des primaires ont été organisées en 2012 à la demande du Parti socialiste et on a fait voter la même délibération. C'est même moi qui ai fait le chèque.

Sabria BOUALLAGA : Je l'assume, oui, j'ai des valeurs de gauche, vous croyez quoi ? Vous croyez que j'ai honte de ce que je suis. Je suis en phase avec mes racines, il n'y a pas de problèmes. Là, c'est logique, c'est tout ce que je voulais savoir. Si vous m'aviez dit que pendant 30 ans, si vous m'avez dit oui...

(S'adresse à une personne qui lui parle hors-micro) Merci, j'avais oublié qu'on avait une secrétaire d'orthographe.

Patricia MIRALLES : *(hors-micro)*: Moi, je parle le français correctement.

Sabria BOUALLAGA : Qu'est-ce que vous insinuez, Madame ? Que mes origines étrangères vous dérangent ? Attention à ce que vous dites.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

66. Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la maintenance des installations d'éclairage public entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole – Autorisation de Signature

La compétence éclairage public est exercée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er janvier 2016. Le réseau concerné est composé de candélabres, d'armoires électriques de distribution et de câbles d'alimentation aériens ou souterrains.

A Montpellier, les réseaux peuvent comporter des tronçons ou équipements situés à l'intérieur de périmètres non transférés à la Métropole (parcs et jardins, parkings d'équipements municipaux ...).

Les marchés de maintenance conclus par la Ville de Montpellier et transférés à la Métropole, qui prennent en compte l'ensemble du réseau d'éclairage public, arrivent à échéance au 31 décembre 2016.

Il convient donc de lancer une procédure de consultation d'entreprises pour attribuer de nouveaux marchés. Tel est l'objet de la convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération pour la passation et l'exécution du marché de maintenance des installations et petits travaux d'éclairage public. Les prestations seront ainsi réalisées sur tout le réseau, sans discontinuité, pour assurer un service efficace et une gestion financière et technique rationnelle.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et assurera donc toute la procédure de passation et d'exécution des prestations au nom et pour le compte des membres du groupement. Il s'agit d'un accord-cadre de travaux exécuté par bons de commande, sans montant maximum, d'une durée d'un an à compter de la notification prévue en décembre 2016, et renouvelable trois fois.

Ce marché comportera quatre lots géographiques pour le pôle de Montpellier, définis par quartiers. Ces quatre lots, estimés à 6 millions d'euros, sont l'objet de la convention de groupement de commande et ne comprennent que les prestations de maintenance (entretien assuré par la régie de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public).

Les lots concernés par la convention de groupement de commandes avec la Métropole sont les suivants :

- Lot 6 : Montpellier – Quartiers Port Marianne et Près d'Arènes

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 7 : Montpellier – Quartier Centre

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 8 : Montpellier – Quartiers Croix d'argent et Cévennes

Montant minimum : 180 000 € HT / an

- Lot 9 : Montpellier – Quartiers hôpitaux Facultés et Mosson

Montant minimum : 180 000 € HT / an

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la réalisation des prestations de maintenance de l'éclairage public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes et à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

67. Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 3 - Autorisation de signature

Depuis le 1er janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent, par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole de Montpellier. Le 1er janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n° 2010/555 approuvée en Conseil Municipal du 13 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux pour la maintenance des équipements climatiques, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° 2014/501 approuvée en Conseil Municipal du 6 novembre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015, puis par délibération n° 2015/247 du Conseil Municipal du 18 juin 2015, un avenant n°2 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2016.

Compte-tenu, d'une part, que le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses trente et une communes, a été adopté par délibération n° 2015/129 du Conseil Municipal du mercredi 29 avril avec un processus de concertation en cours pour la mise en œuvre de celui-ci et, d'autre part, que la maintenance des installations de chauffage doit être assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2016-2017, il est proposé que la durée de la convention soit prorogée d'un an renouvelable une fois, à compter du 1er juillet 2016.

Il convient par ailleurs de mettre à jour la liste des bâtiments, objet de la convention, afin de prendre en compte l'ajout ou la suppression d'équipements.

Les modifications apportées à cette liste entraînent une variation du montant du remboursement des frais de fonctionnement annuel du service par Montpellier Méditerranée Métropole, le montant annuel est porté de 212 394€ à 246 470€.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°3 à la convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tous documents afférents ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

68. Mise à disposition de salles à titre gracieux dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 255 €

L'association concernée est :

MPT VILLON : 100% lady's 255€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2585 €

Les associations concernées sont :

MPT COLUCCI : Crèche BAMBOUBULLE 55€

MPT GUILLERME : Avec 110€

MPT MERCOURI : Cie des Sherpas 275€, Comité de quartier Port Marianne Sud 55€

MPT PAGNOL : Alliance 440€, Association savoir solidarité Fraternité 110€, FPMA 110€

MPT PARKS : Cie des Sherpas 330€, Eiki l'âme des créatifs 110€, Les Mains enchantées 110€, Volontariat et soutien par l'art 385€.

MPT VOLTAIRE : Italia a due passi 110€, Eiki l'âme des créatifs 275€

MPT LAGRANGE : Grandir sans fil 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur RASSAT entre en séance.

69. Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers et redevances minorés - Autorisation de signer les conventions

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant des conventions jusqu'au 31 décembre 2016.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Aide annuelle en nature
Alcool et les proches	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	130 € 00 (12 h/mois)	35 €	95 €
Ecole des Arts Martiaux	2, rue des Tourterelles 34000 – Montpellier	130 € 00 (12 h/mois)	35 €	95 €
Usagers des banques	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	180 € 00 (16 h/mois)	35 €	145 €
Bien Vivre à Aiguelongue	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	420 € 00 48 h/mois)	35€	385 €
Blouses roses	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	302 € 00 (32 h/mois)	35 €	267 €
Bonsai Club	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	180 € 00 (8 h/mois)	35 €	145 €
APAJ Centre gitan	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	280 € 00 (32 h/mois)	35 €	245 €
Myosotis	Ex MpT Emma Calvé	25 € 00 (5 h/mois)	35 €	-
Radio Campus (ADOREM)	Ex MpT Emma Calvé	885 € 00 (120 h/mois)	35 €	850 €
Comité de quartier Nord	Ex MpT Emma Calvé	156 € 00 (24 h/mois)	35 €	121 €
Etudiants vietnamiens	Ex MpT Emma Calvé	52 € 00 (8h/mois)	35 €	17 €
Amitié Franco Vietnamienne	Ex MpT Emma Calvé	224 € 00 (34 h/mois)	35 €	189 €
AFTOC	Ex MpT Emma Calvé	21€ 00 (3h 30/mois)	35 €	-
Six Sens	Ex Mpt Emma Calvé	448 € 00 (68 h/mois)	35 €	413 €
Association	9, rue de la Poésie	542 € 00	35 €	507 €

Philatélique Montpelliéraine		(20 h/mois)		
Infonet Service	9, rue de la Poésie	433 € 00 (16 h/mois)	35 €	398 €
Montpel Libre	9, rue de la Poésie	216 € 00 (8 h/mois)	35 €	181 €
Toranomaki	9, rue de la Poésie	357 € 00 (14 h/mois)	35 €	322 €
Le Baobab	La Ruche 11, rue des Abeilles	252 € 00 (12 h/mois)	35 €	217 €
Amicale des Radesthésistes	La Ruche 11, rue des Abeilles	192 € 00 (10 h/mois)	35 €	157 €
Bout'Entrain	La Ruche 11, rue des Abeilles	378 € 00 (18 h/mois)	35 €	343 €
Confédération syndicale des familles	La Ruche 11, rue des Abeilles	252 € (12 h/mois)	35 €	217 €
Passe Pierres	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux 30 m2	95 € 00 (24 h/mois)	35 €	60 €
ANR 34	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux 30 m2	108 € 00 (36 h/mois)	35 €	73 €
Amis des étudiants	Jacques Prévert 12, rue des Sureaux 30 m2	288 € 00 (60 h/mois)	35 €	253 €
Arceaux Montpellier (foot)	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	432 € 00 (stockage)	35 €	397 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les 26 conventions de location du domaine public et privé de la Ville jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers et redevances minoré proposés aux 25 associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 6 092€;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

70. Mise à disposition de locaux associatifs

Approbation des loyers minorés

Autorisation de signer les conventions

Suite à la réunion de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs du 4 mars 2016, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 renouvelable une fois par tacite reconduction pour les associations mentionnées dans le tableaux ci-dessous.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative prorata temporis	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Friends of the Anglophone Library	23 rue Lakanal	9 880 €	35€	9 845€
Fédération des radios associatives non commerciales du LR	121 route de Boirargues	4 400 €	35 €	4 365 €
Jazz in Clap Coop	121 route de Boirargues	4 400 €	35 €	4 365 €
Faso savoirs	1065 rue Croix de Figuerolles	6 710 €	35 €	6 675 €
Déclic Familles et Toxicomanies	45 rue Camille Desmoulins	2 420 €	35 €	2 385 €
Cœur Marianne	Pavillon Jean Nouvel	7 425 €	35 €	7 390 €
Identité et Partage	121 route de Boirargues	4 400 €	35 €	4 365 €
Regards sur le cinéma Algérien	121 route de Boirargues	4 400 €	35 €	4 365 €
Amicale des Corses	6 rue des Hospices	13 000 €	35 €	12 965 €
ADRA	19 place du nombre d'Or	17 420 €	35 €	17 385 €
ADRA	7 place du nombre d'Or	13 130 €	35 €	13 095 €
La Maison d'Espagne	Rue Raoul	23 400 e	35 €	23 365 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

71. Autorisation de signer la convention de location du domaine privé de la Ville

Dans un objectif de favoriser la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose de renouveler la convention de location pour l'association "Le Club de la Presse" du 1^{er} juin au 31 décembre 2016. L'association occupe, depuis le 1er juin 1996, des locaux du domaine privé de la Ville, d'une superficie de 130 m², situés 1 place du nombre d'Or.

A ce titre, il est donc proposé que cette nouvelle convention de location prenne effet au 1er juin 2016 jusqu'au 31 décembre 2016, aux mêmes conditions que la précédente, le montant du loyer annuel étant fixé à 16 098,16 euros, charges locatives en sus.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention d'occupation du domaine privé de la Ville jointe en annexe passée avec l'association « Le Club de la Presse » et de porter au compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

72. Renouvellement de la mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition du service Energie de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet afin d'assurer l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

La mise à disposition arrivant au terme de la période prévue, il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents à compter du 1^{er} juillet 2016, pour une durée d'un an.

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition. La masse salariale correspondante restera donc à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant la nécessité de renouveler les conventions de mise à disposition des trois agents à compter du 1^{er} juillet 2016, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

73. Astreinte des chauffeurs - Service Commun - Création d'une astreinte d'exploitation

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leurs services de chauffeurs dans le cadre d'une convention de service commun, service commun qui fait l'objet d'un rattachement auprès de la Ville.

Le Conseil municipal du 28 avril 2016, après avis du comité technique, a validé la création du service commun.

L'organisation du travail de ce service commun des chauffeurs a été soumise à l'avis du comité technique du 31 mai 2016.

Cette organisation prévoit que les agents composant le service commun des chauffeurs seront amenés à effectuer des astreintes dans le cadre de leur mission afin d'apporter les réponses adaptées aux besoins de service.

Afin de répondre à ces attentes, et après avis du Comité technique du 31 mai 2016, il est proposé de créer une astreinte d'exploitation pour les Chauffeurs du service commun de la Direction du Cabinet du Maire.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

La délibération en date du 25 juin 2007, modifiée par la délibération du 17 décembre 2015, fixe les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes applicables aux services et agents municipaux.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
Direction du cabinet du Maire	Service commun des Chauffeurs	Adjoint technique Agent de maîtrise Technicien	Semaine Week-end	Mobilisation lors de déplacements justifiés par l'exercice de leurs fonctions des élus de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007 ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

74. Emplois saisonniers: création d'emplois non-permanents et modalités de rémunération

Au regard des impératifs de fonctionnement des services et pour pallier les absences d'agents titulaires pendant la période estivale, 167 emplois saisonniers non permanents sont créés.

Les intéressés percevront une rémunération afférente au 1er échelon de l'échelle 3 et correspondant aux indices brut 340 et majoré 321, complétée de l'indemnité de résidence et le cas échéant du supplément familial de traitement.

Cette rémunération sera versée au prorata du temps de présence effective de l'agent. Aucune prime ou indemnité ne sera versée en complément.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création d'emplois saisonniers non permanents;
- d'approuver les modalités de rémunération de ces emplois saisonniers, excluant le régime indemnitaire applicable aux agents municipaux.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire: Un petit point d'information qui s'adresse à l'ensemble du conseil municipal. Je vous rappelle que nous signerons le pacte de jumelage avec Palerme le 4 et le 5 juillet. Mais vous serez informés en temps et heure. Et je rappelle aussi que le maire de Palerme, Leoluca Orlando, a été nommé, il y a 15 jours, par le gouvernement italien, président de la Métropole de Palerme, ce qui est très important, aussi, pour la Métropole de Montpellier.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h30.

Conseil Municipal du 22 juin 2016
Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 28 avril 2016

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0110	Location de salles auprès de l'association EPSEDANSE dans le cadre de l'organisation de la ZAT 10, pour un montant global de 627 € TTC.
2016/0139	Marché n° 5B0171 : après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier le ramonage des conduits de fumée et des chaudières des bâtiments communaux, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole à l'EURL PHILIPPE SALLES pour un montant maximum de 88 000 € HT au total pour les 2 lots - Le marché sera conclu jusqu'au 31/12/2017.
2016/0140	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "achat de mobiliers de collectivité" (6B0035) pour le lot n°1 (Chaises métalliques pliantes de festività type Touraine) à la société MOBIDECOR pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 45 000.00 € HT, pour le lot n°2 (Piétements de tables de festività et chariots) à la société Esat Compagnons de Maguelone pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 42 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de quatre ans à compter de la date de notification.
2016/0141	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'achat de vêtements de travail (N° 5D0041)" à la société CEVENOLE DE PROTECTION pour un montant annuel estimé de commandes de 85 000 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa date de notification. Le marché peut être reconduit par période successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de trois fois un an.
2016/0142	Marché de prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville et dans les bâtiments communaux, ainsi que deux campagnes de dératisation sur le domaine public, n°4C0035, montant maximal 180 000€ HT sur 2 ans. La durée du marché est d'une année à compter de la notification, et reconductible une fois, mais non repris dans la décision initiale, il convient de prendre une décision complémentaire afin de pouvoir reconduire pour une période d'un an, pour une durée maximale de deux ans, le dit marché.
2016/0143	Il convient de retirer et de remplacer la décision n° 2016/0058 car la régie est rattachée au service Police Municipale et non pas au service Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain.
2016/0144	Il s'agit de confirmer l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association nationale des villes et pays d'art et d'histoire pour l'année 2016 pour un montant de 4700 €.
2016/0145	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achats de boissons" (6B0036) pour le lot n°1 (boissons non alcoolisées) à la société ALTERNATIVE BOISSONS SERVICES pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000.00 € HT, pour le lot n°2 (boissons alcoolisées) à la société ALTERNATIVE BOISSONS SERVICES pour un montant total de commandes sans minimum et avec un

	maximum de 45 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution de un an à compter de la date de notification.
2016/0146	Attribution du marché n° 6B0014 à bons de commande concernant l'acquisition d'un logiciel d'analyse statistique et cartographique de la délinquance à la société SURETE GLOBALE sise 49000 Angers pour un montant maximum de 80 000,00 Euros H.T. sur une durée de 48 mois.
2016/0147	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire de succession vacante au 11 rue DESMAZES.
2016/0148	La Ville émet un avis favorable à la requête de Mme BERNOLLES Simone Josette Rose veuve BLESY Jean Joseph Victor tendant à demander la rétrocession de sa concession trentenaire pour un montant de 517€ (acte 44987).
2016/0149	La Ville décide de signer une convention de mise à disposition temporaire du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de Police Municipale, avec la Ville de Castelnau-Le-Lez, du 1er Janvier 2016 au 31 Décembre 2016, pour un montant de 190 euros la séance de 3 heures pour 7 personnes, conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015.
2016/0151	Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de véhicules légers, et de deux roues (6D0018) pour un montant total maximum de commandes de 700.000 € HT.
2016/0152	Attribution d'un marché n° 6B0020 pour l'assistance technique à la mise en œuvre d'une organisation optimisée de la fonction entretien des locaux municipaux de la Ville de Montpellier à l'entreprise InCF/CONFORM' pour un montant compris entre 20 000 € et 80 000 €.
2016/0153	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "achat de barrières Vauban" (6B0043) à la société ALTRAD MEFRAN COLLECTIVITE pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 80 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution allant de la notification jusqu'au 10 mai 2019.
2016/0154	En vue de la réhabilitation de l'école Louis Figuiet- Victor HUGO(phase 2) , un marché d'appel d'offres (n° 5D0073) a été ouvert et la commission a attribué les lots aux entreprises désignées dans la présente décision pour un montant total de 1 485 080,20 € HT. - lot n°1: COLAS MIDI MEDITERRANEE : 128 894.50 € - lot n°2: DARVER : 730 513.64 € - lot n°3 LANGUEDOC TOITURE : 85 533.50 € - lot n°4 : ALVAREZ : 11 308,00 € - lot n°5 : FPI / ALVAREZ - lot n°6 : TECHNIFER / 184 147,44 - lot n°7 : CHICHE : 47 340.00 € - lot n°8 : SNEF : 66 575.61 € - lot n°9 : CFA - DIVISION DE NSA : 25 600.00 € - lot n°10 : SUD AMENAGEMENT : 95 000.00
2016/0155	Il convient d'augmenter le montant de l'avance pour assurer le bon fonctionnement de la régie du Cinéma Nestor Burma.
2016/0156	Attribution du marché de travaux MAPA N°5D0044 concernant l'aménagement de l'Allée des Hauts de Montpellier et de l'avenue du Comté de Nice dans le cadre du PRU Mosson "Les Tritons" à : - L'entreprise COLAS pour un montant de 223 980,45 € HT, soit 268 776,54 € TTC pour le lot 1 Voirie; - L'entreprise SPIE pour un montant de 60 379 ,54 € HT, soit 72 455,45 € TTC pour le lot 2 Eclairage Public; - L'entreprise SOLATRAG pour un montant de 63 473,00 € HT, soit 76 167,60 € TTC pour le lot 3 Hydraulique Urbaine; - L'entreprise UPEE 7 pour un montant de 13 200,00 € HT, soit 15 840,00 € TTC pour le lot 4 Espaces Verts.
2016/0157	La Ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations. Il est proposé d'adhérer à l'AFIGESE pour l'année 2016 pour un montant de 2040€.
2016/0158	Marché public: pré-achat de l'ouvrage Louise Dahl-Wolfe - N°6B0062, pour un montant de 18900 € HT.
2016/0159	Le marché public n° 6B0070 "Service de traiteur pour les invités de la Comédie du Livre 2016"

	est attribué à LM Traiteur, 110 impasse Louis Ferdinand Herold, 34070 Montpellier, pour un montant maximum de 25 000 € HT.
2016/0160	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "achats de pièces détachées pour le petit matériel d'entretien des espaces verts" (6B0030) à la société GALLOY 34 MV pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 87 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution de trois ans à compter du 24 juin 2016.
2016/0161	Avenant n°1 au Marché 3C0635 Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour le suivi des opérations de mise en conformité des installations et des équipements du Parc Darwin dans le cadre d'un désistement d'un co-traitant.
2016/0163	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de manuels scolaires, livres de bibliothèque et autres livres (n° 5D0011)" pour le lot n°1 à la société SADEL pour un montant maximum de 170 000 € HT, pour le lot n°2 à la société BIBLIOTHEQUE POUR L'ECOLE pour un montant maximum de 80 000.00 € HT, pour le lot n°3 à la société SAURAMPS pour un montant maximum de 50 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période initiale d'exécution de un an à compter de sa date de notification. Le marché peut être reconduit par période successives de un an pour une durée maximale de reconduction de trois fois un an.
2016/0164	Attribution du marché n° 6D0008 passé en procédure d'appel d'offres ouvert concernant la gestion du stationnement payant sur voirie à la société des transports de l'agglomération de Montpellier (TAM). Marché à bons de commande sans minimum, ni maximum sur une durée initiale de 19 mois à compter de la notification du marché avec possibilité de reconduction par période de 6 mois pour une durée maximale de reconduction d'un an. A titre indicatif, les commandes estimées sont les suivantes : estimation pour la période initiale - 2 090 000,00 Euros H.T., estimation pour chaque période de reconduction - 660 000,00 Euros H.T., estimation pour la durée totale du marché : 3 410 000,00 Euros H.T.
2016/0165	Mandat de gestion des salles protocolaires et des bâtiments multi-affectataires - Attribution du marché à bons de commande n° 6B0051 à la société ICADE PROPERTY MANAGEMENT, marché à procédure adaptée, sans minimum et avec un maximum (85 000 € H.T.), conclu pour une durée initiale d'un an à compter de la notification, pouvant être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.
2016/0166	Attribution du marché relatif à l'entretien préventif et à la maintenance des installations de froid industriel de la Cuisine Centrale des Restaurants scolaires à la société SOLANREF, 320, rue de la Garriguette, 34130 SAINT AUNES. MAPA N° 6B0007 d'un montant annuel de 13 800 euros HT reconductible 3 fois. Montant sur 4 ans : 55 200 euros HT.
2016/0167	Marché 6B0068 : renouvellement de contrat avec l'AFNOR pour la certification Qualiville 2016-2018, 3 ans, 7425 euros par an.
2016/0168	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ OUAKI Elie et Marie George.
2016/0169	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ OUAKI Julie.
2016/0170	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FAJON ODILE.
2016/0171	Attribution du marché n° 6B0027 «Logiciel de gestion des classes mobiles pour les écoles de la Ville de Montpellier» à la société ORDISYS pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant maximum de 80 000 € HT pour la durée totale du marché.
2016/0172	La Ville de Montpellier est adhérente au Réseau Français des Villes Educatrices lequel facilite l'échange d'informations et développe les analyses sur les orientations nationales. L'adhésion 2016 est donc renouvelée et le versement d'un montant de 1150€ est inscrit sur le budget de la Ville.
2016/0173	Suite à un appel d'offres, la société S.M.N. a été retenue pour le marché 5D00421281 "Nettoient des espaces publics des cimetières, conciergeries, chapelle et sanitaires" pour un montant de 318 058.17 € H.T.
2016/0174	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Catherine POLGE.

2016/0175	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CANTERO MICHEL.
2016/0176	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AGENCE SAINT PIERRE (REFERE EXPERTISE).
2016/0177	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ QUATREFAGES Marie-José.
2016/0178	Il s'agit de transférer le contrat d'urbaniste/architecte coordonnateur des secteurs ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer passé entre la Ville de Montpellier et la société MDR et de dire que les missions non encore exécutées au titre du contrat initial feront l'objet d'un avenant spécifique entre la SAAM et la société MDR dans le cadre de l'opération d'aménagement concédée.
2016/0179	Attribution du marché n° 6B0003 «Support Microsoft : Messagerie et Collaboratif» à la société RDI pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant maximum de 89 000 € HT pour la durée totale du marché.
2016/0180	Attribution du marché négocié n° 6B0040 : «Maintenance du logiciel AIGLE» à la société CIRIL GROUP pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant maximum de 40 000 € HT pour la durée du marché.
2016/0181	Avenant au marché 2H70 pour une augmentation du budget de 8 550 euros (soit une augmentation de 4.5% du montant du marché) pour des études de programmation supplémentaires concernant l'aménagement des espaces publics autour des futures halles Laissac et l'aménagement de la Grand rue Jean Moulin.
2016/0182	Droit de préemption sur la propriété des Cts THEINSEN située route de Lavérune Lieudit Malamort, cadastrée section PI 43, de 3.526 m ² , pour un montant de 40.000 €.
2016/0183	<p>Le service énergie entretient les installations de chauffage et de climatisation des bâtiments communaux et propose chaque année un programme de travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques permettant d'une part de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements et d'autre part d'améliorer le confort des usagers. Les travaux 2016 se composent de 7 lots. Il est proposé d'autoriser la signature du marché N° 6D0014 pour un montant total de 256 649.88 €HT :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Lot 1 : rénovation de la chaufferie du Gymnase J. Bouin à l'entreprise Hervé Thermique pour un montant de 26 097,11€HT ; -Lot 2 : rénovation de la chaufferie du Groupe scolaire F. Bazille à l'entreprise Mio pour un montant de 46 980,00€HT ; -Lot 3 : rénovation de la chaufferie du Groupe scolaire J. Moulin à l'entreprise Idex Energies pour un montant de 61 841,26€HT ; -Lot 4 : rénovation de la chaufferie et de certains réseaux de chauffage de la Maison pour Tous l'Escoutaire à l'entreprise Hervé Thermique pour un montant de 81 674,51€ HT ; -Lot 5 : adaptation de l'armoire de commande et de régulation du Groupe scolaire F. Bazille à l'entreprise Mio pour un montant de 5 436,00€HT ; -Lot 6 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation du Groupe scolaire J. Moulin à l'entreprise Electroautomatisme pour un montant de 8 465,00€HT ; -Lot 7 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation de la Maison pour Tous l'Escoutaire à l'entreprise Electroautomatisme pour un montant de 26 156,00€HT.
2016/0184	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame RAMOND située 9 rue du Bonnié, cadastrée section ET 213, pour un montant de 225.000 €.
2016/0185	Décision modificative de la décision n° 2016/0105 du 24 mars 2016 : la Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché "Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la Mairie de Montpellier" (N°5D0055), pour le lot 1 (Centre technique GAROSUD) à la société classée seconde au terme de l'analyse des offres, la Société SAS SUD SERVICE, Parc d'Activités la Garrigue, 34171 CASTELNAU-LE-LEZ pour un montant total annuel maximum de commandes de 80.000 € HT. C'est un marché unique qui est conclu pour une période d'exécution initiale de un an à compter de la date de notification du marché, pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
2016/0186	Signature d'un contrat de location de places de parking avec la Société du Parking du Polygone du 01.01.2016 au 31.12.2016 pour un loyer mensuel de 80€. L'augmentation des effectifs de la

	Police Municipale et le démantèlement du parking P4 "PAGEZY" nécessitent la mise à disposition de 120 places de parking.
2016/0187	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la cession du droit au bail propriété des Cts LACOMBE, situé 12 avenue Georges Clémenceau, cadastré section HW 234, pour un montant de 1.000 €.
2016/0188	La Commune décide de défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à MM Gaiffe, Stranieri et Alegre (recours pour excès de pouvoirs contre l'arrêté municipal du 13 février portant interdiction du spectacle de M Dieudonné M'Bala M'Bala - recours indemnitaire).
2016/0189	La commune décide de se constituer partie civile dans le cadre de l'action pénale diligentée par le Parquet à l'encontre de l'association FISE.
2016/0190	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame CELIE et des Consorts ROUCAYROL située 23 rue du Grand Saint Jean, cadastrée section EW 306, pour un montant de 50.000 €.
2016/0191	Il y a lieu de procéder à un MAPA - 6B0083- afin de choisir un prestataire pour mettre en valeur les " Rues de Montpellier, cette valorisation se concrétise essentiellement par la réalisation d'un dossier complet de 24 pages, cette prestation inclut la conception, la réalisation, l'impression ainsi que la parution dans un supplément encarté, à paraître dans « la Gazette Hebdo » du 2 juin 2016- Il convient de noter que la société La Gazette Hebdo a présenté une offre économiquement avantageuse au prix de 28 135 € HT.
2016/0193	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Michèle MARTINEZ.
2016/0194	La Ville émet un avis favorable à la requête de M. DUFOUR Roland tendant à demander la rétrocession de sa case de columbarium trentenaire du cimetière Saint Etienne pour un montant de 753 € (acte 42656).
2016/0195	La Ville émet un avis favorable à la requête de Mme TEDESCO Vincente veuve GERACI tendant à demander la rétrocession de sa concession trentenaire pour un montant de 909€ (acte 42036).
2016/0196	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DUSSAUT Guy.
2016/0197	La Ville décide de signer une convention de mise à disposition temporaire du Stade Yves du manoir avec Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de l'accueil et l'organisation de l'arrivée de la 11ème étape du Tour de France le 13 Juillet 2016.
2016/0198	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AGENCE SAINT PIERRE.
2016/0199	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHAMBERT Philippe.
2016/0200	Direction artistique et conception d'un programme d'expositions pour le Carré Ste Anne et l'espace Dominique Bagouet pour l'année 2017, n°6B0079, pour un montant de 38 334 € HT.
2016/0201	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BORDERIE Jean.
2016/0202	Attribution du marché 6B0002 «Acquisition et maintenance de licences antivirus MCAFEE» à la société ORANGE CYBERDEFENSE pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant maximum de 89 000 € HT.
2016/0203	La Ville a décidé de procéder à la construction du groupe scolaire André Malraux et que, pour réaliser ces travaux, un concours de maîtrise d'œuvre a été lancé sous la référence 1H48. Par délibération n° 2012 / 246 du Conseil Municipal du 29 mai 2012, le marché a été attribué au groupement SARL COULON, architecture, mandataire, BATISERF Ingénierie, SOLARES BAUEN, BET GILBERT JOST, E3 ECONOMIE pour un montant de 987 460,00 € H.T. Suite aux intempéries exceptionnelles du 29 septembre 2014 et à la modification des niveaux altimétriques de la rue Joan Miro, le réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être réétudié en modifiant les tracés initialement prévus en phase étude. Suite à l'épisode diluvien du 23 août 2015, des ruissellements urbains importants ont inondé la cour de l'école. Cela nécessite la mise en sécurité du talus mitoyen dans le respect de l'aspect architectural du bâtiment et de ses abords. Une mission complémentaire d'étude et de synthèse est donc nécessaire. Le montant de cette nouvelle mission est de 53 000 € H.T, portant ainsi le montant du marché à 1 040 460 € H.T, soit

	une augmentation de 5,37 % par rapport à son montant initial.
2016/0204	<p>La Ville de Montpellier a décidé de remplacer progressivement les jeux de cours d'école devenus vétustes par des jeux peints au sol par des artistes plasticiens. Le marché n° 6B0009 concernant la réalisation de jeux de cours par des artistes à :</p> <p>Lot 1 : Les quatre saisons : Sonia BEZANTAY</p> <p>Lot 2 : Autour de l'alphabet : Bertrand LECOINTRE</p> <p>Lot 3 : Les pays du Monde : Olivier MENENDEZ</p> <p>Lot 4 : Les comptines : Claire ATON</p> <p>Lot 5 : Les animaux : Franck NOTO</p> <p>Lot 6 : 1,2,3, soleil ! : François DIOT</p> <p>Le montant de chaque œuvre s'élèvera à 3 500€ HT, comprenant la prestation de l'artiste et le matériel.</p>
2016/0205	Fourniture et mise en place d'un ascenseur à la salle FEUILLADE, MAPA 6B0058, attribution à l'entreprise THYSSENKRUPP pour un montant de 27 115€HT.
2016/0206	La régie des droits de stationnement était intitulée "Transports de l'Agglomération de Montpellier-Droits de stationnement", du nom du titulaire du marché "stationnement payant". A la demande de la Trésorerie Municipale il est proposé de modifier le nom de la régie en le limitant à la nature des recettes qu'elle concerne, et de ne plus y faire figurer le nom du titulaire du marché.